

UNIVERSITÉ DE PARIS :-: FACULTÉ DE DROIT

De la Saisie-Arrêt sur soi-même en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Mention sciences juridiques)

*Présentée et soutenue à la Faculté de Droit
de l'Université de Paris*

le Vendredi 4 Février 1927, à 2 heures du soir

PAR

GASTON ELIE-AUZÉ

Président : M. MOREL, professeur de Procédure Civile

Suffragants { MM. PILON, professeur
Maurice PICARD, professeur

PARIS

A. PEDONE, Editeur

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, rue Soufflot

—
1927

De la Saisie Arrêt sur soi-même
en Droit français



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS :- FACULTÉ DE DROIT

De la Saisie-Arrêt sur soi-même en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Mention sciences juridiques)

*Présentée et soutenue à la Faculté de Droit
de l'Université de Paris*

le Vendredi 4 Février 1927, à 2 heures du soir

PAR

GASTON ELIE-AUZÉ

Président : M. MOREL, professeur de Procédure Civile

Suffragants { MM. PILON, professeur
Maurice PICARD, professeur

PARIS

A. PEDONE, Editeur

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats
13, rue Soufflot

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON (J.) *De la saisie-arrêt sur soi-même*. Annales de l'Université de Grenoble 1895.
- AUBRY et RAU, *Cours de Droit Civil Français*, t. IV, 5^e éd. Marchal et Billard 1902 Paris.
- DE BELLEYME, *Ordonnances sur requêtes et sur référés*, 3^e éd. 2 vol. Paris 1855.
- BERMOND, *La clause de référé en matière de saisie-arrêt*, thèse, Paris 1909.
- BERRIAT SAINT-PRIX, *Cours de Procédure*, 5^e éd. Plon — Nourrit, Paris 1835.
- BOBES, *Cas d'application du droit de rétention*, thèse, Paris, 1913.
- BIOCHE, *Dictionnaire de Procédure*, 6 vol, 5^e éd. Paris 1866.
- BOULET ET DUBOULOZ, *Code de la saisie-arrêt*, Pédone-Lauriel, Paris 1891.
- BOURRÉE (A.) *De la saisie-arrêt par le créancier-débiteur entre ses propres mains*, thèse, Dijon, 1916.
- CARRÉ et CHAUVÉAU-ADOLPHE, *Les lois de la Procédure*, t. IV, Paris 1880.
- CÔLIN (A.) et CAPITANT (H.) *Cours élémentaire de Droit Civil*, t. II 3^e éd. Dalloz. Paris. 1921.
- COLMET DE SANTERRE, *Cours Analytique de Code Civil*, t. V 2^e éd. Paris 1889.
- CUCHE, *Précis des Voies d'exécution*, Dalloz. Paris. 1913.

- DALLOZ, *Code de Procédure Civile annoté*. 1913 — *Recueil périodique de législation et de Jurisprudence*. — *Répertoire alphabétique*. — *Répertoire pratique*. Paris.
- DEMOGUE, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1909, p. 411, 1910, pp. 180 et 849, 1906, p. 291.
- DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, t. XXVII, Paris, 1845-82.
- DENISART, *Actes de notoriété donnés au Châtelet de Paris*, 1759. — *Collections de décisions nouvelles*, 4^e vol. Paris 1771.
- DODO, *De la saisie-arrêt*, thèse, Paris, 1889.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU, *Traité théorique et pratique de Procédure*, t. IV 1913. Rec. Sirey-Paris.
- GARSONNET et JOSSERAND, *Traité élémentaire des Voies d'exécution* 6^e éd. 1920. Rec. Sirey-Paris.
- GAZETTE du PALAIS, *Recueil périodique de Jurisprudence*.
- GAZETTE DES TRIBUNAUX, *Recueil périodique de Jurisprudence*.
- GLASSON, COLMET D'ANGE et A. TISSIER, *Précis théorique et pratique de Procédure*, t. II, 2^e éd. Lib^{re} Générale de Droit et de Jurisprudence. Paris. 1908.
- HUC, *Commentaire théorique et Pratique du Code Civil*, Paris 1892-1902.
- HURÉ, *Les effets du jugement de validité de saisie-arrêt*, thèse, Paris, 1910.
- LAIR, *De la Compensation et des demandes reconventionnelles dans le Droit Romain et dans le Droit Français ancien et moderne* — Paris 1862.
- LAURENT, *Principes de Droit Civil Français*, 3^e éd. Paris 1878.
- LEURQUIN, *Code de la Saisie-arrêt*, 2^e éd. Rec. Sirey. Paris 1906.

PANDECTES FRANÇAISES, *Recueil périodique de législation et de jurisprudence.*

PASICRISIE BELGE, *Recueil périodique de législation et de jurisprudence.*

PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit Civil Français* 5^e éd. — Paris.

PIGEAU, *Procédure Civile du Châtelet de Paris et de toutes les juridictions ordinaires du royaume.* 2 vols. 1787 — *Commentaires sur le Code de Procédure Civile*, 2 vols. t. II. 1827. — *Procédure des Tribunaux de France par principes et formules*, 2 vols. 1807-1808 — 5^e éd. par Crivelli, 1835.

ROGER (F), *Traité de la Saisie-arrêt*, 2^e éd. par Roger (Aug.) Paris 1860.

ROUSSEAU et LAISNEY, *Dictionnaire de Procédure*, 10 vols. Paris.

SIREY, *Recueil périodique de législation et de Jurisprudence.*

TISSIER, DARRAS et LOUCHE-DESFONTAINES.
Code de Procédure Civile annoté. Rec. Sirey — Paris 1904.

NOTES SOUS LES ARRÊTS

- Concl. M. Proc gén. BEAUDOIN (DP. 1885. II. 266).
Note de M. DUPARCQ (DP. 1908. II. 289).
Dissert. de M. GLASSON (DP. 1887. II. 17 — 93. I. 405).
Dissert. de M. FRAISSINGEA (DP. 1906. II. 369).
Dissert. de M. GRIOLET (DP. 1868. I. 369).
Note de M. LABBÉ (S. 1892. I. 225).
Dissert de M. PLANIOL (DP. 1905 II. 241).
Note de M. ROBERT (Henri) (DP. 1901. II. 441).
Note de M. TISSIER (S. 1899. I. 401).
Dissert de M. VALERY (Jules) (DP. 1902. I. 31).
Note anonyme sous Trib. Louvain 16 nov. 1894 (DP. 96.
II. 5.).
-

TABLE ANALYTIQUE

INTRODUCTION

GÉNÉRALITÉS. — Définition, origine, mécanisme et utilité pratique de la saisie-arrêt en général. — Position du problème de la saisie-arrêt sur soi-même.

CHAPITRE PREMIER

Justification en équité et en droit de la saisie-arrêt sur soi-même — Etat actuel de la question

HISTORIQUE RAPIDE DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME, p. 19.

Section I : SON FONDEMENT EN DROIT NATUREL, p. 21.

Section II : SON FONDEMENT EN DROIT POSITIF, p. 25.

§ I - Critiques élevées par les auteurs et la Jurisprudence avant 1891, p. 25 § 2 - Discussion de ces critiques, p. 28.

EXPLICATION JURIDIQUEMENT RATIONNELLE DE L'ART. 557 C. PR. CIVIL. — Etude du mot « tiers », p. 34.

Section III : PROCLAMATION DE LA LÉGITIMITÉ DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME PAR LA JURISPRUDENCE ET LES AUTEURS, p. 39, § I. - Analyse de l'arrêt de la Chambre des requêtes du 27 Juillet 1891 et de quelques arrêts caractéristiques p. 39, § 2. - Opinion des auteurs favorables à cette procédure dès avant 1891, p. 42, § 3. - Etat de la Jurisprudence et de la Doctrine actuelles, p. 43.

CHAPITRE DEUXIÈME

Conditions générales d'application de la saisie-arrêt sur soi

Section I : NATURE JURIDIQUE DE CETTE SAISIE, p. 46

Section II : CONDITIONS DANS LESQUELLES ON PEUT PRATIQUER UNE SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME, p. 49 — § I. Ceux qui peuvent former une saisie-arrêt entre

leurs propres mains, p. 49, § 2. Choses que l'on peut saisir-arrêter sur soi-même (Difficultés à propos des cas énumérés par l'art. 1293 C. Civ.), p. 53, § 3. Titres en vertu desquels cette saisie-arrêt peut-être pratiquée, p. 62. — Applications à cette matière de la loi du 17 Juillet 1907, p. 70., § 4. — Créances en vertu desquelles la saisie-arrêt sur soi-même peut-être pratiquée, p. 73, § 5. — Ceux contre qui une saisie-arrêt peut-être-pratiquée, p. 81, § 6. — Conventions ayant pour but d'admettre ou d'exclure la possibilité de saisir-arrêter sur soi-même, p. 85.

CHAPITRE TROISIÈME

Les effets de la saisie-arrêt sur soi-même

Section I : LES EFFETS COMMUNS A LA SAISIE-ARRÊT ORDINAIRE ET A CELLE PRATiquÉE SUR SOI-MÊME : I Effet de l'exploit de saisie-arrêt : p. 87 § I. — Indisponibilité, p. 87, § 2 — Interruption de la prescription, p. 92. II Effets du jugement de validité, p. 95.

Section II : EFFETS PARTICULIERS A LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME, § I Elle paralyse l'effet d'un titre exécutoire, p. 99, § 2. — Elle est, en quelque sorte, « un succédané » de la compensation légale, p. 101, § 3. — Elle facilite ou complète la compensation judiciaire (Reconvention), p. 103, § 4. — Elle élargit le champ d'application du droit de rétention ou supplée à son insuffisance pratique, p. 104.

CHAPITRE QUATRIÈME

Etude des formes de la saisie-arrêt sur soi-meme

Section I : EXAMEN RAPIDE DES PROCÉDURES MOBILIÈRES QUI POURRAIENT LUI CONVENIR : § I. — Esquisse de la procédure de saisie-exécution, p. 109, § 2. — Procédure de la saisie-arrêt ordinaire p. 112.

Section II : PROCÉDURE SIMPLIFIÉE QUI CONVIENT A LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI MÊME, p. 122.

Conclusion.

INTRODUCTION

Le commerce juridique, sous tous ses aspects, que la Pratique révèle chaque jour de plus en plus complexes et variés, s'impose à l'homme vivant en société. Aussi, chaque homme, dans sa sphère d'activité, même sans aucune participation réfléchie de sa volonté parfois, se meut dans un cercle perpétuel d'obligations civiles : créancier des uns, il se trouve, en revanche, souvent, débiteur des autres.

La règle primordiale du Droit veut que ces obligations soient, de part et d'autre, exécutées selon les principes édictés par la loi positive ou l'équité. Mais il arrive trop souvent, hélas ! que celui dont on a suivi la foi, refuse d'acquitter les prestations auxquelles il s'est engagé. Aussi, la procédure, — tout au moins celle des voies d'exécution, — a été créée pour permettre au créancier de ce débiteur récalcitrant de le forcer à payer, si l'obstacle au paiement ne provient pas d'une cause étrangère à sa volonté et de son impuissance. Cependant le plus souvent, ce débiteur, qui se trouve empêché d'exécuter directement les obligations par lui contractées, a eu avec d'autres personnes des rapports contractuels, d'où il est résulté pour lui des créances qu'il n'a pu encore recouvrer. Il fallait donc permettre au créancier, qui a besoin de récupérer son dû pour faire face lui-même à ses engagements, de s'adresser au débiteur de son propre débiteur. Il se fera payer par lui, si la nature de sa créance le permet. C'est à ce résultat qu'aboutit la procédure de la saisie-arrêt, qui permet au créancier d'exercer les droits de son

débiteur négligent sur les objets mobiliers de celui-ci.

Toutefois, ce même créancier peut, à l'occasion du même contrat, ou pour des causes juridiques différentes, être tenu lui-même de prêter quelque chose à son débiteur. Si les deux dettes sont liquides, exigibles, et qu'elles portent sur des sommes d'argent ou des choses fongibles entre elles, aucune difficulté ne pourra s'élever. Chacune des parties se paiera sur ce qu'elle doit, et ne versera que ce qui excède sa créance à l'autre partie : c'est la compensation légale, dont les règles sont fixées par le Code Civil.

Mais si ces conditions ne se trouvent pas réalisées, ou si l'une d'elle fait défaut, cette compensation sera impossible. Va-t-on alors permettre au créancier, qui est lui-même débiteur de son débiteur, celui-ci étant son créancier d'une dette liquide et exigible — par hypothèse —, de résister à la demande en paiement de ce dernier ? En d'autres termes, va-t-on lui permettre, en interposant entre ses propres mains, une saisie-arrêt, de présenter un obstacle légal à cette demande ? C'est en quoi consiste le problème de la *saisie-arrêt sur soi-même* — cette expression est certainement impropre, et a été fort justement critiquée ; mais elle est tellement commode, qu'on la conserve pour cette raison.

* * *

Il semble d'après ce simple exposé que rien ne pourrait s'opposer à ce qu'on permit au créancier — débiteur d'exercer cette mesure, que conseillent la prudence et le désir de simplifier l'exécution des obligations entre les parties. Mais nous verrons tout-à-l'heure que, pendant longtemps, beaucoup de grands juristes ont nié la légitimité de cette procédure, par suite d'une interprétation restrictive et fâcheuse de l'art. 557 c. pr. civ.

Aussi, notre ambition, dans la présente étude, est-elle de nous efforcer de démontrer, autant que nos moyens nous le permettront, l'utilité pratique, le fondement en droit et en équité, de cette procédure, à la vérité assez étrange, qui a été qualifiée — comme nous le verrons plus amplement par la suite — d'insolite, d'illégale, de frustratoire, de ridicule, etc... Mais nous estimons toutefois juste de déclarer, dès à présent, que si elle a eu des adversaires résolus, elle a eu aussi, pour elle, des défenseurs convaincus et très autorisés, qui ont fini en somme, par triompher. Ce sont ces derniers que nous prenons comme guides, et dont la conduite facilitera notre tâche en l'étayant un peu de tout le poids de leur autorité.

Nous nous sommes cependant aperçu, depuis quelque temps, que le reproche de ridicule adressé à cette procédure, par suite de l'application qu'on lui fait des formes de la saisie-arrest était assez fondé. Aussi nous proposerons dans notre conclusion, tout en demandant de conserver législativement la possibilité de pratiquer les saisies-arrests entre ses propres mains, de réglementer cette matière, notamment en ajoutant au remarquable projet rédigé et présenté par MM. Garsonnet et Cézard-Bru (1) un article aussi explicite que possible, qui instituerait des formes propres à cette voie de conservation, pour la simplifier et lui épargner dorénavant ce reproche. Pour cela, nous sommes fort de l'appui de Pigeau, qui jouit d'une grande autorité en matière, et qui cependant a réclamé en vain cette consécration au point de vue de la forme, dès 1787.

(1) IV, sect. V, p. 475, 3^e éd.



Avant d'entrer dans l'étude de notre sujet, nous estimons intéressant de jeter un coup d'œil aussi rapide que possible, sur l'apparition dans le Droit et le développement de la saisie-arrêt en général ; puis, nous exposerons aussi succinctement que nous le pourrons, la définition et le mécanisme de cette procédure. Nous nous excusons dès maintenant d'avoir à exposer les formes de la saisie-arrêt ordinaire et celles de la saisie-exécution, plus tard, fort brièvement toutefois. La première nous intéresse directement ici ; mais nous pensons ne pas pouvoir éluder une incursion dans le domaine de cette seconde procédure — qui doit, certes, rester étrangère à notre travail, — sous peine de voir notre exposé manquer de clarté et de précision.



Malgré les avantages multiples et incontestables que présente la procédure de saisie-arrêt, il semble que les Romains, gens d'un sens pratique merveilleux cependant, ne l'ont pas connue. C'est à peine si l'on peut relever au Digeste quelques mots que l'on pourrait, à la rigueur, interpréter en ce sens ; et rares sont les auteurs qui soutiennent que cette procédure est d'origine Romaine (V. Roger, op. cit., avertissement de la 1^{re} édition, note 1). M. Leurquin (op. cit. p. 21, § 2) croit cependant pouvoir affirmer ceci : « Les origines de la saisie-arrêt ne sont pas bien connues. En droit Romain, le créancier pouvait faire saisir les créances de son débiteur, mais seulement après discussion des autres biens ; les officiers du magistrat encaissaient le montant des sommes dues au saisi, en poursuivant au besoin celui qui était obligé, ou se bornaient à vendre la créance, au profit du créancier-saisissant ; c'était plutôt

une procédure d'exécution qu'une saisie-arrêt (Dig. 42, 1, de re judicata, I. 15, § 2, 8, 10 et 11. Cp. Glück, Commentaires des Pandectes, III, § 250) »

Ce même auteur pense (après Roger) que c'est la Jurisprudence des Tribunaux Allemands, confirmée par les lois du St-Empire, qui a introduit cette procédure d'une façon certaine et définitive.

Il semble que, durant le Moyen-Age, on ne pouvait saisir les titres de créances, qu'après la discussion des meubles et des immeubles (Ibid.). Mais dès le 18^e Siècle, à ce que dit Roger (qui cite Fontanon), op. cit. N^o 43, on pouvait saisir, arrêter, non plus seulement les effets mobiliers corporels de son débiteur, mais bien aussi ses créances. Depuis, cette procédure s'est développée considérablement pour devenir telle, qu'elle est peut-être, actuellement, la voie la plus normale, ou tout au moins la plus fréquente d'exécution des jugements ou de garantie pour les créanciers (1).



L'art. 557 C. pr. civ. s'exprime en ces termes : « Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise ».

Faisons d'abord, avec Roger, cette remarque : la rédaction de l'art. 557 pourrait laisser croire que le Code — quoique ses rédacteurs eussent déclaré que la saisie-arrêt et l'opposition étaient une seule et même procédure — distingue entre elles — comme dans l'ancien droit — :

(1) Voir au cours de ce travail la Jurisprudence, très abondante et très récente, élaborée sur les pouvoirs du Juge des référés en matière de saisie-arrêt.

« il spécifie d'abord ce qui se fait par la saisie-arrêt, ensuite par l'opposition ».

La première et essentielle condition qu'exige l'art. 557 est qu'on soit *créancier* (peu importe que celui-ci soit hypothécaire, privilégié ou simplement chirographaire, l'article ne distingue pas, car le droit au gage sur tous les biens du débiteur est le même pour tous (2092 et 2093 c. civ.). Ce créancier doit l'être *personnellement* vis-à-vis du débiteur, disent les auteurs, ce qui semblerait vouloir refuser au créancier du créancier négligent le droit de saisir-arrêter des sommes ou effets entre les mains de celui qui doit au débiteur de son propre débiteur, en vertu de l'art. 1166 c. civ.

La définition de l'art. 557 est incomplète, elle n'est que la reproduction de celle que donnait Pigeau (Traité de proc., II, p. 44) et dont Roger a critiqué l'insuffisance. On peut dire que la saisie-arrêt est la procédure par laquelle tout créancier peut s'opposer : à la remise des sommes ou effets mobiliers qui appartiennent à son débiteur et qui sont détenus par quelqu'un qui est un tiers par rapport à celui-ci, ou au paiement par ce tiers des sommes ou effets par lui dus à ce débiteur. Mais ce sera à condition de faire statuer par autorité de justice sur le point de savoir à qui les sommes seront attribuées ou s'il doit être procédé à la vente desdits effets, pour payer celui qui se prétend créancier. Nous espérons que cette définition embrasse tout le défini et rend compte assez exactement de l'opération. La saisie-arrêt est donc tout d'abord une simple séquestration.

En tout cas, voici un exemple concret et simple qui permettra de bien saisir le mécanisme de cette opération. Primus est à la fois créancier de Tertius de 10.000 et débiteur de Secundus de 5.000. Ces deux obligations ayant

des sujets distincts, sont absolument indépendantes l'une de l'autre, et chacune d'elles pourra être payée, — ou éteinte selon un autre mode du Droit Civil —, sans qu'elle puisse avoir une répercussion quelconque sur l'autre, Mais, pour éviter plusieurs déplacements de numéraire, pertes de temps et autres ennuis qu'entraînent habituellement plusieurs règlements de compte distincts, le plus simple serait que Primus déléguât son débiteur Tertius à son créancier Secundus. Souvent, en pratique, pour une raison ou pour une autre, cette délégation volontairement consentie, ne pourra avoir lieu. Mais Secundus ne restera pas inactif, car il craint l'insolvabilité éventuelle de Primus, qui est actuellement créancier d'une forte somme, et il veut se garantir contre elle. Il s'entourera de renseignements — et il arrive souvent que ce soit Tertius lui-même qui l'engage à faire saisie-arrêt, car celle-ci le dispensera de payer immédiatement, — et il pratiquera une saisie-arrêt sur Tertius, dès qu'il sera à sa connaissance que celui-ci est le débiteur de son propre débiteur. Mais, dira-t-on, Tertius n'a eu aucun rapport de droit avec Secundus ? Comment peut-il se permettre de s'adresser à lui ? C'est en vertu de l'art. 1166 c. civ. : il exerce les droits de son débiteur négligent.

Actuellement, sous l'empire de la loi du 17 Juillet 1907, Primus, créancier de Tertius d'une somme supérieure à celle dont il est lui-même débiteur, fera consigner par son débiteur une somme suffisante pour désintéresser Secundus, et à celui-ci affectée spécialement ; il obtiendra mainlevée de la saisie pour le surplus qu'il pourra alors toucher librement.

Après les formalités exigées par la loi, Secundus sera payé.

Dans le langage de l'Ecole, on appelle Secundus le sai-

sissant, Tertius, le tiers-saisi, et Primus, le saisi. Dans une procédure normale, on rencontre presque toujours ces trois personnages remplissant ces trois rôles distincts ; c'est cette rencontre habituelle qui a pu faire croire à certains juristes qu'il était impossible que ces trois rôles pussent être tenus seulement par deux personnages : ce qui est parfaitement licite, comme nous le verrons par la suite.

* * *

Nous nous permettrons de faire usage, aussi souvent qu'il nous semblera nécessaire, de notes et citations.

CHAPITRE I

Justification en équité et en droit de la Saisie-Arrêt sur soi-même

Etat actuel de la Question

HISTORIQUE RAPIDE DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI (1). —

Un des principaux arguments que les partisans de la validité de la saisie-arrêt sur soi-même ont invoqué à l'appui de leur opinion, est que cette procédure était très employée par la pratique, dans l'ancien Droit Français. En effet, la jurisprudence des anciens Parlements — et surtout celle du Châtelet de Paris — n'avait jamais pensé à en contester la légitimité. Denisart et Pigeau l'attestent formellement, pour le XVIII^e siècle ; ils enseignent qu'elle était pratiquée depuis des temps assez éloignés d'eux, et qu'elle avait toujours rendu des services fort appréciables à la pratique (2).

Si l'on se reporte à ces écrivains et à leurs contemporains, ils nous indiquent sans méprise possible, que la plupart des coutumes consacraient, dans leurs dispositions, un ou deux articles à la matière qui nous occupe

(1) Pour de plus amples détails historiques, voir Bourrée, thèse, 1^{re} partie.

(2) V. Denisart, *actes de notoriété*, acte du 23 Janvier 1737 Pigeau, *Traité de la procédure civile du châtelet de Paris*, t. II, p. 78, § 14. *Commentaires*, II, p. 153.

ici. Ainsi Dumoulin (dans les coutumes générales de France T. II. pp. 458, 377, 522, 266 et 768), (1), a écrit : « Egalement aucune discussion ne peut être élevée du fait que le saisissant et la personne entre les mains de qui on saisissait, se confondaient ? La règle était que tout créancier du saisi avait le droit de faire « exécution ou arrêt sur « le débiteur de son débiteur » ; telle était la formule très générale employée par Masuer (*Practica forensis*, Titre XXX, p. 149 a et suivants) et Imbert (*Institutionum forensium Galliae libri* ; L.I., ch. LX p. 394), dans leur pratique judiciaire, et par toutes les coutumes, notamment les coutumes d'Auvergne, ch. XXIV, art. 54 ; du Bourbonnais, art. 107 ; de la Marche, art. 369 ; de Blois, art. 260 ; de Bretagne, art. 234, etc... » Le même auteur ajoute plus loin (p. 1077) : « Il est à signaler toutefois qu'une seule coutume, celle des trois Baillages de Lor-

(1) Cité par Bourrée (dans sa thèse, p. 32). Ce dernier ajoute le commentaire suivant : « or, par » débiteur du « débiteur », on entendait évidemment toute personne autre « que débiteur lui-même, et débitrice de ce dernier, aussi bien le saisissant que le reste des humains, c'est en ce sens que se prononcent les commentateurs des coutumes, les auteurs et la Jurisprudence (V. les auteurs et les arrêts cités par Bourrée, p. 33, note 2). Ils prennent un soin attentif à employer toujours les termes généraux « débiteur du débiteur » et à ne jamais prononcer l'expression « tiers débiteur ». Ce n'est que par la suite, au XVIII^e siècle, que la doctrine influencée par le cas qui se présentait le plus souvent, commença à dire qu'une saisie-arrêt devait être faite entre les mains d'un tiers débiteur. (Denisart, *Collection de décisions nouvelles* — Paris 1771, v^o saisie-arrêt, N^o 1 Pigeau, *Procédure Civile du Châtelet de Paris*, 1779, t. I, p. 663. Guyot *Répertoire de Jurisprudence*, v^o saisie-arrêt).

« Mais cette nouvelle formule qui restreignait le champ d'application de la saisie-arrêt et qui ne visait que le cas le plus général n'eut nullement pour effet d'amener un changement dans les usages ; alors « comme auparavant, le saisissant et la personne entre les mains de qui on saisissait peuvent être une seule et même personne. »

raïne, déclarait que « l'arrêt » devait être signifié au « tiers débiteur ».

S'il en était besoin, nous pourrions reproduire l'opinion d'un grand nombre d'auteurs, soit antérieurs, soit postérieurs qui nous confirmeraient ce que nous savons déjà, à propos de l'emploi fréquent et utile de la saisie-arrêt sur soi, dans la pratique antérieure au Code de Procédure Civile. Qu'il nous suffise de citer Berriat St-Prix qui fut pourtant un adversaire irréductible de cette procédure. Il a écrit ceci : « Il est certain d'abord, qu'avant le Code, elle [la saisie-arrêt sur soi] était autorisée, sinon par l'ancienne législation, du moins par la Jurisprudence des Parlements » (1).

Section Première

FONDEMENT DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI EN DROIT NATUREL

Il nous semble intéressant d'essayer de dégager quels sont les principes sur lesquels se fonde, en équité, la notion de saisie-arrêt sur soi-même.

Cet intérêt réside d'abord en ce que le droit naturel que les Romains appelaient « le jus gentium », constitué par la « ratio naturalis », inspire toutes les nations civilisées de la terre, qui ne peuvent pas en méconnaître les principes (2).

Cette recherche peut, en outre, revêtir, à notre avis, une certaine importance, car elle nous met dès l'abord, en présence d'autres parties du droit privé qui prennent leur point d'appui sur les mêmes bases.

(1) Cité par Roger, *op. cit.* n° 113, p. 80.

(2) Dig. I t. I — L. 9 in fine — Gaius — libro primo institutum.

En effet, la complexité et l'enchevêtrement des phénomènes juridiques n'apparaissent guère à qui les envisage superficiellement. En d'autres termes, une personne n'ayant que des notions assez élémentaires et « pure livresques » de la science juridique, qui ignore tout des espèces que seule révèle la Pratique, — s' imagine très naturellement que les opérations du Droit Civil restent dans la vie courante telles qu'elles sont étudiées dans les manuels : indépendantes et isolées les unes des autres. Sa situation serait ainsi pareille à celle de quelqu'un qui regarderait des arbres, éloignés les uns des autres à la surface du sol, et n'aurait pas appris par expérience que ces arbres ont leurs racines très intimement entremêlées dans la terre nourricière.

Quels sont donc les principes de ce droit, qui s'impose à tous les législateurs, — et plus généralement, à toutes les nations civilisées, — qui régissent notre sujet ? Nous croyons rencontrer surtout deux grands principes à la genèse de la notion de saisie-arrêt sur soi.

I. — D'abord un grand principe d'ordre public général : « *Nul ne peut se faire justice à soi-même* ».

Ce premier principe ne se trouve inscrit nulle part, mais il est invoqué chaque jour, dans toutes les branches de l'activité humaine. On est contraint de reconnaître qu'il est d'une utilité évidente et indiscutable dans une société civilisée. Si cette règle de droit coutumier ne jouissait pas, en effet, de l'autorité qui lui est unanimement accordée, depuis longtemps, la violence et la barbarie, incompatibles avec la civilisation, auraient fait reculer celle-ci.

En notre matière, en cas de méconnaissance de ce principe, quelle situation résulterait-il, du fait que le créancier s'appropriât tous les objets de son débiteur qui lui tomberaient sous la main, à un titre quelconque, sans dis-

tinguer, parce qu'il est créancier ? Et c'est pourquoi, le créancier, qui est lui-même débiteur de son débiteur, ne peut, sans l'intervention de la loi ou du Juge, se régler sur les objets qu'il détient pour le compte de son propre débiteur. Si on lui refusait une sanction légale, ou judiciaire, — en l'absence de la première, — ne serait-ce pas l'inciter à violer le principe supérieur que nous étudions ?

D'ailleurs, ce principe domine tout notre Droit actuel, et se manifeste sous différentes formes. La plus caractéristique, nous semble-t-il, est *la prohibition du pacte commissoire en matière de gage* (1). Cependant la constitution d'un gage a lieu par une convention, et il semblerait d'après un autre grand principe du Droit Civil, qu'il fût loisible aux parties de régler leur accord et ses modalités comme il leur plairait. Il n'en est rien. Mais il faut aussi ajouter que, assez souvent, on aura recours à d'autres procédés juridiques qui permettront de sortir d'embarras, en réalisant les mêmes fins : *le droit de rétention* par exemple. En effet, ce droit, qui est d'une grande utilité, voit son champ d'application s'étendre de plus en plus ; et il paraît que dans certains pays — l'Allemagne, par exemple, — où cette institution est très développée, la saisie-arrêt sur soi-même est absolument inutile (v. art. J. Appleton).

2. — C'est *l'équité — la bonne foi*, comme disaient les Romains — qui donne une très grande force à notre second principe. Ce principe a toujours été pris en considération par les Jurisconsultes Romains. Il a d'abord servi à faire naître la compensation, « *ipso jure* », à Rome. Les Interprètes du Droit Romain estiment que cette règle est bien celle qui a été exprimée par Papinien

(1) Art. 2078, 2^e al., c. civ.).

dans la loi 36, au Dig. XXVI, 7. Lair (p. IV de la préface, op. cit.) notamment écrit : « ...ne serait-il pas injuste, en effet que l'une des parties voulût être payée, sans payer à son tour ? »

Aussi les textes du Droit Romain nous présentent-ils sans cesse l'équité comme le fondement du Droit de compenser : « *aequitas, quae merum jus compensationis inducit* » (1). Ce qui est vrai du droit de compenser l'est également de la saisie-arrêt sur soi-même, car les deux situations sont identiques en fait ; cette dernière institution est l'auxiliaire ou le succédané de la première, elle joue quand l'autre ne peut avoir lieu, par suite de l'absence d'une des conditions légales requises.

Ce principe a certainement passé dans notre Droit moderne — qui est loin d'être un droit rigoureux, « *merum jus* ». Il s'oppose à ce qu'on fasse courir les risques d'insolvabilité de l'autre partie à celle qui est en même temps créancière et débitrice et qui détient entre ses mains des choses qui appartiennent à son débiteur ou simplement, les sommes qu'il lui doit. C'est ce principe que Paul a très élégamment exprimé sous une forme concise et qui est rapporté Dig. 173, § 3, L. 17 *dolo facit, qui petit quod redditurus est* ». On retrouve dans Pamponius la même idée, un peu plus explicitement exposée dans le fragment suivant qui se trouve au Dig. XVI, 2, 13 : « *Ideo compensatio necessaria est, quia interest nostra potius non solvere quam solutum repetere* ».

En résumé, à Rome, dès la période classique, les pru-

(1) Plus récemment, notre excellent professeur, M. Collinet, à son cours (1924-25 : la bonne foi dans les obligations) a expliqué qu'à son avis, Papinien faisait bien reposer sur l'équité le droit de la compensation, bien qu'il croit avoir trouvé des critères d'interpolation dans ce membre de phrase.

dents furent tous d'accord pour admettre qu'il y avait une espèce d'injustice à vouloir forcer à payer, celui qui est lui-même créancier de son créancier » c'est commettre un dol, que de demander à être payé, quand on n'offre pas soi-même de payer ». Ces éminents juristes avaient aperçu les dangers auxquels est exposé le créancier-débiteur qui « fait l'avance », et réagissant contre l'injustice du droit rigoureux, ils lui ont permis d'abord de proposer l'exception de dol. Ce fut un progrès considérable, dans l'histoire du Droit Romain, d'abord formaliste et littéral. Aussi, on doit se demander pourquoi, dans notre Droit Français, qui n'a rien de commun avec le vieux Droit Romain, cette règle d'équité ne s'imposerait-elle pas au Juge qui doit statuer, dans le silence de la loi, *in-æquo et bono* ? Nous allons voir tout-à-l'heure combien la lutte a été vive, pendant presque tout le XIX^e siècle, entre les Cours d'Appel, et aussi parmi les auteurs, sur le point de savoir si cette règle devait être admise ou rejetée. Selon le parti qu'on prenait sur cette question, on était forcément partisan ou adversaire de la procédure de saisie-arrêt sur soi. Et c'était à cela, au fond, que se résumait toute la controverse, car le silence du Code était interprété dans le sens favorable à son opinion, par chaque parti.

Section Deuxième

FONDEMENT DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME EN DROIT POSITIF

EXPLICATION JURIDIQUEMENT RATIONNELLE
DE L'ART. 557 C PR. CIV. — ÉTUDE DU MOT « TIERS »

§ 1. — CRITIQUES ÉLEVÉES CONTRE LA VALIDITÉ DE CETTE
PROCÉDURE PAR UNE PARTIE DES AUTEURS ET DE LA JURIS-

PRUDENCE, AVANT 1891. — Il importe d'abord de relever soigneusement les reproches nombreux qui ont été adressés à la saisie-arrêt sur soi. Tous ne sont pas d'égale valeur et la Jurisprudence actuelle en a fait justice, comme nous verrons tout à l'heure. Par contre, il y a des griefs justifiés ; et au nombre de ceux-ci, se trouvent ceux qui ont été dirigés contre la Forme, et que nous discuterons au chapitre IV, consacré spécialement à celle-ci. Ensuite, nous exposerons les raisons pour lesquelles nous sommes partisan, pour notre compte, de la légitimité de la saisie-arrêt sur soi-même.

1° Et d'abord, on lui a reproché d'être *illégal*. En ce sens, on a dit : l'art. 557 ne mentionne pas cette variété de saisie-arrêt. Il est vrai qu'elle était admise dans l'ancienne pratique et par la Jurisprudence des Parlements ; mais l'art. 1041 C. pr. civ. a abrogé tous les usages et procédures employés dans l'ancien droit et non permis par un article exprès du même code (1). On a ajouté un autre argument, qui est moins sérieux : le Code exige la présence de trois personnages dans cette opération : le saisissant, le saisi, et le tiers saisi. On ne peut pas, sans manquer aux prescriptions de la loi, confier ces trois rôles nettement définis à deux personnages seulement (2).

Elle est encore illégale, parce qu'elle ne sera nécessaire, la plupart du temps, que lorsque la compensation légale est impossible : soit pour défaut de liquidité d'une créance, soit dans un des cas où la loi ne permet pas que joue la compensation (3). Dans l'un ou l'autre cas, on arrivera certainement à un résultat contraire à celui que

(1) Boulet et Dubouloz. N° 82 : Rouen du 13 Juillet 1816 (S. 16 II. 371) ; Berriat St-Prix (op. cit. p. 523, note 32). Carré, Q. 1925 note 1.

(2) Bordeaux du 12 Déc. 1834 (S. 35 II 136).

(3) Carré, Q. 1925 ; Amiens du 5 Août 1926 S. 29 II. 173).

la loi a voulu. Donc la saisie-arrêt sur soi ne saurait être permise, sans aller à l'encontre des règles tracées par la loi.

2° On a également reproché à cette forme particulière de saisie-arrêt d'être *dangereuse* (1). On a produit des arguments de sentiment qui sont les suivants : cette procédure donne aux débiteurs de mauvaise foi un moyen trop facile de paralyser, sous prétexte d'une créance imaginaire, l'exécution des titres peut-être authentiques qui existent contre eux. Elle peut aussi permettre la compensation dans les hypothèses où la loi le défend expressément. Cette objection rencontre la première et arrive, de toute évidence, à la même conclusion.

3° On lui a même fait le reproche d'être une procédure *inutile*. En effet, soutient-on, le créancier-débiteur, qui est actuellement empêché de compenser, par suite de la non-liquidité de sa créance, devra se hâter d'obtenir du Juge cette liquidité, soit par voie principale, soit par voie reconventionnelle — s'il est actionné, — et il pourra alors compenser. Ainsi il respectera les règles imposées par la loi, et obtiendra aussi lui-même satisfaction immédiate (2).

On trouve encore des auteurs qui accordent la saisie-arrêt sur soi-même dans certains cas, et la refusent dans d'autres, où son utilité est, sans doute, plus évidente. Il en est ainsi notamment pour Roger (op. cit., N° 116)

(1) V. Rouen du 13 Juillet 1816 (S. 16 II 371) : ... « Attendu toutefois que, s'il était des cas où la saisie-arrêt sur soi-même fût fondée en raison, cette mesure ne pourrait être indistinctement admise sans ouvrir la porte aux plus grands abus, notamment sans donner à tous les débiteurs un moyen facile d'éluder... le paiement d'une dette exigible... »

(2) V. surtout Carré, t. IV, Q 1925 — Rodière, II, p. 198 — Boitard, Glasson et Colmet d'Aage II. p. 198.

(1), qui ne permet au créancier-débiteur de pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains, que s'il a une créance liquide. S'il en était autrement, on ne devrait pas lui permettre d'exercer ses droits au moyen d'une saisie-arrêt sur soi (2).

§ 2. — DISCUSSION DE CES CRITIQUES. — 1° Examinons d'abord l'objection de la Cour de Rouen du 13 Juillet 1816, qui considère la saisie-arrêt sur soi-même comme une mesure *dangerouse* pour les créanciers. Il est assez facile de la réfuter, car la Cour de Rouen attribue privativement à la procédure que nous étudions, un inconvénient qui est général, en ce sens qu'il accompagne toute saisie-arrêt. En effet, on peut aussi facilement se prétendre créancier vis-à-vis d'un étranger, débiteur de celui contre qui l'on veut saisir, que vis-à-vis de soi-même. Bien plus, il est prouvé par la pratique qu'il arrive plus souvent que des saisies-arrêts sans fondement soient pratiquées par des prétendus créanciers entre les mains de personnes physiquement distinctes de leur propre personne, qu'entre leurs propres mains. En effet le nombre des *saisies-arrêts* dites *de complaisance* reste considérable ; car le débiteur qui est contraint de payer son créancier, et qui ne le peut immédiatement, suscite des saisies-arrêts de la part de personnes à qui il n'est rien dû, pour gagner du temps. Il n'est pas au contraire, pratiquement établi que des créanciers-débiteurs forment, sans

(1) V. en ce sens l'arrêt précité de Rouen du 13 Juillet 1816 (aff. Labbé et Ricard).

(2) V. dans le même sens d'autres arrêts rendus en se fondant sur l'une des raisons exposées ci-dessus : C. Rennes du 7 Fév. 1889 (S. 91.2.39 1^{re} esp.) — Paris du 8 avr. 1836 (S. 36 II 229) — Trib. civil Limoges du 24 nov. 1885 (Gaz. Pal. 86, I., 100). Trib. civ. Angers du 22 Mai 1887 (Gaz. Pal. 87, II 294). Trib. civ. Mont-de-Marsan du 27 Janv. 1888 (Gaz. Pal. 88, suppl. 2.39).

même une apparence de créance, un semblant de raison, une saisie-arrêt entre leurs propres mains.

Pourquoi vouloir à tout prix favoriser l'une des parties au détriment de l'autre ? A supposer que le débiteur ait fait une saisie-arrêt sans fondement, elle sera annulée. Tandis qu'en ne lui permettant pas d'exercer un droit, que nous estimons légitime, on peut le léser gravement : car le créancier peut, en touchant immédiatement sa créance, se rendre insolvable. Ou bien il peut céder sa créance, à un tiers qui pourra se faire payer, alors que le créancier-débiteur ne pouvant pas faire une saisie-arrêt, verra une partie de son gage ou le tout lui échapper injustement (1). Alors surtout qu'il y aura presque toujours la garantie du contrôle du Président du Tribunal qui autorisera la saisie-arrêt, puisqu'il est très rare que le créancier-saisissant possède un titre (2).

2° Nous en venons maintenant à la seconde objection, qui est un peu plus grave, ne serait-ce même que par le nombre et la qualité des auteurs qui l'ont faite.

Il est peut-être, théoriquement, très facile au débiteur liquide qui est lui-même créancier non liquide, de faire liquider rapidement sa créance. Mais nous sommes certain que ce n'est pas très facile dans les faits. Et c'est si

(1) V. Garsonnet et Cézard-Bru, p. 383, 3^e éd., IV — Chauveau sur Carré Q 1925 — V. Pau du 4 Juillet 1901 (S. 1901 II. 248) qui reproche justement au créancier-débiteur de n'avoir pas fait saisie-arrêt entre ses propres mains pour concourir avec le premier saisissant.

(2) L'arrêt de Req. du 27 Juill. 1891 (S. 92. I. 225) est décisif sur ce point... « Attendu que la saisie-arrêt ne pouvant être pratiquée qu'en vertu d'une ordonnance du Juge, à défaut de titre, on ne peut admettre a priori qu'elle ne sera autorisée qu'en faveur d'un débiteur de mauvaise foi ne justifiant d'aucun droit, que son effet peut être salutaire si elle peut empêcher que celui qui est créancier, sur justifications au moins admissibles (6000 fr.), ne soit saisi-exécuté par son créancier (de 100 fr.), en vertu d'un titre exécutoire.

vrai que le code de Procédure lui-même accorde à celui qui désire pratiquer une saisie-arrêt, et qui ne possède pas une créance liquide, de la faire évaluer provisoirement par le Président du Tribunal, à qui il doit demander permission de saisir-arrêter (art. 559). Nous nous demandons quelles sont les raisons d'empêcher un créancier de prendre vis-à-vis d'une partie de son gage une simple mesure de garantie, de prudence ? Est-ce parce qu'il est lui-même débiteur de son débiteur qu'il faut le priver d'une garantie, qui est de droit commun ? Nous estimons en tous cas, ne pas apercevoir cette prétendue inutilité. Nous constatons, en revanche, à quels dangers on exposerait le débiteur-créancier, si on lui refusait cette garantie, sur laquelle il était en droit de compter, et en vue de laquelle il a peut-être contracté. En tous cas, la majorité de la Doctrine, et aujourd'hui la Jurisprudence entière, ne permettent pas que ce créancier-débiteur soit ainsi sacrifié, sans nécessité ni réelle ni apparente, sous le prétexte fallacieux qu'en faisant liquider sa créance, il simplifiera l'exécution des obligations réciproques.

Nous verrons d'ailleurs par la suite que la Jurisprudence est fermement orientée actuellement dans le sens de la validité de la saisie-arrêt pratiquée entre ses propres mains par le dépositaire sur la chose déposée. Raison de plus donc, pour l'admettre lorsqu'il s'agit d'un objet simplement détenu, puisque rien ne s'y oppose en droit. Et puis, ces auteurs ont-ils pensé que le créancier liquide pourrait céder sa créance à un tiers, et ainsi rendre impossible du jour au lendemain tout espoir de compenser ? (1).

(1) La Cour de Lyon, dans un arrêt rendu le 25 Juin 1825 (S. 25, II, 365), dit en termes excellents : «.... Considérant qu'il résulterait du système contraire de grands inconvénients, puisque, d'une part,

3° Nous avons réservé pour la fin le reproche qui semble le mieux fondé.

Nous sommes immédiatement forcé de remarquer toutefois qu'il n'est que spécieux. En effet, les trois arguments qu'on a donnés pour expliquer l'*illégalité* de la saisie-arrêt sur soi, s'évanouissent, à la suite d'un examen attentif. Le premier argument qui repose sur l'article 1041 C. pr. civ. est troublant à première vue, surtout pour ceux qui estiment que le Code de procédure n'a même pas fait allusion à la saisie-arrêt sur soi. Ceux-ci, en conséquence, ne se sont pas préoccupés de répondre à cette objection. Pour nous, qui croyons que la validité de la saisie-arrêt sur soi se trouve implicitement admise dans l'art. 557 C. pr. Civ., — comme nous nous efforcerons de l'établir tout à l'heure, — l'argument tiré de l'art. 1041 C. pr. c. n'est pas décisif. En effet, si le code admet, même implicitement, la saisie-arrêt sur soi, que nous importe que les anciens usages et coutumes aient été abrogés ? Si l'on peut pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains, en vertu de l'art. 557 C. pr. civ., ce n'est donc pas en vertu d'un ancien usage qu'elle est tolérée (1).

Nous avons indiqué déjà que le deuxième argument ne

celui qui aurait la double qualité de créancier et de débiteur, pourrait être exposé à payer sa dette liquide, sans avoir aucune mesure conservatoire pour sa créance qui ne le serait pas et que l'insolvabilité de son débiteur pourrait rendre illusoire ; puisque d'autre part, un créancier de mauvaise foi pourrait céder sa créance à un tiers qui aurait droit d'en exiger le paiement du débiteur, malgré les comptes que le débiteur pourrait avoir avec son créancier primitif, etc... » V. aussi Garsonnet et Cézard-Bru, N° 173, 3^e éd., IV. Chauveau sur Carré, Q. 1925.

(1) V. dans le même sens, Bourrée, op. cit., p. 50. Cependant il justifie autrement que nous la validité de la saisie arrêt sur soi par rapport à l'art. 557 c. pr. civ.

nous paraissait pas très sérieux en droit. Il consiste à dire que le code exige expressément trois personnes physiquement distinctes les unes des autres. La plupart des arrêts qui ont statué sur notre matière repoussent cette interprétation très étroite du Code de Procédure et reconnaissent que deux personnes seulement peuvent fort bien remplir trois rôles juridiquement distincts. Les auteurs approuvent sans réserve cette jurisprudence. Nous ne voulons pas insister davantage ici, pour ne pas éparpiller notre raisonnement, et nous renvoyons à notre étude du mot « tiers. »

Il nous reste à examiner maintenant le troisième argument, qui est certainement celui qui donne le plus à réfléchir. L'un des principaux auteurs qui l'ont soutenu est M. Carré (Op. cit. Q. 1925).

M. Carré, en établissant un parallélisme constant entre la saisie-arrêt sur soi et la compensation légale, en arrive à nous présenter son raisonnement, en quelque sorte, sous la forme d'une alternative. Ou bien les conditions exigées par la loi sont réunies, et il y aura compensation de plein droit. Ou bien, au contraire, ces conditions faisant défaut, ce double paiement automatique et abrégé ne pourra pas avoir lieu.

Dans le premier cas, la saisie-arrêt est inutile ; dans le second cas, elle est impossible ; et elle serait illégale, si elle était quand même pratiquée.

Ce raisonnement serait, à la vérité, très solide, s'il ne reposait sur une erreur. La saisie-arrêt sur soi-même n'obéit pas, dans ses applications, aux conditions exigées pour la compensation légale. On pourrait dire que c'est le contraire qui est vrai, par suite de l'indépendance absolue des deux institutions vis-à-vis l'une de l'autre. Nous verrons en son temps, par un parallèle établi entre

la saisie-arrêt sur soi et la compensation, que celle-là garde toujours son utilité, soit en l'absence, soit à côté de la compensation. Depuis assez longtemps les arrêts et les auteurs sont parfaitement d'accord pour formuler les principes qui sont propres à l'une et à l'autre et qui les caractérisent. L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 Juillet 1891, a fort bien répondu à cette objection : « ...Attendu que l'argument tiré de la Compensation qui s'opère de plein droit entre deux dettes liquides, et qui rend la saisie-arrêt inutile, disparaît devant cette considération que, si la créance du saisissant est liquidée par l'ordonnance du Juge, il ne l'est que provisoirement ;...

(S. 92. I. 225) (1). On pourrait ajouter aussi, que dans certains des cas, où la loi défend de compenser, de plein droit, la saisie-arrêt manifesterait son utilité propre. Malgré l'hostilité de la majorité de la doctrine, une jurisprudence que nous approuvons, permet en effet au dépositaire de saisir-arrêter l'objet déposé entre ses propres mains ; donc cette forme de la saisie-arrêt ne saurait être illégale.

Enfin remarquons que l'opinion de Roger, qui voudrait que le créancier-débiteur ne pût faire saisir-arrêter entre ses propres mains que pour une créance liquide, n'est pas suivie. Par avance, nous avons vu que ce créancier possède rarement un titre, au sens de l'art. 557, et qu'il doit s'adresser en conséquence, au Président du Tribunal, pour obtenir la permission de pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains. Cette permission doit contenir forcément évaluation provisoire de la créance. Le tout conformément à l'art. 559. Cette liquidation provisoire étant

(1) V. dans le même sens l'excellent arrêt de Paris de 1910 (S. 1910. II. 127).

suffisante pour une saisie-arrêt ordinaire, pourquoi ne serait-elle pas valable dans les rapports du créancier-débiteur avec son débiteur créancier ? Il serait fort difficile d'en donner une raison valable. La Jurisprudence s'est nettement prononcée dans notre sens, à plusieurs reprises, en faisant remarquer notamment que la saisie-arrêt sur soi-même est une mesure purement conservatoire (1).

On peut d'ailleurs, en se reportant à la note ci-dessous, constater que la Jurisprudence de la Cour de Paris n'a pas varié, tant soi peu, un siècle durant ; qu'elle semble, au contraire, s'orienter vers une admission de plus en plus compréhensive des cas d'application de la saisie-arrêt sur soi.

EXPLICATION JURIDIQUEMENT RATIONNELLE DE L'ART. 557

C. PR. CIV. — ÉTUDE DU MOT « TIERS. »

§ I. — L'art. 557 C. pr. civ. s'exprime ainsi : « Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise. » Nous pensons sincèrement qu'on peut trouver dans les éléments de cette définition un fondement juridique très solide pour justifier la saisie-arrêt sur soi-même.

En effet, attachons-nous au membre de phrase « Tout

(1) V. Paris du 29 Avril 1817 (S. 18. II. 50). La Cour dit en substance : « Dans le cas où il est dû une indemnité au fermier, bien que cette indemnité ne soit pas encore liquidée contradictoirement avec le bailleur, le Juge peut autoriser le fermier à saisir-arrêter entre ses propres mains, tout ou partie du prix de ferme, sauf à régler ensuite la quotité de cette indemnité (C. civ. 1769) ». V. aussi Lyon 25 Juin 1825 (S. 25. II. 365). Paris du 18 Juin 1910 (S. 1910. II. 268) — du 21 février 1911 (S. 1912. II. 38).

créancier peut... saisir-arrêter entre les mains d'un tiers... » et efforçons-nous de la comprendre, en lui donnant un sens raisonnable. Ou bien cette phrase signifie que tout créancier peut former librement saisie-arrêt, pourvu que ce soit entre les mains d'une personne matériellement étrangère à lui-même, et la saisie-arrêt sur soi ne peut être admise. Ou bien, au contraire, l'art. 557 a entendu dire que tout créancier peut former une saisie-arrêt entre les mains de n'importe qui, pourvu que la personnalité de cet individu ne puisse pas juridiquement se confondre avec celle du débiteur saisi, et alors la licéité de la saisie-arrêt sur soi-même est parfaitement admise (1).

On n'a le choix, à notre avis, qu'entre ces deux interprétations extrêmes ; on ne peut donc, comme le fait depuis assez longtemps la majorité de la doctrine, suivie actuellement par la Jurisprudence, dire que le code ne défend pas la saisie-arrêt sur soi-même, si l'on n'admet pas préalablement que le *tiers* dont il s'agit, doit l'être vis-à-vis du débiteur seulement.

Nous sommes forcé de convenir que cet article 557 n'est pas très explicite ; mais pour notre part, nous ne croyons pas à une omission involontaire du Code, comme le veulent la plupart des auteurs et beaucoup d'arrêts, ni à un silence voulu du législateur, comme le soutiennent leurs adversaires. En effet, il nous semble logique d'expliquer ce mot « tiers », au sens de l'art. 557, comme

(1) En effet, dans ce dernier cas, c'est à la saisie-exécution qu'il faut avoir recours, parce que plus rapide et moins onéreuse pour le saisir. Cr. Carré Q. 1928 bis). C'est donc une disposition protectrice du saisi quant aux formes à observer et non quant à l'étendue du droit au gage, et surtout de la réalisation de ce gage. On pourrait donc dire que cet article définit la saisie-arrêt.

signifiant en droit : une personne, — qui peut être physiquement distincte, — dont la personnalité ne se confond pas avec celle du débiteur saisi (1). Nous verrons par la suite quelles peuvent être les personnes qui empruntent la personnalité d'une autre et se confondent juridiquement avec elle. Pour le moment, nous croyons pouvoir affirmer qu'on est en présence ni d'une inadver-tance ni d'une exclusion systématique de la part du législateur. Si nous nous livrons à un examen littéral de l'art. 557, nous nous apercevons aussi que l'interprétation qui veut que le mot « tiers » se rapporte au créancier n'est pas aisément acceptable. En effet elle fait trop bon marché de l'adjectif « tout » qui ne peut permettre une restriction quelconque. On ne comprendrait pas l'inconséquence d'un texte de loi qui permettrait à *tout créancier*, quel qu'il soit, (tout étant indéfini), de former une saisie-arrêt sur tous les biens généralement quelconques de son débiteur, mais à condition que ces biens se trouvent entre les mains de personnes physiquement ou même juridiquement distinctes de celle du créancier lui-même. Ce serait un texte mal rédigé, parce qu'il contiendrait une grave contradiction. Une restriction de cette importance serait certainement rédigée en termes exprès, car rien ne l'autorise autrement.

D'autre part, pourquoi ne pas interpréter — comme nous croyons devoir le faire — le prétendu silence du Code comme une consécration trop implicite, certes, mais certaine, d'un usage traditionnel, d'une opération utilement pratiquée pendant plusieurs siècles ? Il ne s'agit que de s'entendre sur le terme « tiers, » au sens de l'art.

(1) Comme chacun sait, le terme « tiers » change de sens dans notre droit, selon la matière traitée. C'est pourquoi il est indispensable de la définir tout d'abord, chaque fois qu'on doit en faire usage.

557, qui doit être interprété, nous le croyons en toute bonne foi, dans le sens que nous avons indiqué.

Pourquoi, en effet, délibérément, sans qu'il eût aucune raison valable, ou même apparente, de rompre avec l'ancienne jurisprudence des Parlements sur ce point précis, le Code aurait-il prohibé la saisie-arrêt sur soi-même ? Les auteurs considérables dont la doctrine, suivie par une partie de la Jurisprudence, pendant longtemps, mettait obstacle à l'emploi de la procédure de la saisie-arrêt sur soi ne se le sont pas demandé — et pour cause ! Il est curieux de constater comment cette réaction insuffisante et fâcheuse de l'art. 557 a donné lieu, depuis sa naissance, à l'une des controverses les plus passionnantes de notre Droit, que nous avons exposé plus haut.

Quoiqu'il en soit, une réglementation, que l'on peut franchement qualifier de prétorienne — puisque ses partisans eux-mêmes estiment qu'elle ne repose pas sur la loi écrite — a validé cette forme de garantie socialement nécessaire. Il est, pour le moment, inutile d'insister sur les incertitudes et les diversités d'opinions qui règnent parmi les partisans eux-mêmes de la saisie-arrêt sur soi. Cette conséquence est fatalement celle de toute œuvre prétorienne. Si celle-ci répond à un besoin réel, elle résiste à toutes les attaques et est inévitablement consacrée par un texte législatif ; sinon, elle tombera irrémédiablement sous les coups de ses adversaires. Nous avons vu la saisie-arrêt sur soi-même résister victorieusement aux critiques, parfois très sévères, dirigées contre elle, depuis plus d'un siècle, il ne faut pas un autre critérium, pour admettre, pratiquement, son utilité.

Enfin, nous regrettons que Pigeau, qui a été l'un des rédacteurs du Code de procédure et l'un des plus ardents

défenseurs de la saisie-arrêt sur soi, n'ait pas jugé à propos de nous éclairer d'une façon plus précise sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'art. 557 (1). Nous nous sommes efforcés d'en donner l'interprétation qui nous semble la plus logique et la plus convenable (2).

§ 2. — Si notre interprétation de l'art. 557 C. pr. civ. était jugée insoutenable, — c'est une pure hypothèse, — la saisie-arrêt sur soi-même pourrait encore prendre son point d'appui sur l'art. 557. En effet, cet article en exigeant que le créancier fasse saisie-arrêt entre les mains d'un tiers, ne lui enlève pas la faculté de pouvoir prendre la qualité de tiers. Nous l'avons déjà dit, il importe peu qu'un individu soit physiquement une seule et même personne ; ce qui importe, c'est qu'il puisse être juridiquement un tiers par rapport à lui-même. Or, il le sera certainement, toutes les fois qu'il réunira, en sa personne, deux qualités juridiquement distinctes. Ainsi, le créancier, considéré en sa qualité de saisissant, a un rôle et une personnalité distincts de ceux qu'il doit posséder comme tiers-saisi ; cela n'est pas douteux, et on en retrouve la formule dans la plupart des arrêts qui ont admis la validité de la saisie-arrêt sur soi-même. Ils décident formellement qu'une même personne peut réunir cumulativement les caractères distinctifs de chacune de ces deux qualités qui s'opposent nettement l'une à l'autre (3). Les auteurs, au contraire, ne semblent

(1) Il n'en avait malheureusement pas parlé non plus dans son projet de rédaction du c. de pr. civ. V. Commentaire, t. I., in principio.

(2) D'ailleurs la loi ne nous autorise-t-elle pas, en disant que lorsqu'un texte est susceptible de deux sens, on doit l'interpréter dans le sens avec lequel il produira des effets, plutôt que dans l'autre (1157 C. civ.) ?

(3) Lyon du 25 Juin 1825 (S. 25. II. 365) : « Considérant..., puisque celui qui fait saisir entre ses propres mains, réunit toujours deux

pas, en général, attacher beaucoup de valeur à cette argumentation, car ils n'insistent guère là-dessus. Nous la croyons très solide et surtout plus solide que celle qui consiste à dire que le Code n'ayant pas fait mention de la saisie-arrêt sur soi, celle-ci doit être admise. En effet nous avons vu que l'art. 1041 C. pr. civ. pourrait constituer un argument redoutable contre cette façon de voir.

En résumé, pour les raisons que nous venons d'exposer assez longuement dans cette deuxième Section, nous pensons que la saisie-arrêt sur soi-même est solidement fondée en droit, et que son exercice est légitime.

Section troisième

PROCLAMATION DE LA LÉGITIMITÉ DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME PAR LA JURISPRUDENCE ET LES AUTEURS

§ 1. — ANALYSE DE L'ARRÊT DE REQ. DU 27 JUILLET 1891 et de QUELQUES AUTRES ARRÊTS CARACTÉRISTIQUES. — La validité de la saisie-arrêt sur soi étant démontré, il convient de rechercher quelle application la Jurisprudence antérieure au 27 Juillet 1891 a faite de ce principe dans l'appréciation des espèces, relatives à cette matière, qui lui ont été soumises. Il est bien entendu que nous ne reviendrons pas sur les décisions qui ont condamné cette institution ; nous n'examinerons que celles qui l'ont admise. Nous avons choisi la date du 27 Juillet 1891 comme

qualités, celle de créancier et celle de débiteur, et qu'en sa qualité de débiteur, il peut être considéré comme un tiers, relativement à lui-même en sa qualité de créancier... »

Trib. civ. Cahors du 4 août 1849 (S. 49. II. 605) — Paris, 12 fév. 1908 (DP. 1908. II. 289) et la note de M. Duparcq Req. 27 Juill. 1891 (S. 92. I. 225).

point de séparation, parce qu'elle marque, dans l'histoire de la saisie-arrêt sur soi, la fin de controverses sur sa légitimité et constitue le point de départ de la Jurisprudence actuelle. En effet, la Cour de Cassation qui n'avait jamais eu l'occasion de prendre parti sur la question a été appelée enfin à faire connaître son opinion. A la date du 27 Juillet 1891, la Chambre des Requêtes a, par un arrêt remarquable, affirmé le principe de la validité de la saisie-arrêt pratiquée entre ses propres mains par le créancier-débiteur, et fait en même temps table rase de toutes les critiques dirigées contre cette saisie. Cet arrêt a d'ailleurs fait jurisprudence sans rencontrer de résistance ; car depuis, aucun Tribunal, à notre connaissance, n'a repoussé une demande en validité de saisie-arrêt sur soi-même. La Cour suprême a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Angers du 20 Janvier 1891, pour fausse application de l'art. 557 C. pr. civ., pour le motif qu'il avait été bien jugé. Elle a ajouté que si la saisie-arrêt entre des mains tierces est le cas le plus fréquent, l'art. 557 ne défend pas pourtant au créancier qui a son gage en sa possession de pratiquer des mesures conservatoires ; que cette saisie est une mesure de ce genre jusqu'au jugement de validité, et que conformément aux art. 1289 et suivants C. civ., la compensation aura lieu à ce moment là.

L'arrêt de la Cour d'Angers, précité, avait d'ailleurs lui-même confirmé un jugement du Tribunal civil de Saumur, en date du 11 Janvier 1890, dont il avait adopté les motifs fort honnêtement rédigés. Dans les dits motifs, le Tribunal de Saumur réfute avec beaucoup de bon sens tous les reproches adressés à la saisie-arrêt sur soi-même.

Nous allons examiner, aussi rapidement que possible,

dans l'ordre chronologique, les autres décisions rendues en cette matière :

Nous rencontrons d'abord un arrêt de la Cour de Paris, du 29 Avril 1817 (S. 1818. II.50). Aff. Vve Leclerc contre MM. Herwin. L'arrêt a reconnu au juge le droit d'autoriser une saisie-arrêt sur soi-même pour une somme qui n'est pas liquide. En l'espèce, il s'agissait de permettre au fermier de saisir-arrêter tout ou partie du prix de ferme pour garantir le paiement d'une indemnité à lui due.

Le second en date est un arrêt de la Cour de Lyon rendu le 25 Juin 1825 (S. 25 II. 365) dans une affaire Morel contre Jacob. C'est peut-être le plus caractéristique par la rédaction de ses considérants. Voici l'espèce : Jacob était créancier d'une somme non liquide, et débiteur liquide. Il fit saisie-arrêt entre ses propres mains et assigna les époux Morel en validité. Ces derniers demandèrent l'annulation de la saisie, en invoquant l'arrêt de la C. de Rouen, étudié antérieurement, et l'opinion de Berriat. Mais Jacob avait pour lui, également un arrêt : C. Bruxelles du 20 déc. 1810 (S. 1811. 2.433) et un auteur Pigeau. Et ce fut à lui que le Tribunal de Lyon donna gain de cause le 12 Mars 1823. Appel ayant été interjeté, la Cour confirma purement et simplement.

Le Tribunal civil de Cahors statua dans le même sens le 4 Août 1849 (S. 49. II.605), dans une affaire Lagarrigue contre Ledoux.

C'est encore le même principe, s'appuyant sur les mêmes considérations d'équité et de droit qui déterminera l'arrêt de la C. de Toulouse du 13 Nov. 1890 (S. 91. II. 39-2^e esp.) : aff. Fabre-Courtade contre Larnandès.

Nous examinerons le très intéressant arrêt de la Cour de Caen du 5 mars 1860, à propos de la question de savoir

si le dépositaire peut saisir-arrêter la chose déposée entre ses mains.

§ 2. — Avant 1891, nous avons dit que la Doctrine était aussi divisée que la Jurisprudence, et il semblait fort difficile tout d'abord de prévoir quels auteurs finiraient par imposer leurs opinions.

Pigeau, dans sa *procédure Civile* (1), parue en 1807-1808, immédiatement après la promulgation du Code de Procédure civile, continuait à affirmer la légitimité « de la saisie-arrêt faite par le créancier entre ses propres mains, comme personne étrangère ». Il était d'avis de la permettre toutes les fois que la compensation légale ne pouvait avoir lieu, en faisant exception pour les choses insaisissables et pour les cas énumérés par 1293 C. civ. (1885). Nous réservons l'étude de ses suggestions relatives à la forme, pour le chapitre IV.

Postérieurement à Pigeau, et à la promulgation du Code de procédure civile, Roger, dans son *Traité de la saisie-arrêt* (2), a admis la validité de la saisie-arrêt sur soi-même, mais seulement lorsque celui qui veut saisir possède une créance liquide contre son débiteur. Celui-ci étant lui-même un créancier non liquide, la compensation ne peut pas avoir lieu.

A. Roger, qui a revu en 1860 l'ouvrage, estime au contraire que la saisie-arrêt sur soi-même doit être admise dans tous les cas.

Chauveau-Adolphe, qui a revu *les lois de la Procédure Civile* de Carré en 1880, réfute les objections soulevées par celui-ci. Il démontre que la saisie-arrêt sur soi-même est parfaitement légitime (3).

(1) T. II. p. 73 § 14.

(2) P. 80 — 91.

(3) V. aussi Coffinières, journal des avoués, T. III. p. 283, et T. XIX, p. 304, cité par Chauveau sur Carré Q 1925.

Dodo, dans sa thèse sur la saisie-arrêt présentée en 1889, a consacré un appendice à la saisie-arrêt sur soi-même, dont il admet la validité.

On peut ajouter que les grands interprètes du Code Civil ont, en général, reconnu le bien fondé de l'opinion qui voulait qu'on permît au créancier-débiteur de pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains (V. Demolombe, t. XXVIII, N° 693-Colmet de Santerre, t. V. N° 250 bis-III — Huc, t. VIII, N° 168).

§ 3. — ÉTAT ACTUEL DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA DOCTRINE. — I. — Nous pouvons poser en principe que la saisie-arrêt sur soi-même est parfaitement admise par les auteurs et la Jurisprudence actuels. Comment en serait-il autrement, puisque la légitimité en droit de cette opération en peut plus être mise en discussion. — comme nous nous sommes efforcé de l'établir ? Ce principe étant aujourd'hui unanimement admis, des questions plus complexes se sont présentées, et la Jurisprudence actuelle n'a pas hésité à élargir de plus en plus le champ d'application de la saisie-arrêt sur soi. Nous faisons allusion aux discussions qui se ont élevées à propos des cas énumérés par l'art. 1293 C. Civ., et principalement du dépôt. Nous n'insisterons pas beaucoup là-dessus, pour le moment, mais il est nécessaire de dire, que malgré l'hostilité de la plupart des auteurs et de certains tribunaux sur ce point (1), la Cour d'Appel de Paris a déjà, par trois arrêts, pris une position très ferme et décidé que le dépositaire avait comme tous les créanciers le droit de faire saisie-arrêt sur la chose déposée (2). Elle est arrivée à ce résul-

(1) Trib. civ. Seine 26 Mai 1909 (S. 1910. II. 127).

(2) C. de Paris 12 Fév. 1908 (DP. 1908. II. 39) du 18 Juin 1910 (S. 1910. II. 248) — du 21 Fév. 1911 (S. 1912. II. 38). V. la note de M. Duparcq sous Paris, 12 Fév. 1908.

tat, qui nous semble très juste, en dissociant judicieusement les conditions propres à la compensation légale et celles que requiert la saisie-arrêt sur soi. Il est certain actuellement, à notre avis, que ne pas permettre au dépositaire de saisir-arrêter la chose déposée est la conséquence d'une confusion fâcheuse entre les effets de ces deux institutions, dont chacune a son caractère propre et obéit à des règles particulières.

D'autre part, cette Jurisprudence, en s'appuyant sur le caractère indubitable de mesure conservatoire de la saisie-arrêt sur soi-même, se montre, à d'autres points de vue, également large dans l'appréciation des circonstances et des conditions qui ont motivé une saisie de ce genre.

II. — Les auteurs qui ont écrit, depuis une trentaine d'années soit sur la compensation, soit sur la saisie-arrêt, n'hésitent pas à reconnaître la validité de la saisie-arrêt pratiquée sur soi-même. Toutefois il est juste d'ajouter qu'ils ne sont pas toujours d'accord entre eux quant aux conséquences, ou quant aux conditions, ou encore relativement à la forme qu'on doit appliquer.

MM. Aubry et Rau (p. 388 du t. IV, § 326, note 32 et § 328, note 3 bis revu par MM. Falsimaigne et Rau) se déclarent partisans de cette variété de saisie, et reconnaissent qu'elle est fort utile quand la compensation légale est impossible.

Un auteur qui a d'abord pensé, malgré l'arrêt de Cassation du 27 Juillet 1891, que la saisie-arrêt sur soi ne pouvait être admise, M. Leurquin, est, dès sa deuxième édition en 1906, complètement revenu de sa première opinion (op. cit. p. 140). Et cela suffit à prouver qu'on ne peut plus raisonnablement nier cette légitimité, dès qu'on a sérieusement étudié cette matière.

L'ouvrage de M. Garsonnet, revu par M. César-Bru (3^e éd. N^o 173, t IV), justifie autant qu'il est nécessaire cette forme originale de saisie-arrêt, sauf pour les cas de l'art. 1293 C. civ.

M. Tissier qui a revu l'ouvrage de Glasson, (II, op. cit. N^o 1243) parle de la validité de cette saisie-arrêt sur soi, comme d'une chose qu'on ne doit plus guère discuter.

M. Labbé, dans sa note remarquable au Sirey (92. II 225) explique fort bien les raisons qui justifient cette saisie-arrêt.

Dans leur cours élémentaire de Droit Civil Français, t II, p. 119, MM. Colin et Capitan approuvent pleinement cette manière de procéder, lorsque les conditions de la compensation ne sont pas remplies ; ils réservent malheureusement l'art. 1293 C. civ.

M. Cuhe, dans son précis de voies d'exécution, admet sans hésitation cette procédure (p. 112-115), sous la même réserve.

M. Josserand, qui a revu le Précis de M. Garsonnet, est tout à fait d'accord avec celui-ci sur la validité et l'utilité de la saisie-arrêt sur soi (p. 92-94).

M. Jean Appleton, est le premier auteur qui ait formulé assez longuement, depuis 1891, quelques règles précises concernant la saisie-arrêt sur soi-même. Il approuve sans réserve l'arrêt de Req. du 27 Juillet 1891.

Enfin, dans sa thèse soutenue à propos de la saisie-arrêt sur soi, M. Bourrée s'efforce d'en établir le bien fondé.

En bref, devant cette unanimité dans la doctrine et la Jurisprudence, nous persons qu'un texte législatif viendra la consacrer d'une façon définitive, et c'est sur ce vœu que nous terminerons ce travail.

CHAPITRE II

Conditions Générales d'Application de la Saisie-Arrêt sur soi-même

Section Première

NATURE JURIDIQUE DE CETTE SAISIE. — Il importe d'abord d'étudier la nature juridique de la saisie-arrêt sur soi, car selon que nous la considérons comme un acte de simple conservation, ou comme une véritable voie d'exécution, les conséquences que nous en tirerons seront totalement opposées.

En ce qui concerne la saisie-arrêt en général, la question a été très vivement discutée et il semble que jusqu'à présent l'accord complet n'a pu se faire.

Une partie de la doctrine, suivie par quelques arrêts, soutient que la saisie-arrêt est dès le début une mesure d'exécution véritable. Ainsi M. Dodo a écrit (1) : « Nous le demandons dans notre état économique, peut-on voir un acte conservatoire dans cette mesure qui, en paralysant la rentrée des fonds du débiteur, en coupant les ressources aux opérations industrielles, commerciales ou financières par lui entreprises, va le conduire à la ruine

(1) Op. cit., p. 11.

d'une façon ou moins aussi désastreuse que par la saisie-exécution ou la saisie immobilière, d'autant plus qu'une créance minime pourra immobiliser des sommes considérables... La saisie arrêt nous semble être en elle-même une mesure d'exécution, parceque normalement et finalement elle aboutira à une exécution proprement dite, non seulement à priver le débiteur de ce qui lui est dû, mais encore à le faire attribuer au créancier... »

Il ajoute plus loin ceci : « Tous les actes d'une saisie forment un tout unique, indissoluble, de sorte que le premier est aussi un acte d'exécution. D'autre part, la loi oblige le saisissant à prendre jugement dans un délai très court, alors que dans les autres saisies vraiment conservatoires (saisie-conservatoire, saisie-gagerie, saisie-revendication), le saisissant demande jugement quand il veut, et fait convertir en saisie exécution (V. DP. 1868. I. 369). » (1).

Toutefois, la majorité des auteurs défend l'opinion contraire (2). Ils sont d'ailleurs, sur ce point, tout à fait d'accord avec la Jurisprudence de la Cour de Cassation, qui est fixée en ce sens depuis assez longtemps (3).

M. Leurquin explique en ces termes l'opinion commune : « La saisie arrêt revêt un caractère mixte. Au début de la procédure, elle ne saurait être considérée

(1) V. dans le même sens : Demogue, Rev. trim. Dr. civ. 1904, p. 674 ; et le Proc. gén. Baudouin, sous Limoges 29 Juin 1885 (DP. 83. 2. 266) Diss. de Griolet au DP. 1868. I. 369, note 1-3. Chambéry 25 Mars 1902 (D. 1903. II. 488).

(2) Boulet et Dubouloz, op. cit. N° 4 ; Bioche, dict de proc. V° saisie-arrêt N° 3 ; Roger, 2^e éd. N° 28 ; Garsonnet, 3^e éd., p. 551-555 ; Cuche, op. cit., N° 89, Glasson et Colmet d'Aage, 2^e éd., II. N° 1221.

(3) Civ. r. 23 mars 1868 précité ; civ. r. 10 août 1881 (DP. 82. I. 307) ; civ. c. 1^{er} Mai 1889 DP. 90. I. 264. Limoges, 4 déc. 1903, DP. 1905 II. 302 — DP. 1913. II. 317.

comme une voie d'exécution forcée : ce qui le prouve, c'est qu'on n'a pas besoin pour y recourir d'être armé d'un titre exécutoire ; le tiers saisi ne peut plus vider ses mains entre celles du créancier, mais il n'est pas obligé de payer au saisissant ; celui-ci n'a donc pas encore appréhendé la chose du saisi ; le tiers saisi conserve donc provisoirement les choses saisies-arrêtées pour les remettre plus tard, soit au saisissant, si la saisie est validée, soit au saisi, dans le cas contraire. Mais lorsqu'en vertu d'un jugement qui prononce la validité de l'opposition, le saisissant ordonne au tiers-saisi de payer entre ses mains, il y a appréhension par le créancier de la chose de son débiteur, c'est-à-dire acte d'exécution (1).

Cette Jurisprudence continue d'ailleurs à s'affirmer toujours, avec une force de plus en plus grande, dans le même sens (2).

La saisie-arrêt sur soi-même, qui n'est, en somme, qu'une variété de la saisie-arrêt ordinaire, participe du même caractère juridique. D'ailleurs, il semble que ce caractère ne lui ait jamais été sérieusement contesté ; car il est indiscutable que ce soit là une voie purement de garantie, de sauvegarde, de prudence. C'est un acte de défense et non d'attaque. En effet, cette saisie qui a pour fin essentielle de disposer celui qui est forcé de payer, alors qu'il ne peut encore se faire payer, de s'exposer « au péril de l'avance, » ne peut être considéré comme une mesure d'exécution forcée.

Les Cours d'Appel et la Chambre des Requêtes l'on dit

(1) V. op. cit., p. 29, 57 et dans la note 4 une longue énumération d'auteurs et d'arrêts.

(2) V. Paris 11 nov. 1921, Gaz. Pal. du 7 Mai 1922 — Paris 22 Octobre 1921 (DP. 1923. II. 156) Cass. 19 déc. 1922 Gaz. Pal. 1923. I. 497. — Aix 25 nov. 1925 (Gaz. Pal. 1926. I. 269).

et répété avec beaucoup d'énergie. On peut, par exemple, se reporter à l'arrêt de la Cour de Pau du 4 Juillet 1901 (S. 1901. 11. 248) : affaire Dupont contre Lafontan. Cet arrêt considère formellement la saisie-arrêt, dont nous nous occupons ici, comme une *mesure conservatoire*. Il en est de même de l'arrêt de la Cour de Caen du 5 Mars 1860 (en sous note au Sirey 1908. 11. 313) (1). Et on doit voir aussi l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 Juillet 1891 (S. 92 1. 225) qui ne laisse aucun doute sur cette question.

Section Deuxième

CONDITIONS NECESSAIRES POUR PRATIQUER UNE SAISIE-ARRÊT SUR SOI

§ I. — CEUX QUI PEUVENT FORMER UNE SAISIE ENTRE LEURS PROPRES MAINS. — Pour pouvoir pratiquer une saisie-arrêt, l'art. 557 C. pr. civ. exige qu'on soit *créancier*. Aujourd'hui, la Jurisprudence et les auteurs accordent le même droit au *légataire* (2). Il peut arriver en effet, qu'avant la délivrance d'un legs mobilier ou de sommes d'argent, le légataire se trouve en possession effective du legs, et qu'il lui soit nécessaire de le saisir-arrêter entre

(1) « Considérant que, d'après le droit commun, tout créancier a droit d'user de mesure conservatoire sur les valeurs qui appartiennent à son débiteur ; qu'il serait contraire à l'équité que ce droit, qui appartenait à tous les créanciers ne pût être exercé par celui qui a ces valeurs entre mains... » V. en outre : Cass. 28 déc. 1881 (S. 83. I. 465), — 3 Fév. 1892 (S. 92. I. 140).

(2) Le Trib. civ. de Meaux par jugement du 18 fév. 1926 (Gaz. Pal. 1926 I. 738) a permis au légataire de pratiquer une saisie-arrêt même avant la délivrance du legs. En ce sens : Cass. 15 Mai 1839 (DP. 39. I. 213. Garsonnet, IV, N° 158, note 1. En sens contraire : Bastia, 8 Avr. 1846 (DP. 46. II. 79).

ses propres mains, pour résister aux demandes des héritiers.

Il nous faut, dès maintenant, savoir quelle doit être la capacité du créancier qui désire former une saisie-arrêt entre ses propres mains. Cela n'est pas malaisé, puisque nous savons déjà que cette saisie-arrêt est une mesure conservatoire. En conséquence, tous ceux qui sont aptes à exercer des mesures conservatoires pour la sauvegarde de leurs intérêts pourront pratiquer des saisies-arêts entre leurs propres mains, s'il échet. Nous pouvons donc dire que tous les créanciers pourront exercer des saisies-arêts entre leurs propres mains, tout au moins jusqu'au jugement de validité. Ainsi, il ne peut pas y avoir de doute pour *le mineur émancipé*. Si celui-ci prenait un appartement à bail, et qu'il devenait par la suite créancier de son bailleur, — pour troubles de jouissance par exemple, — il pourrait fort bien, à notre avis, interposer une saisie-arrêt entre ses propres mains pour repousser la demande du bailleur.

La question est plus délicate pour une *personne pourvue d'un conseil judiciaire*, ou pour la *femme qui est mariée* sous une régime autre que celui de la séparation de biens, — celle-ci en aura d'ailleurs rarement l'occasion. C'est leur représentant légal qui agit en leurs lieu et place.

Dans un autre ordre d'idées, il semble que celui qui est en même temps *créancier et débiteur d'une succession* puisse saisir-arrêter entre ses propres mains le montant de sa créance.

Rien ne s'oppose non plus, semble-t-il, à ce qu'un *officier ministériel* fasse une saisie-arrêt sur lui-même, puisque la jurisprudence, comme nous le verrons tout-à-

l'heure, admet parfaitement aujourd'hui que le dépositaire fasse saisie-arrêt sur l'objet déposé.

En droit, rien n'empêche à *l'avocat*, pour obtenir paiement de ses honoraires, de pratiquer une saisie-arrêt de ce genre ; mais le Conseil de l'Ordre s'y oppose presque toujours en Pratique (1). Toutefois, la Cour de Bruxelles a formellement décidé qu'il ne pourrait pas saisir-arrêter entre ses mains les sommes que son client lui a confiées (Bruxelles 23 fév. 1863, cité par Leurquin, N° 72).

L'héritier bénéficiaire, qui est à la fois créancier et débiteur de la succession du *de cujus*, dont il est chargé de la liquidation, pourrait-il pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains, pour venir en concours avec les autres créanciers qui se seraient opposés au partage des deniers ? M. Dalloz répond affirmativement pour le cas où d'autres saisies auraient été déjà pratiquées (Rep. Alph. v° saisie-arrêt N° 23). Mais M. Bioche (op. cit. cod. verbo, N° 181) estime que l'héritier pourrait demander de nommer un curateur contre qui il formerait son opposition. Les deux patrimoines restant parfaitement distincts, nous pensons que cet héritier doit simplement se faire signifier à lui-même un acte d'opposition, au sens de 882 C. civ, pour pouvoir concourir avec les autres créanciers sur les sommes qu'il doit distribuer.

On refuse la personnalité civile à la *société en participation*, ce qui entraîne comme conséquence que, même durant l'existence de la société, il n'y a pas de personne sociale distincte de celle des associés. Donc les *coparticipants* pourraient à notre avis, former saisie-arrêt, dès que cela serait nécessaire, entre leurs propres mains, contre

(1) V. Payen et Duvau, règles de la profession d'avocat, 1926, p. 385 et 395.

un ou plusieurs autres pour sauvegarder les intérêts de la société (1).

Le droit de saisir-arrêter appartient à tout créancier, avons-nous dit ; or, *les époux* peuvent se trouver créanciers et débiteurs réciproques ; donc, il semble qu'on doive leur accorder le droit de saisie-arrêt, pourvu, bien entendu, que le régime matrimonial adopté fasse du mari un tiers ou un vrai mandataire (2). Ainsi, nous pouvons supposer que deux époux se sont mariés sur le régime de la séparation de biens que ce soit le mari qui, en fait, administre les biens, à charge d'en rendre compte à la femme, le plus souvent possible. Si celle-ci a promis, dans le contrat de mariage, de verser une part contributoire égale au tiers de ses revenus, et qu'elle néglige de le faire, le mari ne pourra-t-il pas saisir-arrêter une portion équivalente à cette part contributoire sur les revenus qu'il encaisse pour le compte de la femme ?

Il nous semble que ce sera possible, car la créance du mari remplit toutes les conditions requises.

La question se pose aussi de savoir si le *mandataire salarié* peut retenir les sommes qu'il détient à l'occasion du mandat, pour se prémunir des risques de non paiement. Nous savons, en effet, qu'aux termes des art. 1999 et 2.000 C. Civ. « le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits, pour l'exécution du mandat », et ses salaires ; il « doit aussi l'indemniser des pertes qu'il a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans

(1) V. C. Martinique du 11 Avril 1897 (DP. 1906, I. 409).

(2) V. Bioche, dict., V^o femme mariée, N^o 8 — Demolombe, IV N^o 105 — et les auteurs qu'il cite — Dalloz R. Alph. V^o mariage, N^o 758 : Il s'agit plus particulièrement ici du cas où la femme a abandonné le domicile conjugal ou refuse de cohabiter avec le mari. Nous examinerons plus loin cette hypothèse à un autre point de vue (§ 5. Ch. II. Sect. II).

imprudence qui lui soit imputable ». Or, la loi n'accorde même pas un droit de rétention à ce mandataire, comme au dépositaire. Il nous semble que rien ne s'oppose à ce que le mandataire puisse exercer une saisie-arrêt entre ses propres mains, puisqu'il s'agit là de prendre des mesures purement conservatoires. La question se posera le plus souvent en pratique pour le *commissionnaire*. Mais l'art. 95 C. Comm. (modifié par la loi du 23 Mai 1863) lui accorde expressément un privilège sur les marchandises qu'il détient ou sur les prix de celles qu'il a vendues.

La même solution doit être donnée pour le *gérant d'affaires* comme pour le mandataire civil, par analogie de situation.

Doit-on aussi permettre au *voiturier* de saisir-arrêter pour sûreté de dépenses et frais par lui faits pour le transport des marchandises qui lui sont confiées ? Il est incontestable que le code civil lui accorde un privilège sur la chose voiturée (art. 2102, 6°), pour les frais de transport. Mais, ce voiturier peut se trouver créancier du propriétaire des marchandises pour une autre cause, et son privilège ne le protégera point. Pourra-t-il, dans ce cas, pratiquer sur lui-même une saisie-arrêt sur la chose voiturée ? Ici encore, nous estimons, qu'aucune raison sérieuse ne peut être fournie pour lui refuser ce droit. D'ailleurs au § 2 nous examinerons plus généralement et plus longuement la question de savoir si le créancier gagiste peut saisir-arrêter entre ses propres mains la chose donnée en gage pour garantir le payement d'une créance autre que la créance privilégiée.

§ 2. — CHOSSES QUE L'ON PEUT SAISIR-ARRÊTER ENTRE SES PROPRES MAINS. — A. — *Cas controversés*. — Et d'abord, nous devons examiner le point de savoir si une chose donnée en gage peut être saisie-arrêter entre ses propres

maines par le créancier gagiste, pour une créance qui a une cause juridique différente de celle de la créance privilégiée. Cette question revêt une importance extrême, à notre avis, car de sa solution découleront des conséquences considérables. En effet, souvent, dans les cas qui nous intéressent ici, à défaut d'une constitution expresse de gage, on peut reconnaître une constitution tacite ou implicite de gage (par exemple, en cas de dépôt, de transport, de mandat, etc...), comme nous l'expliquerons tout à l'heure. On admet généralement en tirant argument de l'art. 2079 C. civ., que les créanciers de celui qui a constitué le gage peuvent pratiquer sur ce gage des saisies-arrêts (Chauveau sur Carré, Q. 1924 bis. V. Paris 19 mai 1897. Clunet, 1898, p. 1092). — Rien ne peut donc s'opposer à ce que le créancier gagiste, possédant d'autres créances non privilégiées, pratique entre ses propres mains une saisie-arrêt sur la chose donnée en gage (V. en ce sens Leurquin, op cit. N° 39 — Bruxelles 1^{er} Juillet 1904 (Pas. 1905 II. 21).

C'est en partant de cette solution, que nous avons cru devoir permettre au voiturier et au mandataire, civil ou commercial, de pratiquer des saisies-arrêts sur eux-mêmes

L'art. 2079 C. civ. dit que le *gage* n'est, dans les mains du créancier, qu'un *dépôt* assurant le privilège de celui-ci. On peut très bien retourner la proposition et dire que le *dépôt* est un *gage* qui permet au dépositaire d'être payé par préférence aux autres créanciers du déposant. Ce n'est pas autrement qu'il faut comprendre l'art. 1948 C. civ. : le droit de rétention étant l'équivalent d'un privilège, car il arrive au même résultat.

Les auteurs sont jusqu'à ce jour, pour la plupart, hostiles à cette interprétation ; mais, la Jurisprudence les a devancés et applique cette formule depuis une vingtaine

d'années. Ces auteurs refusent le droit de saisir-arrêter au dépositaire, sous le prétexte qu'on ne peut pas saisir dans les cas où la compensation légale n'est pas admise. (1). Nous avons fait justice déjà de cette opinion qui repose sur une confusion. La Cour de Caen aussi (du 5 mars 1860. (S. 1908 II 313 — en sous note) y a excellemment répondu : « Considérant... qu'inutilement on objecterait qu'aux termes de l'art. 1293 C. Nap., la compensation ne peut avoir lieu dans le cas de la demande en restitution de dépôt, parce que la saisie-arrêt n'a pas pour objet de compenser la créance du saisissant contre le dépôt qu'il doit restituer, mais seulement d'empêcher le déposant de détourner au préjudice de ses créanciers des valeurs qui seront distribuées selon les droits de chacun... » La Cour de Paris a d'ailleurs fait sienne cette opinion, et l'a affirmée à plusieurs reprises. Son arrêt du 12 Février 1908 (DP. 1908. II. 289 et la très intéressante note de M. Duparcq) est très explicite et fort bien motivée, il s'exprime ainsi : « Considérant que l'existence d'un contrat de dépôt ne fait pas échec au droit qui appartient à tout créancier, muni d'un titre ou d'une permission du Juge, de faire saisie-arrêt sur les biens du débiteur ; que, *par application du droit commun*, l'art. 1944 C. civ. prévoit au contraire, d'une manière expresse, que la remise du dépôt peut être entravée par une opposition entre les mains du dépositaire ; qu'il importe peu d'ailleurs que cette opposition soit faite à la requête d'un tiers ou du créancier lui-même, etc... » Nous n'avons pu résister au désir de reproduire ce long considérant, telle-

(1) Chauveau, Q. 1925 in fine, Boulet et Dubouloz N° 83; Rousseau et Laisney, V° saisie-arrêt, N° 54 ; Garsonnet et Cézard-Bru, 3^e éd. N° 173 in fine — V. René Demogue Rev. trimest. Droit civ. 1909. p. 411 ; 1910, p. 180 et 849, Leurquin, N° 95 in fine, etc...

ment il met en lumière le principe qui guide la Jurisprudence actuelle. A ce point de vue, l'arrêt de la même Cour de Paris du 18 Juin 1910 (S. 1910. 11. 248) renferme lui aussi de fort bonnes choses. Ainsi, malgré la résistance qui s'était manifestée chez la plupart des auteurs, la Cour de Paris n'a pas hésité à déduire toutes les conséquences logiques qui découlent de l'idée qu'elle se fait de la saisie-arrêt sur soi. Nous ne doutons pas que les auteurs ne finissent par se rallier à cette doctrine qui est la seule fondée en droit. (1)

En résumé, la saisie-arrêt sur soi-même est possible dès qu'il y a *un gage* — ce terme doit être pris dans le sens très large que lui donnent les articles 2092 et 2093 C. civ., et non pas seulement dans le sens spécial que lui attribue le titre XVII, Ch. I. du L. III C. civ. — Ce gage est donc le plus souvent tacite. Nous croyons que ce critère pourra servir utilement à reconnaître les cas où l'on peut pratiquer une saisie-arrêt sur soi-même.

Faisons de cette règle, une autre application immédiate. L'art. 1293 C. civ. place à côté du dépôt, la chose qui a fait l'objet *d'un prêt en usage*. Il nous semble qu'il y a une telle analogie de situation entre ces deux cas, qu'on doit leur appliquer la même solution. En conséquence, nous pensons que l'art. 1885 C. civ. — qui n'est qu'un doublet de l'art. 1293, sur ce point, — ne peut empêcher l'emprunteur de former une saisie-arrêt entre ses propres mains sur l'objet prêté ; dans le cas prévu par l'art. 1890 du même code, par exemple.

Maintenant se présentent les exceptions et nous allons mettre à l'épreuve notre critérium. La restitution de

(1) V. R. Demogue, Rev. Trim. Dr. civ. 1909, p. 411, approuvant les arrêts de Caen et de Paris. Il y revient avec moins de fermeté en 1910, p. 180 et p. 849.

la chose dont le propriétaire a été dépouillé nous semble obligatoire, et ne peut être entravée par l'exercice d'une saisie-arrêt sur soi faite par le spoliateur. En effet le vieil adage : « *Spoliatus ante omnia restituendus* » ne souffre pas qu'une prodécure, même régulière, entrave l'exercice d'un droit, favorise une action malhonnête. On ne peut pas trouver une constitution même tacite de gage ici.

Il nous semble également que la créance d'aliments insaisissables ne peut pas non plus faire l'objet d'une opposition, vu les motifs d'humanité et le caractère d'extrême nécessité qui l'ont fait naître. C'est de la même idée que procède la prohibition faite au patron qui fait des fournitures à l'ouvrier, de se payer sur le salaire de celui-ci par *compensation* (C. Tr. art. 50 et 51 ; Civ. 21 Juillet 1909 (DP. 1910. I. 25) 1 Juin 1910 — (DP. 1919. I. 297). Charmont, Rev. Crit. de législ. et de Jurisp. 1911, p. 326 — Contra : Cézard-Bru. DP. 1911. I. 299, note 2^e col. in fine). Malgré cette affirmation formelle de la Cour Suprême, il s'est trouvé plusieurs auteurs qui déclarent que le patron peut, en ce cas, recourir à la saisie-arrêt sur soi (Pabon, *traité sur les saisies-arrêts des salaires, etc...* N^o 55 ; Lesage et Compin, N^o 160). Etant donné les motifs pris en considération par le législateur de 1895 pour rendre presque totalement insaisissable, à cause de son caractère alimentaire, non douteux, le salaire de l'ouvrier, nous estimons que l'opinion de ces auteurs est insoutenable. (1) Au surplus, l'idée de gage fait totalement défaut ici, réserve faite des cas énumérés par l'art. 4 L. 1895 (art. 50 et 51 C. trav.) qui permet au patron d'opérer des retenues.

(1) V. Aubry et Rau IV, p. 391, note 5 bis et p. 392, note 5 ter et 5 quinquies.

Ces difficultés étant résolues, nous allons passer rapidement en revue les choses qui, de droit commun, sont saisissables ou insaisissables.

Nous pouvons dire que la saisissabilité est la règle, en vertu du droit général de gage qu'accordent les articles 2092 et 2093 C. civ., dont nous avons fait notre critérium. Les exceptions sont introduites, soit par la loi elle-même, pour des raisons très compréhensives d'intérêt général et d'humanité ; soit en vertu de la volonté de l'homme, ou même parfois, d'une jurisprudence vraiment prétorienne.

B. — *Choses insaisissables.* — Ne pourront être saisis par aucun créancier entre ses propres mains, sinon pour cause d'aliments — tempérament qu'on n'a pas besoin de justifier : 1° Les provisions alimentaires accordées par justice (art. 581 2° 582 C. pr. civ. — Bordeaux 17 Mars 1891 — DP. 91. II. 179 — Civ. 18 Nov. 1911 (DP. 1913. I. 22 — Garsonnet et Josserand N° 31, Glasson N° 1187. Ainsi le Trib. civil. de Montpellier, le 17 fév. 1925, (Gaz. pal. Bull. somm. p. 12) a décidé que la pension allouée à l'époux divorcé, en vertu de l'article 301 C. civ. a un caractère alimentaire et rentre dans la catégorie « des provisions alimentaires adjugées par justice. » Il semble toutefois, d'après la majorité des auteurs, qu'il ne faille pas assimiler à cette provision alimentaire la pension alimentaire fondée sur l'art. 1392 C. civ. qui, elle, est saisissable (Rouen 9 avr. 1850 — DP. 50 II. 137 — Roger p. 197, Leurquin op. cit., N° 646. Chauveau sur Carré, II, quest. 1986 bis) (1).

2° — Les pensions dues par l'Etat aux Fonctionnaires et Officiers (L. 21 ventôse an IX ; D. 19 pluviôse an III ;

(1) Contrà : Trib. civ. Montpellier 17 fév. 1925 précité.

art. 580 C. pr. civ. Mais ces pensions sont saisissables pour un tiers ($1/3$), quand la saisie-arrêt est pratiquée pour cause alimentaire. (Poitiers 10 Avril 1922. DP. 1923. II. 96 — Trib. civ. Le Havre 21 Juillet 1923. Gaz. Trib. du 16 déc. 1923 — Trib. civ. Marseille 23 Janv. 1924, Gaz. Pal. 1924. I. 590 — Trib. civ. Nice 12 Juillet 1923, Gaz. Trib. du 26 déc. 1923) (1).

3° — Les allocations attribuées aux vieillards indigents (L. 14 Juillet 1905, art. 21).

4° — Les pensions allouées aux Ministres des cultes, en application des règles sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat (art. 11, al 11 de L. des 9 et 11 déc. 1905).

5° — Les retraites ouvrières et paysannes, acquises en vertu de l. du 5 Avr. 1910.

6° — En vertu de la loi du 12 Janv. 1895, les salaires et petits traitements au delà de la quotité fixée par cette loi.

7° — Les dons et legs d'aliments même non déclarés insaisissables (art. 581 4°).

8° — Les sommes dues au porteur d'un effet de commerce (C. Comm. art. 149).

9° — Les rentes sur l'Etat (L. 8 nivôse an VI, art. 4 ; L. 22 floréal an VII, art. 7. Cette saisie est interdite entre les mains du Trésor, mais elle peut avoir lieu entre les mains d'un tiers (un banquier, par exemple), (Montpellier 26 déc. 1921, 2^e arrêt DP. 1923. II. 201).

10° — Les biens compris dans sa quotité disponible déclarés insaisissables par la volonté du donateur ou du tes-

(1) Le cinquième seulement de la solde des Officiers est saisissable (D. 19 pluv. an III). Toutefois, le ministre de la guerre, lorsque l'intérêt des créanciers l'exige, peut ordonner une retenue plus forte (L. 11 avr. 1831, art. 28 — Ord. 28 juillet 1839, art. 451. — Trib. civ. Aix 30 oct. 1922, DP. 1923. V. 11).

tateur (581-3° C. pr. civ.). Mais ils seront saisissables pour cause d'aliments, et les créanciers postérieurs à la libéralité pourront se faire autoriser à en saisir une portion (582 C. pr. Civ). Cette insaisissabilité peut être *directe* ou résulter d'une *clause d'inaliénabilité* (Diss. de M. Planiol au DP. 1905. II. 241 — Tr. élém. Dr. Civ. II. N° 66). Voir en outre l'énumération de l'art. 592 C. pr. civ.

*
* *

Ayant vu quels sont les objets qui ne sont pas susceptibles de saisie-arrêt, de droit commun ; il reste à savoir si la saisie-arrêt s'applique à tous les autres.

C. — *Choses saisissables.* — La saisie-arrêt s'applique en principe, à toutes les créances (Civ. 21 déc. 1919. DP. 1920. I. 8) et à tous les meubles tant corporels qu'incorporels. « Mais une saisie-arrêt ne peut atteindre que les sommes dont le débiteur a la propriété et la disposition » dit sagement Civ. 23 Janv. 1922 (DP. 1925. I. 72). Ainsi, il est admis depuis très longtemps que *le solde seul d'un compte courant* peut faire l'objet d'une saisie-arrêt (Civ. 21 Janv. 1855. DP. 55. II. 24).

On soutient aussi, aujourd'hui, qu'un créancier du bailleur, peut saisir-arrêter contre lui le *droit au bail* et le faire vendre (1). D'autre part, un créancier du locataire pourrait aussi saisir-arrêter entre les mains du bailleur le droit au bail (Leurquin, N° 34 — Boulet et Dubouloz, N° 402, Roger, N° 164) ; sauf au bailleur le droit de s'opposer à la vente (Carré et Chauveau, Q. 2126 bis). Il faut déduire de là que le locataire, qui est créancier du bailleur, pourra comme tous les autres créanciers saisir sur

(1) Garsonnet et Cézard-Bru, N° 188 a, 3° éd., IV.

soi-même et faire vendre le droit au bail. Et la même solution doit être admise pour le bailleur, par réciprocité.

La Cour de Bourges, à propos d'une *ouverture de crédit*, a décidé qu'une saisie-arrêt ne pouvait être faite par les créanciers du crédit entre les mains du créditeur, car le premier n'est ni propriétaire ni créancier de la somme (Bourges 28 Nov. 1888. Supl. D. Rep. Alph. N° 63, V° saisie-arrêt, 29 Janv. 1872 (DP. 72 II. 167 — Leurquin, N° 35 bis — Garsonnet et César-Bru, IV, 3^e éd. N° 195). Mais il ne fait pas de doute que le crédit pourrait saisir-arrêter entre ses propres mains les sommes à lui avancées, s'il devenait ou se reconnaissait créancier du créditeur, comme les autres créanciers de celui-ci ; mais seulement à la clôture du crédit (Garsonnet, N° 192 in fine).

On peut, nous semble-t-il, trouver dans toutes ces hypothèses, quoique parfois très atténuée, la notion de gage. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour le compte courant, mais on peut discuter sur les deux autres cas, nous le reconnaissons, et c'est pourquoi nous avons jugé utile de les signaler.

Les actions, intérêts, dividendes et parts de bénéfice sont tout à fait saisissables (Trib. civ. Lyon 19 Mai 1905 DP. 1905. II. 335). Il en est de même des actions d'apport et des parts de fondateurs (Trib. civ. Seine, du 2 Juillet 1898 — Rec. pr. civ. 1899, p. 51) V. Garsonnet et César-Bru, N° 188 a, t. IV.

Le créancier pourrait saisir-arrêter une *créance même éventuelle* appartenant à son débiteur (Civ. 20 oct. 1890 D. P. 91. I. 475 — 5 Juin 1896. D. P. 96. I. 468). V. Demogue, Rev. trim. Dr. civ. 1906, p. 291. Leurquin N° 31 in fine).

On peut également saisir une *créance à terme* du débiteur (Id. N° 29). Il s'agit du terme de droit, et non du

terme de grâce, celui-ci n'empêchant même pas la compensation. Il en est de même d'une *créance conditionnelle* (id. N° 30) ; mais on ne pourrait pas saisir des valeurs comprises dans une *institution contractuelle* (Leurquin p. 61, note 1 ; Laurent, XV, N° 227). V. aussi pour toute cette partie : Garsonnet et Cézar-Bru, N° 195, t. IV.

En outre, la Cour de Cassation permet depuis assez longtemps de saisir-arrêter le montant d'une *assurance-vie*, payable à l'assuré, s'il atteint un âge déterminé. Si le capital de cette assurance doit être payé à ses héritiers, au cas où il mourrait avant l'âge fixé, cette libéralité étant adressée à des personnes incertaines, ledit capital n'a pas cessé de faire partie du patrimoine du débiteur, et peut encore être saisi par ses créanciers. (Req. 20 déc. 1876 (DP. 77. I. 504). Civ. 7 fév. 1877 (DP. 77. I. 337). Req. 27 Janv. 1879 (DP. 79. I. 230). V. aussi Garsonnet et Cézar-Bru, 3^e éd., t. IV, N° 189 b in fine et la note 13).

§ 3. — TITRES EN VERTU DESQUELS ON PEUT PRATIQUER UNE SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME. — A la différence de la saisie-exécution, qui est aussi une saisie mobilière, la saisie-arrêt peut être pratiquée non seulement en vertu d'un titre exécutoire (1), mais encore en vertu d'actes sous seings privés (2). Bien plus, l'art. 559 C. pr. civ. n'exige pas de titre du tout, car il permet à qui veut saisir pour une créance certaine de demander un permis au Président du Tribunal (3).

(1) Grosse d'un jugement portant condamnation, grosse d'un acte notarié contenant obligation, testament authentique, bordereau de collocation, exécutoire des dépens, etc...

(2) Lettre missive, billet reconnaissant une dette, testament olographe ou mystique, un chèque sans provision, etc...

(3) Voici une excellente formule relevée dans un récent arrêt de la Cour d'Aix : la saisie-arrêt, mesure conservatoire, peut être pratiquée en vertu d'un titre quelconque constitutif d'une créance certaine et exigible (Aix du 25 nov. 1925, Gaz. Pal. 1926, I. 269).

Pourtant, la saisie-arrêt qui serait pratiquée sans titre ni permission serait absolument nulle, et engagerait la responsabilité de l'huissier. En outre, par application de la théorie de l'abus de Droit, le saisissant pourrait être condamné à des dommages-intérêts vis-à-vis de la partie saisie. Cette nullité pourrait être invoquée pour la première fois en appel (Limoges 30 Janv. 1822) (R. Alph. D. V. saisie-arrêt N° 127 — De Belleyne, op. cit. T. I. p. 225. Leurquin, N° 99, etc...). Serait-elle recevable en Cassation ? Nous estimons qu'elle pourrait motiver un pourvoi, parceque la question de savoir si un écrit constitue un titre suffisant, au sens des art. 557 et 559, est une question de droit ; mais les qualités du jugement ou de l'arrêt doivent être explicites là dessus, sinon ce serait un moyen mélangé de droit et de fait (Civ. 2 Janv. 1902. D. 1906. I. 409).

Les auteurs enseignent généralement que toute décision judiciaire constitue un titre suffisant (1) : l'ordonnance de référé, la décision du jury d'expropriation revêtue de l'exequatur du magistrat directeur, la décision du contentieux administratif, la sentence arbitrale rendue exécutoire (2), une contrainte (3) et même un jugement étranger non revêtu de l'exequatur, pourvu qu'un Tribunal Français le lui accorde au moment où il statue sur la validité de la saisie-arrêt (4).

Cependant la Jurisprudence, depuis fort longtemps, exige que l'acte judiciaire, le jugement, dont on veut se servir, soit régulier en la forme, enregistré et expédié

(1) Garsonnet et Cézard-Bru, 3^e éd. t. IV, N° 187, note I ; Leurquin, N° 117.

(2) Paris 22 oct. 1921 (D^P. 1923. II. 156).

(3) Planiol, II, N° 205.

(4) Weiss, 1^{re} éd. t. V. p. 628, cité par Leurquin, N° 106.

avec la formule exécutoire (Montpellier 18 déc. 1810-R. alph. D. éod V°, N° 91 (1). Plus récemment, le Trib. Civil du Havre a formulé une pareille exigence : on ne peut pratiquer une saisie-arrêt en vertu d'un jugement par défaut, que s'il est dûment enregistré (30 Juillet 1920. Gaz. Tr. 8 Août 1921). Les auteurs approuvent, pour la plupart, cette Jurisprudence.

Suivant logiquement le système de la Cour de Cassation sur la nature de la saisie-arrêt, la majorité des arrêts et la plupart des auteurs admettent que le jugement peut être signifié après l'exploit de saisie-arrêt, pourvu qu'il le soit avant le jugement de l'instance en validité (2). Mais certains auteurs, dont la doctrine a été suivie par quelques arrêts soutiennent le contraire (3).

Les auteurs estiment en général que l'art. 877 C. civ. qui prescrit de signifier aux héritiers le titre exécutoire, qu'on avait contre le défunt, huit jours avant de saisir, ne s'applique pas ici (Cuche, N° 105 — Leurquin, N° 132. Contrà : Garsonnet et Cézard-Bru, 3° éd. N° 198).

Peut-on pratiquer une saisie-arrêt en vertu d'un *jugement susceptible d'appel* ? La plupart des auteurs répondent affirmativement (Cuche, N° 105 — Leurquin, N° 120). C. Martinière du 11 avril 1897 (DP. 1906. I. 409) (4). Mais la Jurisprudence va plus loin et admet qu'on

(1) V. dans le même sens : Trib. Seine 11 Janv. 1827 (Rep. Alph. D. eod. V°, N° 89).

(2) Civ. 10 août 1881 (DP. 82. I. 307) Paris 25 Mars 1896 (DP. 96. II. 288) Montpellier 6 avril 1911 (Rec. pér. proc. civ. 1912, art. 6859). Dans le même sens : Cuche, N° 105, Glasson, II. p. 1233. Carré et Chauveau, Q. 1938 in fine. Contrà : Garsonnet et Cézard-Bru, IV, N° 198, 3° éd.

(3) Paris 28 fév. 1852. DP. 54. 5. 454 — 24 nov. 1887. DP. 88. II. 294 Rousseau et Laisney, V° Saisie-arrêt, N° 111 — Leurquin, N° 131.

(4) V. Garsonnet et Cézard, IV, p. 295, note 1 in fine. Mais il ne faut pas que le jugement ait été rétracté ou réformé.

pourrait encore pratiquer une saisie-arrêt même si *le jugement était vraiment frappé d'appel*, sauf à surseoir au jugement de la validité (civ. 10 août 1881, précité — Lyon 2 mars 1886, Suppl. R. alph. Dalloz éod V°, N° 42. Lyon 26 Mars 1923 — Mon. Jud. Lyon 15 Oct. 1923). A plus forte raison, on pourrait pratiquer cette saisie-arrêt en vertu d'un jugement exécutoire par provision nonobstant appel, puisque cette exécution provisoire est une dérogation au principe que l'appel est suspensif (Trib. Civ. Seine 15 avr. 1921. Gaz. trib. du 11 Oct. 1921 (1)).

Peut-on également pratiquer une saisie-arrêt *en vertu d'un jugement par défaut* ? L'affirmative ne fait pas de doute, car, bien souvent, en pratique, le saisissant fera tiquer une saisie-arrêt pour éviter la péremption de six mois de l'art. 156 C. pr. civ. La solution serait la même, si l'exécution provisoire nonobstant opposition avait été ordonnée, le jugement conservant toute sa force (Civ. 8 Juin 1836 — Rep. alph. D. éod. v°, N° 103 — Leurquin, N° 121) ; même s'il n'a pas été signifié (Paris 25 Mars 1896, précité).

Mais ce jugement par défaut sera-t-il encore un titre suffisant, s'il est *attaqué par la voie de l'opposition* ? La Jurisprudence établit une différence profonde entre les effets de l'appel interjecté et ceux de l'oppositin formée. Elle prétend que celle-ci anéantit complètement le jugement, tandis que l'appel est sans influence sur lui jusqu'au prononcé de l'arrêt (V. Cuhe, N° 90 et les arrêts cités par lui). Il faut un acte d'appel ou d'opposition régulier et fait dans les délais. La Cour de Paris a

(1) Ce jugement dit que le juge n'en peut accorder le bénéfice que dans les hypothèses de 135 C. pr. civ., qu'il ne peut pas tenir compte autrement d'urgence ou de nécessité absolue. Chauveau sur Carré, Q. 1928 ; Glasson, N° 1233, t. II

tout récemment décidé, en considération du caractère conservatoire de la saisie-arrêt, que celle-ci peut être pratiquée en vertu d'un jugement par défaut, sauf au juge à décider si elle doit être maintenue, au cas où ce jugement serait frappé d'opposition (11 nov. 1921. DP. 1922. II. 96. Gaz. Trib. 7 Mai 1922) (1).

D'après le principe que le pourvoi en Cassation n'est pas suspensif en matière civile, il ne mettra nullement obstacle à une saisie-arrêt (Leurquin, n° 124). Il en sera de même pour le recours devant le Conseil d'Etat et la tierce opposition (V. Glasson, II. 2° ed. N° 1233), et pour la requête civile Ibid. et Leurquin, N° 125).

* * *

Si le créancier qui voudrait former une opposition entre ses propres mains, pour avoir paiement d'une dette, peut-être liquide et exigible, n'a point de titre, il devra s'adresser au Président du Tribunal pour obtenir un permis. Il présente au président une requête, lui demandant de lui permettre de former une saisie-arrêt contre son débiteur, pour une somme qu'il lui demande d'évaluer approximativement à, et entre les mains d'un tiers déterminé (lui-même dans notre hypothèse) (2).

Le Président du Tribunal compétent est *ratione materiae* celui du Tribunal Civil de première instance (*),

(1) V. dans le même sens : Trib. civ. Argentan 6 Mai 1925, Gaz. Pal. 3 Juil. 1925.

(2) En sens contraire Leurquin, N° 149 — Cette évaluation n'est nécessaire que si le saisissant n'a pas de titre : Ch. civ. 21 oct. 1919 (DP. 1920. II. 8).

(*) Nous n'examinerons pas comment la question peut se présenter devant les Tribunaux d'exception. En effet, la majorité des auteurs admet que le Président du Tribunal de Commerce peut autoriser une saisie-arrêt pour une créance commerciale (Leurquin, p.

et *ratione loci*, celui du domicile du saisi ou du saisissant-tiers saisi (art. 558 C. pr. civ.) (1).

Le Président du Tribunal a un pouvoir discrétionnaire en matière d'autorisation de saisir-arrêter. D'après sa conviction, les pièces qu'on lui aura soumises, les renseignements dont il se sera entouré, il se décidera. Ou bien, il refuse, et, en ce cas, il ne signe pas l'ordonnance, qui lui est présentée au bas de la requête. Doit-il donner les motifs de son refus ? Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point ; mais la majorité décide qu'il doit le faire même verbalement (2). Ou bien, il estime que la demande est suffisamment justifiée, et il rend une ordonnance permettant la saisie-arrêt, soit pour la somme demandée, soit pour une somme moindre, ou encore à condition que les causes de la saisie-arrêt soient consignées.

En pratique, l'ordonnance du Président porte toujours à la fin : « Disons qu'il nous en sera référé, en cas de difficulté » (3). Par cette clause, le Président du Tribunal se réserve la faculté de modifier ou même de rétracter son ordonnance (4). La question s'est posée très souvent

190, note 1 — Glasson, diss. DP. 87. II. 17. Mais ce Tribunal serait incompétent *ratione materiae* pour connaître de la validité de cette saisie-arrêt.

Le Tribunal de comm. saisie d'une demande en validité ou de mainlevée de saisie-arrêt même autorisée par son Président doit se déclarer incompétent (Cass. II déc. 1923 — Gaz. Pa. 1924. I. 260.

D'autre part, la loi du 12 Juillet 1905, art. 14, 2^e al. et celle du 12 Janv. 1895 accordent ce droit aux Juges de Paix pour les saisies opérées sur les sommes rentrant dans leur compétence (V. Cuhe N^o 107). D'ailleurs l'art. 63 L. 27 Juillet 1921 a confirmé ces dispositions.

(1) Cass. 2 Juin 1893. DP. 93. I. 225 — Cass. 2 Juin 1902 (S. 1905. I. 234 et DP. 1906. I. 409 et la note L. S.

(2) Cuhe, N^o 110 Garsonnet César-Bru N^o 185, Contrâ : Leurquin, N^o 135.

(3) V. Bermond, p. 79 ss sur la validité de cette clause, thèse, 1909.

(4) M. Leurquin estime que cette clause est illégale. V. p. 185 les auteurs et les arrêts qu'il cite en note.

de savoir si ce Président, statuant en référé, conservait encore le droit de rapporter ou de modifier son ordonnance, en vertu de cette clause, lorsque le Tribunal était déjà saisi de la demande en validité. Elle a été très controversée, mais on peut dire que depuis quelque temps, la Jurisprudence des Cours d'Appel est très nettement orientée dans le sens de la négative (Cass. 10 nov. 1886. DP. 86. I. 205 — 5 mars 1895. DP. 95. I. 120 — 9 Nov. 1908. DP. 1909. I. 176 — Paris 29 Mars 1923 (DP. 1923. II. 119 — Paris 16 Mars 1922. DP. 1922. II. 133 — C. Rabat 9 Juin 1926 — Gaz. Pal. du 11 Oct. 1926. C. Rouen 4 nov. 1925. Gaz. Pal. 1926. I. 17. (C. Lyon 10 Juin 1924 (DP. 1926. II. 72).

Ainsi le Président du Tribunal ne pourra plus rétracter son ordonnance, dès que le Tribunal sera saisi du fond ; peu importe d'ailleurs que l'assignation en référé ait précédé celle en validité devant le Tribunal (V. Rouen précité). Mais on lui accorde, lorsque l'assignation en référé a précédé celle en validité, le droit de limiter le chiffre de la saisie-arrêt (1). Ce droit est considérable, car il aboutit au même résultat que si l'on permettait au Juge de rapporter son ordonnance. En effet le juge pourra ramener les causes de la saisie-arrêt à un chiffre dérisoire ; ce qui équivaldra à une véritable rétraction. (Les juges des Référés ne s'en font pas faute à Paris).

Cette Jurisprudence de la Cour Suprême et des Cours d'Appel a amené le Président à vouloir tout de même conserver son contrôle. C'est pourquoi, il a été créé une autre clause qui oblige le saisissant à signifier l'ordonnance trois ou cinq jours avant la demande en validité.

(1) Req. 13 Mai 1924 (DP. 1924. I. 201) En ce sens : Paris 10 fév. 1922, 1^{re} esp. DP. 1923. II. 164 — 31 oct. 1923 — 2^e esp. DP. 1923. II. 164.

La Pratique de Paris a toujours considéré cette clause comme illégale, et elle semblait devoir être abandonnée à un certain moment (1) ; mais la très ferme Jurisprudence, que nous avons étudiée plus haut, en a fait revivre l'application. La Jurisprudence n'en conteste pas la validité et la permet. (2) Toutefois si le saisi n'a pas profité de la réserve ainsi formulée, le Juge des Référés excède ses pouvoirs, en donnant mainlevée de la saisi-arrêt, alors que le Tribunal est régulièrement saisi de la demande en validité (Paris 27 Mai 1924 Gaz. Pal. du 2 Juillet 1924).

Quoiqu'il en soit, les auteurs sont à peu près tous d'accord pour reconnaître que cette ordonnance présente un caractère gracieux ; qu'il n'est, par conséquent, susceptible d'aucune voie de recours (3). (V. Leurquin, N° 134, 135 et 151. Glasson et Tissier, 2° éd., N° 1225 — Garsonnet, 2° éd. t. VIII, § 2981 et 2984).

Mais la Cour suprême estime que cette ordonnance se présente, tantôt avec le caractère gracieux, tantôt avec le caractère contentieux (4).

D'autre part, on reconnaît le caractère contentieux à la seconde ordonnance rendue en référé sur la première, à la demande du saisi. La Cour d'Appel peut statuer sur cette ordonnance dès que les causes de la saisie-arrêt dépassent le taux du premier ressort. (V. les auteurs cités plus haut).

(1) V. Bermond, thèse, p. 128, qui conclut à sa légalité.

(2) Trib. Comm. Marseille 26 Juin 1923 — Gaz. Pal. Jan. 1926 — Somm. p. 2.

(3) Sauf l'appel, en cas d'incompétence du juge (Leurquin, N° 153).

(4) 3 Avril 1895 S. 95. I. 221 — DP. 96. I. 5 et surtout la note de Glasson — 14 Mai 1901. DP. 1901. I. 359 — 22 déc. 1915. DP. 1916. I. 42 — Cuche, N° 112.

* * *

APPLICATION DE LA LOI DU 17 JUILLET 1907 THÉORIE DE L'AFFECTATION SPÉCIALE

L'indisponibilité créée par la saisie-arrêt produisant, en pratique, de très gros inconvénients, il a fallu y obvier (1). La Pratique, toujours ingénieuse pour suppléer aux obscurités et aux lacunes de la législation, s'évertua à trouver des procédés qui ne laissassent pas le créancier exposé au concours des autres créanciers du saisi, d'une part, et qui permissent, d'autre part, au débiteur saisi de se faire payer ce qui excéderait les causes de cette saisie. Elle n'hésita pas longtemps entre divers moyens, et choisit le système, dit *de l'affectation spéciale*. Il consistait en ceci : le saisissant était assigné devant le Juge des Référés par le saisi qui demandait mainlevée de la saisie-arrêt, sous réserve de laisser entre les mains du tiers-saisi, ou de consigner, une somme déléguée spécialement à ce saisissant, et suffisante pour répondre des causes de la saisie-arrêt, si elle était jugée fondée et régulière. Ce moyen rapide et simple donnait toute satisfaction aux intéressés. C'est pourquoi la loi du 17 Juillet 1907 l'a consacré formellement. Cependant cette loi a ajouté quelque chose de plus à cette pratique : elle a reconnu expressément au premier saisissant, bénéficiant de cette affectation, un *privilege exclusif* sur les sommes à lui déléguées (2). Mais y a-t-il là un véritable *privilege* ? le Tri-

(1) Nous étudions l'indisponibilité au § 1 de la Section 1^{re} du ch. III.

(2) Bourges 5 Août 1907 (DP. 1907. II. 381 — Trib. Civ. St-Etienne 6 Juin 1911) DP. 1912 II. 327 — Contrà : Bordeaux 19 Janv. 1912 cassé par Civ. 3 Mars 1914 (DP. 1919 I. 117).

bunal de la Seine a dit récemment que l'affectation n'était qu'un *paiement conditionnel* et que le droit exclusif du créancier n'était qu'un *droit de priorité* (1) (19 Mai 1923 Gaz. Pal. 1923. II. 275) V. aussi Paris 26 Juin 1916 (S. 1917. II. 218). L'art. 567 § 2, ainsi modifié, permet au Juge des référés d'autoriser le saisi à toucher l'excédent des causes de la saisie, en tout état de cause et quel que soit l'état de l'affaire ; sans distinguer entre l'opposition pratiquée avec la permission du juge ou celle faite en vertu d'un titre (Paris, 31 Mars 1926 Gaz. Pal. 1926. II. 109). Nous avons vu qu'une saisie-arrêt pratiquée sans titre, ni permission, était nulle ; cependant la question s'est posée de savoir si le juge des Référéés peut donner mainlevée pure et simple de cette saisie.

La Cour de Paris a décidé l'affirmative par arrêt des 25 Août et 18 Septembre 1891 (DP. 92. II. 420) et du 5 déc. 1894 (DP. 95. II. 523). Cependant la même Cour a affirmé le contraire dans un arrêt du 29 Janvier 1892 (DP. 92. II. 420). Il est malheureux que la loi n'ait pas tranché ce point pour éviter entre les Chambres d'une même Cour une antimonie aussi fâcheuse, sur laquelle la Cour de Cassation n'a d'ailleurs pas été appelée à se prononcer (2). Toutefois, le Juge des Référéés peut, même s'il y a un titre, limiter les effets de la saisie, c'est la loi qui le lui permet (Paris 30 Juin 1908 DP. 1911. II. 184, note 2-3). Ce juge n'est lié ni par les prétentions du

(1) En conséquence la consignation tombe sous le coup de 447. C. Comm., lorsqu'elle est intervenue après la cession des paiements.

(2) Paris 2 Déc. 1920 (Gaz. Trib. 4 Janv. 1921) « le juge des Référéés est tenu d'accorder au débiteur saisi l'autorisation de toucher les sommes frappées de saisie-arrêt, si celle-ci a été faite sans titre et sans cause... »

saisissant, quant au chiffre de sa créance, ni par l'évaluation contenue dans l'ordonnance permettant la saisie-arrêt ; il peut tenir compte des modifications de fait de la créance qui ont pu se produire depuis la création de cette ordonnance. C'est la formule que nous relevons dans un arrêt de la Cour de Paris du 31 Mars 1926 (Gaz. Pal. 1926. II. 109). S'il s'agissait d'un titre, le juge des Référé ne serait pas lié davantage, car son appréciation échappe au contrôle de la Cour de Cassation (Cass, 27 Nov. 1923 — Gaz. Pal. 1924. I. 94, V. note Gaz. Pal. 1926. II. 109).

Il faut remarquer aussi que ce privilège est accordé au saisissant seulement si la consignation a été permise et son chiffre arbitré par le Juge des Référé. S'il s'agissait d'un accord amiable entre les parties, le saisissant ne pourrait prétendre exercer son droit exclusif, si par la suite, le saisi était mis en liquidation judiciaire par exemple (V. Req. 22 Févr. 1926 Gaz. Pal. 1926 I. 514 et la note — Paris 21 Juin 1925, Gaz. Pal. 1925. II. 705, et Paris 3 Mars 1920, Gaz. Pal. 1923. II. 275).

Voici en gros, tout ce qui intéresse la théorie de l'affectation spéciale et le pouvoir du juge des Référé en cette matière. Il s'agit pour nous actuellement de savoir si toutes les règles dégagées de cette jurisprudence très abondante que nous venons de mentionner, vont s'appliquer à la matière un peu spéciale de la saisie-arrêt sur soi-même.

Cette affectation spéciale accompagnée de consignation est très utile pour la saisie-arrêt sur soi comme pour la saisie-arrêt ordinaire. Nous avons vu en effet, que le privilège du saisissant ne lui était attribué qu'à condition

que ce fût le Juge des Référés qui permit la consignation (1).

Aussi, à Paris, la personne qui est à la fois créancière et débitrice et qui désire saisir-arrêter entre ses propres mains, se fait autoriser par le juge des Référés à séquestrer ou à consigner l'objet ou la somme qu'il détient pour le compte de son débiteur.

En conséquence, on peut dire que la loi du 17 Juillet 1907, qui a modifié l'art. 567 C. pr. civ. s'applique parfaitement à cette forme originale de saisie arrêt. Il ne faudrait pas croire que du fait que le saisissant et la personne entre les mains de qui la saisie est pratiquée, sont une seule et même personne, la situation s'en trouvât simplifiée. Au contraire, ici, plus que dans la saisie-arrêt ordinaire, le tiers saisi pourra se montrer difficile. À l'égard du saisi, puisqu'il est lui-même le saisissant. Au surplus, si l'on n'oublie pas qu'il ne peut intervenir entre eux un accord amiable — puisque celui-ci ne confère pas son droit de priorité au saisissant —, on comprendra toute l'utilité de cette loi en notre matière, sans qu'il soit besoin que nous insistions plus longuement.

§ 4. — CRÉANCES EN VERTU DESQUELLES UNE SAISIE-ARRÊT PEUT ÊTRE PRATiquÉE SUR SOI-MÊME. — Quelles sont les conditions que doit remplir une créance pour permettre une saisie-arrêt tant ordinaire que sur soi ? Ces conditions sont, traditionnellement, au nombre de trois : 1° *la certitude*, 2° *la liquidité*, 3° *l'exigibilité*. « Il faut qu'on sache *s'il est dû, combien ou quoi il est dû, et pour quand il est dû.* » Faut-il ajouter à ces conditions, en somme, légales, une autre, à savoir *qu'il faut qu'elle soit appréciable en argent* ? Certains auteurs le soutiennent

(1) V. Req. 22 Janv. 1926 et les autres arrêts précités.

(Glasson et Tissier, t II, N° 1280 ; Leurquin N° 22) ; mais d'autres auteurs enseignent le contraire (Garsonnet et César-Bru IV, 3° éd., N° 179 in fine ; Chauveau sur Carré IV, Q. 1923 quater) (1). Nous pensons que cette condition n'est pas essentielle, car une liquidité rigoureuse n'est pas exigée au moment où le créancier pratique la saisie-arrêt. Mais dira-t-on, l'art 559. C. pr. civ. exige l'indication de la somme pour laquelle on fait saisie-arrêt. C'est exact ; aussi, le même article permet *in fine* de faire évaluer provisoirement la créance. En ce sens, nous relevons une bonne formule dans un arrêt récent de la Cour d'Aix, 25 Novembre 1925 (Gaz. pal. 1926. I. 269) : « la saisie-arrêt, mesure essentiellement conservatoire, peut être pratiquée en vertu d'un titre quelconque constitutif d'une créance, pourvu que celle-ci soit certaine et exigible ». La Cour d'Aix n'exige qu'une créance certaine et exigible, ces deux conditions sont suffisantes. Sont-elles nécessaires ? c'est ce que nous allons rechercher.

1° *Certitude* — La créance doit être certaine, en d'autres termes, on ne doit avoir aucun doute quant à son existence. Si une saisie-arrêt était pratiquée en vertu d'une créance dont l'existence serait douteuse, soit par suite d'une liquidation trop compliquée, soit pour toute autre cause, elle serait nulle, et, le cas échéant, le débiteur saisi pourrait demander des dommages-intérêts. Les auteurs et la Jurisprudence sont en ce sens.

Aussi, une créance dont l'existence serait sérieusement *contestée* ne serait pas certaine et ne pourrait servir à justifier une saisie-arrêt (Req. 20 Mai 1890 — DP. 91. I. 204 et Paris 6 mai 1897 (DP. 98 II. 262-263). Dans ce

(1) Il s'agit dans l'espèce d'accorder ou de refuser au mari le droit de saisir-arrêter le revenu de sa femme, qui a abandonné le domicile conjugal.

cas, c'est au juge du fond qu'il appartiendra d'admettre ou de rejeter la créance (Cass. 25 Janv. 1921. S. 1922. I. 164).

La Cour de Dijon a jugé qu'une créance ne serait pas certaine, si son existence dépendait qu'une liquidation à opérer ; et que même l'autorisation du Président du Tribunal ne suffirait pas à permettre qu'elle servît de base à une saisie-arrêt (12 Mars 1874. DP. 76. II. 94). Cette opinion semble assez difficile à justifier. En effet, puisqu'il est aujourd'hui généralement admis que la saisie-arrêt est d'abord une mesure conservatoire, pourquoi ne pas permettre à celui qui a de sérieuses raisons de croire qu'il résultera de cette liquidation un reliquat en sa faveur, de se mettre à l'abri des risques de non-paiement ? D'autant plus, qu'il agit sous le contrôle du juge, garantie entre toutes appréciable. La Cour de Cassation n'est pas aussi exigeante.

Par une interprétation de plus en plus libérale de la volonté du législateur, elle permet de saisir-arrêter même lorsqu'il n'y a qu'un germe de créance. Et cette interprétation est tout à fait en harmonie avec sa conception du caractère de la saisie-arrêt. Ainsi un arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 déc. 1922 (DP. 1923. I. 35) a décidé qu'aucune contestation ne peut amener la mainlevée d'une saisie-arrêt, jusqu'à l'expertise, si le principe de la créance paraît certain. La Chambre des Requêtes se contente donc d'une simple apparence (1). La Chambre Civile a même développé ce principe, et a admis — quoique son opinion ait été vivement critiquée par beaucoup d'auteurs

(1) V. Paris 2 déc. 1920. Gaz. Trib. du 4 Janv. 1921... « Mais on ne saurait considérer comme faite sans titre ou sans cause l'opposition pratiquée par celui qui paraît avoir un principe de créance contre le débiteur saisi. »

et ne soit point suivie par toutes les Cours d'Appel — qu'une créance même *purement éventuelle*, « dès qu'elle est acquise en principe... peut faire, à titre conservatoire », l'objet d'une saisie-arrêt, sauf au juge à surseoir jusqu'à l'arrivée de l'évènement (1).

Cependant, la Cour de Bordeaux dans un arrêt du 14 Mars 1923 (Rec. Bordeaux 1923. I. 264) a décidé que « la créance dont l'existence est subordonnée à une décision de justice c'est-à-dire dépendant d'éventualités qui la rendent aussi incertaine dans son fondement qu'imprécise dans sa quotité et qui excluent pour le magistrat des référés toute possibilité de la prévoir et de l'évaluer » ne peut être la cause d'une saisie-arrêt (2). » Cet arrêt se justifie fort bien ; car, en effet, il n'y a pas moyen d'évaluer même provisoirement cette créance qui n'existe même pas. Mais c'est à juste titre, croyons-nous, que la Cour de Cassation a décidé qu'une opposition peut être pratiquée par une femme demanderesse en séparation de corps sur les sommes qui seraient dues à son mari, en vertu d'une or-

(1) V. aussi Demogue, Rev. Trim. Dr. Civ. 1906, p. 291. Puisque la saisie-arrêt est une mesure conservatoire, on doit permettre au créancier de saisir pour une créance éventuelle. « Il ne faut pas confondre la non-liquidité, état de fait, avec l'éventualité, état de droit », dit excellemment M. Demogue. Trib. civ. Seine du 15 Avril 1921 (Gaz. Trib. 11 oct. 1921) décide « qu'il est loisible au créancier éventuel, parallèlement à l'instance en validité de la saisie-arrêt formée contre son débiteur devant le Trib. civ. d'introduire devant une autre juridiction, (commerciale par exemple), un procès tendant au paiement du montant de la créance éventuelle par lui invoquée au soutien de la saisie-arrêt. »

(2) Dans le même sens : Paris 21 Févr. 1911 (S. 1912 II. 38) Trib. civ. Nice 18 avr. 1923 (Gaz. Trib. 23 déc. 1923... « si la saisie-arrêt a été faite sans cause, et même sur une saisie-arrêt pratiquée pour sûreté de condamnations à intervenir », « le Trib. saisi de la demande en mainlevée est compétent pour accorder des dommages-intérêts... ».

donnance du juge portant évaluation provisoire de ses reprises (Req. 14 Mars 1855. DP. 55. I. 235). Nous estimons également qu'il a été bien jugé par le Tribunal Civil de la Seine le 10 Août 1889 (Suppl. Rep. D, V^o saisie-arrêt, N^o 32) qu'une condamnation à des dommages-intérêts à fixer par état peut justifier une saisie-arrêt.

Pour notre part, nous approuvons la Jurisprudence de la Cour de Cassation qui admet des conséquences qui découlent naturellement de la conception qu'elle s'est faite de la nature de la saisie-arrêt. Aussi nous pensons que les auteurs qui ont accepté son interprétation sur la nature de la saisie-arrêt sont mal venus à critiquer ses décisions (1).

Ces mêmes auteurs professent qu'une condamnation à une *astreinte* pour retard ne serait pas suffisante, car elle reste provisoire et incertaine (2).

Il s'est posé, en pratique, la question de savoir si une *présomption de responsabilité* édictée par la loi peut servir à légitimer une saisie-arrêt. Sur ce point, il existe depuis assez longtemps une antinomie flagrante entre les Cours d'Appel. La controverse s'est formée à propos de l'art. 1733 C. civ. Un arrêt assez ancien, dans ses considérants, avait admis qu'on pourrait saisir-arrêter en vertu d'une créance résultant seulement d'une disposition de la loi (3). La Cour de Toulouse, par arrêt du 1^{er} Février 1877 (DP. 81. II. 201), et celle de Besançon, le 2 décem-

(1) En ce sens : Chauveau sur Carré Q. 1927 : Contre l'opinion de la Cour de Cass. : dissert. de M. Jules Valéry, notes 1 et 2. DP. 1902 II. 31 — Montpellier 19 Mars 1901 (DP. 1902 II. 25) — Pau 3 fév. 1903 DP. 1903. II. 199-200). Garsonnet et Cézard-Bru, N^o 176, 3^e éd. Cuhe N^o 103 — Glason et Tissier, II, N^o 1229 — Paris 23 fév. 1854 (DP. 55. II. 67).

(2) Cass. 31 déc. 1860. DP. 61. I. 462. Rousseau et Laisney V^o saisie-arrêt, N^o 60.

(3) Orléans du 26 Août 1858 (DP. 59. II. 2).

bre 1881 (DP. 90. II. 99), ont décidé qu'un bailleur pourrait former saisie-arrêt à charge de son locataire, en s'appuyant uniquement sur les dispositions de la loi (1). Mais d'autres Cours d'appel n'ont pas permis la saisie-arrêt (Pau, 4 Juillet 1887 — Supp. Rép. Alph. D. V° saisie-arrêt N° 29).

On peut aussi se demander si, le cas échéant, on ne pourrait pas pratiquer des saisies-arrêts en vertu d'autres présomptions légales, celle des art. 1385 ou 1384, par exemple ? Ce ne serait pas impossible, croyons-nous.

Voici encore une conséquence qui devrait être admise en vertu de l'opinion dominante sur le caractère de la saisie-arrêt : il suffirait que la créance devînt certaine avant l'instance en validité ; mais elle est cependant rejetée par quelques décisions et plusieurs auteurs (Contra : Amiens 29 Avril 1885 (DP. 86. II. 212) — Trib. civ. Valenciennes 18 Janv. 1906 — Gaz. Pal. du 25 Sept. 1906 Dodo, op. cit. N° 22 ; [cet auteur reste conséquent avec lui-même, puisqu'il soutient que la saisie-arrêt est, dès le principe, un acte d'exécution] ; — Garsonnet et Cézard-Bru, IV, 3° éd. N° 175 in fine).

La majorité des auteurs décide que celui qui est *créancier sous condition suspensive* doit attendre l'arrivée de la condition pour savoir s'il est réellement créancier (V. les auteurs cités à la page précédente, note 1). Toutefois Roger (op. cit. N° 98), estime qu'il pourrait former opposition immédiatement, s'il y avait déjà des saisies-arrêts formées à la requête d'autres créanciers (2). Cette dernière

(1) Trib. civ. Angoulême 29 Nov. 1881 (DP. 90. II. 99 b) dans le même sens.

(2) Dans le même sens : Rodière, II, p. 197 ; Boulet et Duboulo N° 51. Contra : Leurquin N° 67. Il n'y a pas de doute possible pour le créancier sous condition résolutoire. V. notamment Leurquin N° 68.

opinion, si elle sauvegarde les intérêts du créancier conditionnel, présente toutefois une apparence de déchéance arbitraire contre le débiteur, et, en quelque sorte, organise sa déconfiture : ce que la loi n'a pas autorisé. Cependant il faut le reconnaître qu'elle est en harmonie avec le caractère de la saisie-arrêt.

Celui dont le débiteur a un *terme de grâce* pourrait lui aussi pratiquer, à titre conservatoire, une saisie arrêt (1).

2° *Liquidité*. — La créance doit être déterminée quant à sa quotité. Une créance liquide est forcément certaine : mais la réciprocité n'est pas vraie. Cette condition n'est pas essentielle, car l'art. 559 in fine C. pr. civ. permet de suppléer au défaut de liquidité par une évaluation faite par le juge dans une ordonnance, et qu'on appelle provisoire, parce qu'elle ne liera pas le Tribunal qui statuera sur la validité de la saisie-arrêt. La Cour de Cassation estime que cette évaluation n'est nécessaire que si le saisissant n'a pas de titre (Civ. 21 Oct. 1919. DP. 1920. I. 8). C'est une interprétation littérale de l'art. 559 C. pr. civ., à laquelle MM. Garsonnet et Cézard-Bru avaient répondu par avance : « Si la créance n'est pas liquide, l'évaluation provisoire est toujours nécessaire. L'art. 559 C. pr. civ. pourrait faire croire qu'il en est ainsi que dans le cas où le créancier, n'ayant pas de titre, se voit forcé de demander au juge la permission de saisir ; mais les Travaux « Préparatoires précisent la pensée des auteurs du Code et montre la généralité de la décision. L'intention du législateur n'est pas douteuse, et il a entendu, sans nul doute, exiger l'évaluation provisoire de toutes les créances non liquides, qu'elles soient fondées ou non sur un titre » (op. cit. IV, N° 179, 3° éd.).

(1) V. Leurquin, N° 62 — les arrêts et les auteurs cités en note et N° 67 in principio.

En tous cas, la Chambre Civile a fort sagement, à notre avis, décidé que la créance dont l'existence est certaine, quoique le chiffre en soit inconnu, peut servir de base à une saisie-arrêt, sauf à surseoir, jusqu'à l'apurement du compte, au jugement de validité (Civ. 2 Juin 1902 (S. 1905. I. 234 et DP. 1906. I. 405 et la note L. S. Dans le même sens : Trib. civ. Bourg du 24 Nov. 1922 — La loi du 9 déc. 1923). Il en a été formellement décidé en ce sens, à propos de la saisie-arrêt sur soi-même, par la Cour de Paris, dans un arrêt du 29 Avril 1817 (S. 18. II. 50) et dans un autre arrêt du 21 fév. 1911 (S. 1912. II. 38) (1).

3° *Exigibilité*. — En vertu du principe écrit dans l'art. 1186 C. civ., on ne peut pas forcer à payer celui qui doit, mais à qui il a été accordé un terme pour s'acquitter, avant l'échéance de ce terme. Ce principe s'applique en notre matière (Grenoble 26 Mai 1882. DP. 83. II. 126 et Trib. civ. Lyon 26 déc. 1905, moniteur jud-Lyon du 8 Janvier 1906). C'est exact à condition de s'entendre. On ne pourra forcer le débiteur qui a un terme à s'exécuter immédiatement, mais ne pourrait-on pas pratiquer une saisie-arrêt, à titre purement conservatoire, à sa charge ? La saisie-arrêt n'équivaut pas à un paiement. Mais ce serait trop dangereux pour le débiteur, à cause de l'indisponibilité totale que produit la saisie-arrêt pratiquée, de permettre une saisie-arrêt. Le caractère conservatoire de la saisie-arrêt ne doit pas être pris en considération ici devant les inconvénients qu'engendrerait son

(1) La première décision dit ceci : « Dans le cas où il est dû au fermier une indemnité, bien que cette indemnité ne soit pas encore liquidée contradictoirement avec le bailleur, le juge peut autoriser le fermier à saisir-arrêter entre ses propres mains tout au partie du prix de ferme, sauf à régler ensuite la quotité de cette indemnité (C. Civ. art. 1769) Un arrêt récent de la Cour d'Aix n'exige que la certitude et l'exigibilité (Aix 25 nov. 925. Gaz. Pal. 1926. I. 269).

application. Aussi la Jurisprudence a-t-elle toujours admis qu'on ne peut saisir-arrêter qu'en vertu d'une créance exigible (1). Il ne s'agit pas du terme de grâce qui n'a pas la vertu d'empêcher qu'une saisie-arrêt soit pratiquée (Paris 22 Oct. 1921. Gaz. Trib. du 24 déc. 1921 — DP. 1923. II. 156 (2).

Faisant application de ce principe, la même Cour de Paris a décidé qu'on ne pourrait saisir-arrêter une somme appartenant au locataire pour garantie de loyers non échus (10 nov. 1896 DP. 97. II. 188-189).

On ne tiendrait pas compte du terme, bien entendu, s'il avait été stipulé en faveur du créancier (art. 1187 C. civ.), ou si le débiteur en avait été déchu (1188 C. civ.).

La majorité des auteurs et la Jurisprudence décident que le principe exposé plus haut ne s'applique pas aux intérêts, et que la saisie-arrêt garantit même les intérêts postérieurs au jugement de validité, sauf les intérêts des intérêts alloués à titre de dommages-intérêts. (En ce sens Rennes 14 Juin 1920 — Rec. Nantes 1920, 10.349). Cette solution, est très équitable, car on ne saurait permettre au tiers-saisi de s'enrichir au détriment du saisissant. Mais la question ne se posera pas en matière de saisie-arrêt sur soi-même.

§ 5. — CONTRE QUI UNE SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME PEUT-

(1) V. Cependant Paris 26 Avr. 1850. DP. 50. II. 148 qui a permis au vendeur d'un office ministériel non payé, et qui avait donné termes et délais, de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du nouveau cessionnaire. Dans le même sens : Chambéry 13 Mai 1902. DP. 1903. II. 236. V. Garsonnet, N° 180, 3^e éd.

(2) En ce sens : Liège 15 Juin 1882. DP. 83. II. 138. Garsonnet et Cézard-Bru op. cit. N° 180, 3^e éd.

En sens contraire : Carré et Chauveau, quest. 1926. Trib. civ. Seine 23 Juin 1883, Gaz. Trib. du 13 août 1883. Glasson et Tissier, II, N° 1231 in fine — Cuhe, N° 103.

ELLE ÊTRE PRATiquÉE ? — Ne peuvent saisir-arrêter entre leurs propres mains que les personnes qui sont réellement des tiers vis-à-vis de la personne contre qui elles veulent pratiquer cette saisie-arrêt. Voici la formule très générale que nous relevons dans un jugement récent du Trib. civ. de la Seine : « Une saisie-arrêt ne peut être utilement formée qu'à l'encontre du débiteur lui-même, et, en outre, elle ne peut être valablement interposée qu'aux mains d'un débiteur personnel du saisi ou d'un tiers détenteur de fonds lui appartenant... » 15 Avril 1921 — Gaz. Trib. du 11 oct. 1921 — Cp. Toulouse 13 Déc. 1915 (DP. 1916. II. 90). Il convient donc de rechercher quelles personnes sont des tiers, au sens de l'art 557. Un certain nombre de bons auteurs sont à peu près d'accord pour formuler les règles suivantes : A. *Les préposés du débiteur ne sont pas des tiers* par rapport à lui, puisqu'ils le représentent et possèdent pour lui : Ce sont notamment ses caissiers, facteurs, serviteurs, concierge, etc... (V. Bordeaux 23 Janvier. 1844 — Rep. D., V^o saisie-arrêt, N^o 34). B. *Les mandataires du débiteur sont des tiers*. Ce sont, par exemple, les commissionnaires, entrepositaires, consignataires, banquiers, (1) etc... L'huissier et le notaire sont aussi des mandataires.

La situation paraît assez nette : les préposés ne peuvent

(1) Cependant les sommes et valeurs déposées dans une chambre forte louée dans une banque ne cessent d'être entre les mains du déposant et sont susceptibles de saisie-exécution Trib. Seine 7 nov. 1900 (DP. 1901. II. 441, note de M. Henri Robert) — Montpellier 19 Mars 1901 (DP. 1902. II. 25 note de M. Jules Valéry) — Paris 1^{er} Juil. 1903 (DP. 1903. II. 272. Amiot, Rev. Trim. Dr. Civ. 1902, p. 214 — Schatz, *de la location des coffres forts*, Paris 1903, p. 30 ss.) — Contrà : Leurquin, p. 146, note 3. Seine 21 Juil. 1899 (DP. 1902. II. 28)) — Paris 12 fév. 1903 Pas. belge 1903. II. 150.

Au contraire les meubles qui se trouvent dans un garde meubles sont chez un tiers (Baudy-Lacantinerie et Wahl, *Traité du contrat de louage*, 2^e éd., N^o 1170).

pas saisir-arrêter entre leurs propres mains au préjudice de leur commettant ; mais les mandataires le peuvent parfaitement. C'est l'application de cette idée que nous avons discutée précédemment, à savoir : que la saisie-arrêt sur soi repose la plupart du temps sur une idée de constitution tacite de gage. En effet, le mandant doit savoir qu'il aura, lui aussi, des obligations à remplir vis-à-vis du mandataire, et il engage implicitement sa chose à servir de garantie au mandataire. Il est aisé de voir qu'il n'en est pas de même dans les relations de commettant à préposé.

Mais, dans la pratique, il est souvent malaisé de savoir si telle catégorie de personnes donnée doit être considérée comme des tiers ou non, et on peut éprouver des doutes fort sérieux.

Le gérant d'une société est un préposé de la société, personne civile, mais est-il un tiers vis-à-vis des associés ? Il faut répondre affirmativement, puisque la société a sa personnalité indépendante et distincte de celle des associés (1). On pourrait même dire, croyons-nous, que ces associés sont des tiers vis-à-vis de l'être social, et qu'ils sont aussi des tiers dans leurs rapports individuels et des créanciers personnels de l'un d'eux, ce qui entraînerait les conséquences que nous attachons à cette qualité de tiers.

Il est également très intéressant de savoir si les *représentants légaux des incapables*, ou ceux qui sont chargés de les habiliter sont des tiers. Examinons d'abord la situation du *tuteur* : la plupart des auteurs enseignent qu'il n'est pas un tiers, parce qu'il substitue complètement

(1) V. Chauveau sur Carré, Q. 1928 bis, t. IV.

sa personnalité à celle du pupille (1) ; c'est en quelque sorte, un préposé légal. Au contraire, le *Conseil judiciaire* d'un prodigue ou d'un faible d'esprit est certainement un tiers, car il assiste et habilite seulement ; il laisse entière la personnalité de ceux dont il est chargé d'habiliter les actes. Il en est de même pour le *curateur* d'un mineur émancipé. La situation du *mari* est assez complexe : on doit rechercher, avant tout, sous quel régime les époux se sont mariés ; et, selon ce régime, il sera un *mandataire* ou un *proposé* de la femme, avec les conséquences que la loi et la Jurisprudence attachent à ces qualités. Il sera un préposé sous le régime de la séparation des biens, et quant aux paraphernaux qui existent sous le régime dotal. Mais sous tous les autres régimes, il sera un mandataire.

Etant arrivé à ces quelques solutions à peu près certaines avec les notions de mandataire et de préposé, il convient de les préciser quelque peu en établissant le critérium qui permet de les distinguer. Cette distinction n'est pas très facile à établir. On pourrait s'arrêter à celle-ci : le préposé est une personne qui reçoit des ordres d'un commettant qui en surveille l'exécution ; tandis que le mandataire reçoit aussi des ordres, mais les exécute comme il lui plaît, sans immixtion, ni contrôle du mandant — (V.

(1) En ce sens : Chauveau, loc. cit. M. Bourrée range sans distinguer parmi les *tiers*, les représentants légaux d'un débiteur incapable, parce que, dit-il, les représentants ne possèdent pas les deniers et effets de l'incapable pour leur compte personnel. (En ce sens : Cuche N° 96 — Contrà : Leurquin, N° 92, dont l'opinion nous semble préférable) Garsonnet et Cézard-Bru professent que le mari, après la dissolution du mariage, le tuteur, après la cessation de la tutelle, deviennent des tiers à l'égard de la personne dont ils ont géré ou administré les biens — *A contrario*, pendant le mariage ou la tutelle, ils n'étaient pas des tiers V. 3° éd. IV, p. 559, N° 269, note 4 in fine.

Cour de Droit Civ. approfondi (1925-1926) de notre éminent professeur M. Martin : Dispositions impératives, etc... Chapitre II (3, Place de la Sorbonne).

§ 6. — CONVENTIONS AYANT POUR BUT D'ADMETTRE OU D'EXCLURE LA SAISIE-ARRÊT. — Les auteurs et la Jurisprudence reconnaissent aux parties le droit de faire des conventions ayant pour but d'admettre, d'exclure, de restreindre ou d'élargir le champ d'application tant de la saisie-arrêt ordinaire que de celle pratiquée sur soi-même. Ce qui prouve que les textes qui semblent dire que la saisie-arrêt sur soi-même ne sera pas admise dans certains cas — notamment ceux qui exigent la restitution du dépôt ou du prêt à usage — n'ont rien de rigoureusement impératif. A supposer que ces textes s'appliquent à la saisie-arrêt sur soi, la simple convention des parties pourrait aisément en écarter l'application — réserve faite, bien entendu, pour la créance d'aliments déclarés insaisissables et pour la chose dont le propriétaire a été dépouillé (1).

La Jurisprudence de la Cour de Cassation est toujours très ferme sur ce point : (Cass. 26 Nov. 1912 — S. 1923.

(1) Voici ce que disent, à ce sujet. MM. Aubry et Rau (T. IV § 328, note 1) : « les parties peuvent d'ailleurs régler par une convention les conditions dans lesquelles certaines dettes existant actuellement ou pouvant exister par la suite, entre elles, pourront se compenser. Cette compensation n'est pas soumise aux conditions de la compensation légale. Elle s'exécute conformément aux stipulations du contrat, à supposer, bien entendu que celui-ci ait été régulièrement formé. (Colmet de Santerre, V, N° 240 bis ; Demolombe, XXVIII, p. 675-676 — Cpr. Req. 22 Juillet 1878 (DP. 79. I. 397. S. 79. I. 249) Amiens 6 Janv. 1883 (DP. 85. II. 205) Civ. r. 9 Juin 1886 (DP. 87. I. 40) Ciy. c. 25 Mars 1885 (S. 85. I. 457 — DP. 86. I. 31) Nancy 26 Janv. 1892 (DP. 93. II. 389) Civ. r. 7 Fév. 1899 (DP. 99. I. 194 — S. 99. I. 305) — Req. 18 Juin 1900 (DP. 1900. I. 513). Cas où la Compensation serait impossible pour raisons d'ordre public : Civ. c : 5 août 1885 DP. 86. I. 167 — S. 86. I. 268) ».

I. 205). Le dernier arrêt rendu sur cette question, à notre connaissance, est un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Février 1923 (Gaz. Trib. 25 Févr. 1923. S. 1923. I. 205).

Dans cet arrêt, la Ch. des Req. a décidé : « 1° que les effets d'une saisie-arrêt peuvent être réglés par un accord amiable entre les parties intéressées comme par une décision judiciaire, et qu'il appartient au juge du fond d'apprécier souverainement la portée des conventions intervenues à cet effet ; 2° que le débiteur saisi peut, sur la demande des créanciers saisissants, et en dehors de toute assignation en validité, céder à ces derniers, jusqu'à concurrence de leurs droits respectifs, la créance saisie-arrêtée. Dans ce cas, la convention des parties a pour effet de conférer aux saisissants tous les droits que le jugement de validité leur aurait reconnus. » C'est ainsi que pour éviter toute discussion, il peut être convenu à l'avance entre le déposant et le dépositaire, que la chose déposée pourra être saisie-arrêtée. Au contraire une chose parfaitement saisissable, cesserait de l'être, si des conventions intervenaient, en ce sens, entre les parties (1). Ce point est certain, et il nous semble inutile de nous y attarder plus longtemps.

(1) En ce sens Roger (N° 203, op. cit.) : ...De même lorsqu'un créancier, sans faire remise de la dette à son débiteur s'est engagé à ne jamais le poursuivre, s'en rapportant à son engagement d'honneur de le payer quand les circonstances le lui permettraient, il ne peut, sous prétexte que ce débiteur est dans une meilleure position de fortune, former une saisie-arrêt contre lui ni s'adresser aux Tribunaux pour faire déclarer sa créance exigible, en vertu de l'art. 1901 C. Nap., du moins du vivant de son débiteur (Paris 14 Mai 1857. Le Droit du 22 Mai).

CHAPITRE III

Les Effets de la Saisie-Arrêt sur soi-même

Section Première

LES EFFETS COMMUNS A LA SAISIE-ARRÊT ORDINAIRE ET A CELLE PRATiquÉE SUR SOI-MÊME

I. *Effets de l'acte initial de saisie-arrêt* — A. *Effets principaux.* — § I. — **INDISPONIBILITÉ** : L'exploit qui ouvre la procédure de la saisie-arrêt produit comme principal effet, *l'indisponibilité*. Les Auteurs et la Jurisprudence font résulter cet effet considérable des textes du Code Civil — art. 1242 et 1944 —, car le Code de procédure n'a pas eu soin d'en parler nettement. Au contraire, à prendre l'art. 565 in fine de ce code dans un sens purement littéral, il semblerait que la loi n'attachât cet effet seulement qu'à l'ensemble des actes faits pendant la période conservatoire : depuis l'exploit initial jusqu'à l'instance en validité. Mais la doctrine et la Jurisprudence ont toujours écarté ce sens littéral dont l'application rendrait illusoire toute saisie-arrêt. Car le tiers-saisi, presque toujours, se hâterait de payer son créancier (la partie saisie), au détriment du saisissant, qu'il ne connaît pas, bien souvent, et qui lui paraîtra peu intéressant ; à moins qu'il ne pût pas faire face à ses affaires pour le moment et qu'il

ne considérât cette opposition comme une aubaine. Mais alors quel sens convient-il d'attribuer à ce membre de phrase de l'art. 565 qui déclare que « tous les paiements qu'il [ce tiers saisi] pourra faire jusqu'à cette dénonciation seront valables ? On est généralement d'accord pour dire que le délai de huitaine, prescrit pour faire cette déclaration, n'est pas prescrit à peine de nullité ; mais, si, au bout de ce délai, elle n'a point été faite, le tiers saisi pourrait payer le saisi : et, il aurait encore le droit de faire ce paiement jusqu'à ce qu'elle soit signifiée (1). Certains auteurs et des arrêts soutiennent que le saisi pourrait obliger le tiers saisi à le payer, en lui prouvant simplement que le délai pour faire la dénonciation est expiré, et sans qu'il soit obligé d'apporter mainlevée de la saisie-arrest ou de la faire déclarer nulle (2).

Qu'est-ce que c'est que *l'indisponibilité* ? Ce terme signifie qu'à partir du moment où la saisie-arrest a été faite entre les mains du débiteur du débiteur, ce débiteur tiers-saisi ne peut plus payer son créancier personnel, au mépris de cette opposition (3). De plus en ne tenant aucun compte de la saisie-arrest, le tiers-saisi engagerait sa responsabilité, en vertu de l'art. 1382 C. Civ. et serait tenu de payer deux fois (4). Toutefois, la plupart des auteurs

(1) V. Cuche, op. cit. N° 132 in fine — Josserand et Garsonnet, op. cit. p., 121. Orléans 22 janv. 1884 DP. 84. II. 68 Trib. civ. Rennes 14 août 1891. DP. 93. II. 248 — Glasson, II. 2° éd. N° 1268.

(2) Bruxelles 23 mars, Rep. alph. D. v° saisie-arrest, N° 313 — Trib. civ. Dijon 2 Janv. 1923. Rec. Jurisp. de Dijon, Juin 1923. Carré 5° éd. IV, Q. 1949 — Boulet et Dubouloz, N° 249 — V. Garsonnet et César-Bru, 3° éd. IV, N° 258 in fine Contrà : Chauveau Q. 1949 bis.

(3) Art. 1242 et 1944 C. civ. ; art. 9 décret du 18 août 1807.

(4) V. Leurquin, N° 266 — Le tiers saisi qui serait contraint de payer à nouveau au saisissant aurait un recours contre le saisi. Mais ce recours ne serait-il pas illusoire ? Un saisi est, la plupart du temps, un insolvable.

et la Cour de Cassation, elle-même, admettent que le tiers-saisi pourrait payer des créanciers qui auraient, d'une façon certaine, des causes de préférence vis-à-vis du premier saisissant (Cass. 29 Déc. 1841. DP. 42. I. 213).

Depuis assez longtemps, la question s'est posée de savoir si la créance du saisi contre le tiers-saisi est arrêtée, c'est-à-dire indisponible, pour le tout ou seulement jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt — la question ne se pose — bien entendu, que si la créance du saisissant est plus faible que celle du saisi. Cette controverse n'est pas épuisée, et l'on trouve, dans la Doctrine comme dans la Jurisprudence des décisions et des opinions fort importantes, ma foi, pour l'une et l'autre conception. Comme on le comprend bien, cette question présente une importance énorme lorsque plusieurs créanciers viennent successivement en concours sur la même somme. Ainsi, supposons qu'une saisie-arrêt ait été pratiquée pour une somme inférieure à la créance du saisi contre le tiers-saisi, que celui-ci paye au saisi l'excédent et qu'il survienne alors une deuxième opposition. *Quid juris ?* Le deuxième saisissant pourra-t-il se voir opposer le paiement fait avant son opposition ? Viendra-t-il en concours avec le premier saisissant sur les causes de la saisie-arrêt ? Dans ce cas, le premier saisissant aura-t-il un recours contre le tiers-saisi ? MM. Garsonnet et César-Bru (op. cit. 3^e éd. p. 501, N^o 237) enseignent que la solution de ces questions se trouve dans la combinaison des deux principes suivants :

a) Le premier saisissant n'a pas de privilège à l'encontre du second ;

b) La saisie-arrêt frappe la créance saisie-arrêtée d'une

indisponibilité *totale*, mais *relative*, c'est-à-dire opposable seulement par le premier saisissant (1).

Mais on soutient, au contraire, dans un autre système, qui est, depuis très longtemps, celui de la Jurisprudence (2) que la première saisie-arrêt frappe la créance qui en est l'objet d'une indisponibilité *partielle*, mais *absolue*, c'est-à-dire opposable par tous ceux qui y ont intérêt — le premier saisissant et tous les autres postérieurs (3).

Il ne nous semble cependant guère douteux que le législateur ait pris lui-même parti sur ce grave problème, en écrivant la loi du 17 Juillet 1907 qui accorde un privilège exclusif au premier saisissant et oblige de recourir à l'affectation spéciale, suivie de mainlevée de l'opposi-

(1) L'indisponibilité *totale* vient de l'ancien Droit (arrêt du Parlement de Paris du 8 mars 1760. Nouv. Denizart, V^o Cession, § 1 N^o 10). Aujourd'hui elle résulte des art. 1242, 1298 et 1444 C. civ. et de l'art. 557 C. pr. civ. qui visent toutes les saisies-arrêt. Quant à l'indisponibilité *relative*, voici comment on l'explique : le paiement fait au saisi n'est ni un paiement nul ni un paiement indû ; mais les créanciers auxquels il cause préjudice (ceux qui avaient fait saisie-arrêt avant ce paiement) ont le droit d'être indemnisés en vertu de l'art. 1382 C. civ. D'autre part, la saisie-arrêt est une mesure conservatoire, que chaque créancier prend dans son propre intérêt, elle est *res inter alios acta*, vis-à-vis des autres créanciers, sauf le droit de concours (Cass. 1^{er} Juin 1898 — S. 99. I. 401 et la note de M. Tissier-Nîmes 6 fév. 1899 (S. 99. II. 248). V. Cuhe N^o 152 — Leurquin, note 2 de la p. 311.

(2) C. Guadeloupe 16 Mai 1851 (DP. 51. II. 224) — Civ. 15 Juin 1898 précité (DP. 1900. I. 45) — Req. 10 Janv. 1899 (DP. 99. I. 136) — Limoges 1904 (DP. 1906. II. 237) — Dissert. de M. Fraissinea (DP. 1906 II. 3691, note I. 6). L'indisponibilité partielle profite à tous les créanciers : Dissert. de M. Cézar-Bru (DP. 1903. II. 78, note 21-24). La saisie-arrêt frappe aussi d'indisponibilité les accessoires de la créance. Req. 4 nov. 1903 (DP. 1904. I. II, note 1-2). V. Garsonnet et Cézar-Bru N^o 237 bis 3^e éd — Rousseau et Laisney, V^o saisie-arrêt, N^o 563.

(3) Ce système s'appuie sur trois arguments pour expliquer l'indisponibilité *partielle* : deux de textes et un de raison : 1^o l'art. 559

tion, pour avoir paiement de ce qui excède les causes de cette opposition.

Le législateur a donc ainsi décidé, croyons-nous, parce qu'il estime, que l'indisponibilité créée est *totale et relative*. Elle est *totale* : le saisi ne peut rien toucher et doit s'adresser au préalable au juge des référés qui l'autorisera à toucher ce qui excède les causes de l'opposition, si le saisissant y consent. *Elle est relative* : cette délégation, la loi la transforme en privilège pour le saisissant, de sorte qu'il n'a plus rien à craindre, dès qu'elle a été faite.

En conséquence, si ce saisissant, pour une cause ou pour une autre, ne reçoit pas satisfaction, ce sera lui seul qui pourra se plaindre ; même s'il y avait des saisissants postérieurs à la cause de non paiement. De quoi ceux-ci seraient-ils fondés à se plaindre ?

C. pr. civ. qui prescrit à peine de nullité, d'insérer dans l'exploit de saisie-arrêt, la somme pour laquelle elle est formée, en la faisant, au besoin, évaluer provisoirement (Cass. 1869 25 août. DP. 69. I. 456) Req. 10 Janvier 1899 (DP. 99. I. 136). — 2° Le décret du 18 août 1807, art. 4. — 3° Enfin le danger de rendre une forte somme indisponible pour un mince intérêt — On explique, dans ce même système, l'indisponibilité *absolue*, en disant que le premier créancier n'a pas placé sa créance sous la main de justice dans son seul intérêt — puisqu'il n'a pas de privilège — mais dans l'intérêt commun des créanciers du saisi, y compris ceux-là même qui ne viendraient former saisie-arrêt qu'après que le tiers-saisi aurait payé ce qui excède les causes de la première saisie-arrêt (Demolombe, en ce sens, t. XXVII, N° 207). — On réfute les arguments exposés plus haut en répliquant que : 1° L'art. 559 C. pr. civ. s'explique par l'utilité manifeste qu'il y a à faire connaître au saisi, auquel la saisie va être dénoncée, quelle somme il doit offrir pour obtenir mainlevée — 2° L'art. 4 du décret du 18 août 1807 peut être considéré comme une disposition de faveur pour les administrations publiques dont la bonne foi ne saurait être suspectée — 3° Les inconvénients de l'indisponibilité sont communs à toutes les saisies. (En ce sens : Garsonnet et Cézard-Bru, IV, N° 237, 3^e éd. Leurquin, p. 306, note 1 — Planiol, II, N° 492, etc...)

* * *

Nous venons d'exposer, assez longuement, les règles qui expliquent et régissent l'indisponibilité, en matière de saisie-arrêt ; mais il nous faudrait rechercher s'il n'y a pas, en dehors de ces grands principes, quelques particularités qui s'appliquent à notre matière de la saisie-arrêt sur soi.

Il est d'abord certain, que le tiers saisi, qui est lui-même le saisissant, ne se dessaisira pas des sommes ou effets qu'il détient, et qui constituent son gage. Mais avant toute opposition de sa part, il se peut que le créancier de son créancier-débiteur, qui n'arrive pas à se faire payer, pratique une saisie-arrêt entre ses mains.

Dans ce cas, le tiers saisi pourra faire entre ses propres mains une opposition pour venir en concours avec le premier saisissant (Aubry et Rau — p. 386, note 32 — DP. 1826. II. 124 — Pau 4 Juillet 1901 (S. 1901. II. 248). Mais nous avons vu antérieurement qu'il pouvait, comme tout créancier saisissant, faire affecter une somme suffisante au paiement de sa créance ; laquelle somme serait consignée à la Caisse des Dépôts et Consignations ou entre les mains d'un tiers. Car la possibilité de faire cantonner par le juge des référés la saisie-arrêt pratiquée est une dérogation générale et absolue à la règle de l'indisponibilité.

§ 2. — INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION. — Le second effet important que produit l'exploit de saisie-arrêt, c'est d'interrompre la prescription qui pourrait courir au profit du tiers-saisi contre le saisi pour la totalité de la créance saisie-arrêtée (V. en ce sens : Leurquin, N° 311 op. cit.). Cette interruption civile de la prescription a lieu en vertu de l'art. 2244 C. civ. et de l'art. 1166 du même code. En effet, cet exploit qui est un acte d'huissier remplit toutes les conditions exigées d'une mise en demeure formel-

le, si, vu le caractère de la saisie-arrêt à ce moment là, on ne la considère pas comme l'acte préliminaire d'une véritable saisie. (Bordeaux du 21 Mars 1828 (S. 28 II 284) considère en effet que l'art. 1244 C. civ. ne s'applique pas à la saisie-arrêt qui n'est qu'un acte de conservation).

Mais, cet exploit n'a aucun effet vis-à-vis de la créance du saisissant contre le débiteur saisi, puisqu'il n'a pas été signifié à celui-ci personnellement. Du moins, c'est l'opinion de la plupart des auteurs qui ne reconnaissent cet effet qu'à la dénonciation de la saisie faite à la partie saisie (1).

B. *Effets secondaires.* — A part les deux effets importants que nous venons d'étudier l'exploit initial de la saisie-arrêt produit quelques effets secondaires sur lesquels tout le monde est à peu près d'accord. Ainsi, à partir de ce moment : a) le saisi ne peut plus *faire remise* de la dette au tiers saisi. b) Il ne peut pas non plus lui *accorder un terme*. (Paris 25 Mars 1831, S. 31 II 179 DP. 34 II 184). c) Cet exploit *empêche la cession* de la créance saisie arrêtée à un tiers, au préjudice du saisissant (Jurisprudence et Doctrine unanimes). d) Le tiers saisi ne peut *opposer la compensation* au saisi, si celle-ci est survenue après l'opposition (1298 C. Civ. ne laisse aucun doute sur ce point).

(1) V. Cuche, N° 130 ; Garsonnet et Josserand, N° 122, p. 117. En sens contraire : Leurquin, N° 298. Celui-ci s'appuie sur l'art. 2244 C. Civ. lui-même qui dit « saisie signifiée » et non « la signification d'une saisie. » Cette opinion n'est pas acceptable, car elle ne repose que sur des mots. Dans le sens de M. Leurquin : V. Troplong, V° prescription, N° 570, Boulet et Dubouloz, N° 363. Ils tirent un argument d'analogie de l'art. 2246 C. Civ. Cet argument n'est pas admissible, car la prétendue analogie, n'est même pas apparente, et d'ailleurs l'art. 2244 est clair et formel. Il y a une troisième opinion qui s'exprime ainsi : Tous les actes d'une procédure régulière sont interruptifs de la prescription, qui ne peut recommencer à courir qu'après le dernier (V. Planiol, II, N° 691).

Pas même si cette créance résulte d'un délit du saisi où est échue au tiers saisi par succession (V. sur tous ces points, notamment Leurquin, N° 272 ss et Garsonnet et César-Bru, N° 236, 3^e éd.).

* • *

En ce qui concerne la saisie pratiquée entre ses propres mains par le créancier débiteur, la situation se trouvant quelque peu différente, les effets sont forcément un peu différents. D'abord l'acte initial de saisie-arrêt interrompra toutes prescriptions pouvant courir, puisqu'il n'y a que deux personnages en face l'un de l'autre.

Ensuite, relativement aux effets secondaires que produit cet acte, on comprend sans peine qu'il ne peut empêcher ni la remise d'une des deux dettes, ou encore la compensation qui arriverait à se produire alors que la saisie était déjà pratiquée (1). Il en serait autrement, si d'autres créanciers du saisi avaient déjà formé eux-même opposition entre les mains du créancier débiteur tiers saisi. Le saisi pourrait également accorder *un terme* au tiers saisi, si celui-ci était débiteur liquide et créancier non liquide ; ce serait plus avantageux pour les deux parties, puisque ce terme leur permettrait d'aboutir à la compensation légale plus aisément.

Cependant la cession de la dette du saisi sera-t-elle possible ? Il faut décider négativement, comme pour toutes saisies-arrêts. Bien plus, ici, l'on voit, plus nettement que dans une saisie-arrêt ordinaire, une tentative du débiteur en vue de déposséder son créancier de la partie de son gage, que celui-ci détient.

(1) Rien ne les empêcherait d'ailleurs de faire une compensation facultative.

II. — *Effets du jugement de validité de la saisie-arrêt.* — Le jugement rendu sur l'instance en validité de la saisie-arrêt s'appelle dans la pratique : *jugement de main vidange*. En effet, en validant la saisie-arrêt pratiquée, elle ordonne au tiers-saisi de vider ses mains dans celles du saisissant jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt, en principal, intérêts et frais, si la créance saisie-arrêtée est une créance de sommes d'argent ou de choses fongibles. Mais s'il s'agit de meubles ou effets mobiliers, ce jugement en ordonnera la vente, et le saisissant sera payé par le tiers-acquéreur.

De plus, le plus souvent, dans la pratique, c'est le même jugement qui statuera sur la déclaration affirmative du tiers-saisi, — qui se fera, soit au Greffe, — comme la loi le recommande, — soit par simple acte d'avoué, avec communication de pièces, — comme l'usage s'est introduit depuis quelques temps devant certains Tribunaux. Il est très avantageux pour les parties qu'un seul jugement statue à la fois sur la validité de la saisie-arrêt et sur la déclaration affirmative, mais la loi ne permet de lancer l'assignation en déclaration en même temps que la contre-dénonciation de la saisie, que si le saisissant est muni d'un titre authentique (art. 568 C. pr. Civ.). Toutefois le créancier qui a ainsi obtenu le jugement validant la saisie-arrêt, ne peut adresser un commandement au tiers-saisi, lorsque celui-ci, étant lui-même créancier, a eu la précaution de pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains antérieurement au jugement de validité ; il devra être, dans ce cas, procédé à la distribution par contribution amiable ou judiciaire. C'est la formule même que nous relevons dans un récent arrêt de la Cour de Caen du 26 Déc. 1923 (Gaz. Pal. 1924. I. 348). — D'autre part,

c'est à partir de ce jugement, décide la Jurisprudence, que la saisie-arrêt devient une véritable voie d'exécution.

Une jurisprudence assez ancienne et très constante considère que le jugement de validité opère du saisi au saisissant une *cession-transport judiciaire* de la créance saisie-arrêtée jusqu'à concurrence des causes de la saisie-arrêt et la soustrait définitivement, dans cette mesure, aux poursuites des saisissants postérieurs à ce jugement (1).

Mais cette Jurisprudence a toujours été très vivement combattue par les auteurs qui soutiennent qu'elle fait produire des effets juridiques arbitraires à ce jugement, et crée notamment un privilège sans texte (2). Ce jugement, disent-ils, ne vaut que comme une *indication de paiement* (3).

En outre, la Jurisprudence soutient qu'un lien de droit s'est formé entre le saisissant et le tiers saisi, qui devient son débiteur direct. Mais la Chambre des Requêtes, dans une longue série d'arrêts, a décidé que ce n'était pas une *novation* (4) — celle-ci ne se présume pas (art. 1273 C civ.) — Ch. Crim. 4 Juillet 1925 in fine (DH. 1925 515), — mais une *délégation imparfaite* ; parce que le créancier désire non pas diminuer, mais au contraire,

(1) V. Notamment des arrêts récents confirmant la Jurisprudence antérieure Cass. 28 Mars 1904 (S. 1905. I. 224) Req. 9 Mars 1908 (S. 1910. I. 33). Amiens 20 Mai 1903 (DP. 1903. H. 385).

(2) V. Roger, N^{os} 642 et ss ; Dodo, N^{os} 204 ss ; Garsonnet et Cézard-Bru, III, 3^e éd. N^o 250. Cuhe, N^o 143 ss. — Glasson et Tissier, II, 2^e éd. p. 358. V. aussi Huré, thèse, 1910. Paris.

(3) V. un jugement récent en ce sens : Trib. civ. Pau du 21 Janv. 1922 (DP. 1922. II. 34). Mais il n'est pas décisif, parce qu'il a été rendu dans une affaire où le Trésor était tiers-saisi.

(4) Comme l'ont soutenu plusieurs auteurs anciens (notamment Dalloz Rep. aph. V^o saisie-arrêt, p. 568, N^o 445 — Colmet de Santerre, t. 5. N^o 181 bis-XIII).

renforcer ses sûretés, et que son intention probable est de conserver le saisi comme débiteur à côté du tiers-saisi (1). Puisque le saisi n'est pas libéré vis-à-vis du saisissant, les auteurs et la Jurisprudence en tirent cette conséquence : que le jugement de validité emporte, tant contre lui que contre le tiers-saisi, hypothèque au profit du saisissant (2).

Mais à quelles conditions le jugement de validité va-t-il sortir son plein effet à l'égard du tiers-saisi ? D'abord, en vertu des principes qui s'appliquent en matière d'exécution vis-à-vis des tiers, il faut que ce jugement soit *passé en force de chose jugée* (Garsonnet et Jossierand N° 124 ; Cuche, N° 105 — Glasson et Tissier, II, N° 1279 — Paris 25 novembre 1919 (Gaz. Pal. 1919. II. 371).

Mais à quel moment ce jugement sera-t-il passé en force de chose jugée, d'abord à l'égard du tiers saisi, ensuite par rapport aux saisies-arrêts pratiquées depuis l'opposition ou l'appel qui a été exercé contre ce jugement ? (3).

1° A. — D'abord *vis-à-vis du tiers saisi*, en cas d'*appel*, voici une formule très complète et très précise qui nous est donnée par la Cour de Cassation : c'est seulement à la date où le jugement de validité est passé en force de chose jugée que l'attribution des deniers saisis-arrêtés au saisissant aura lieu ; à la date de l'arrêt confirmatif, en cas d'appel, puisque celui-ci est suspensif, — mais il en serait autrement si le jugement avait été déclaré exécutoire par provision, car le tiers saisi serait tenu de payer immédia-

(1) Req. 15 Avril 1855. DP. 56. I. 252 ; 23 Mars 1881, DP. 82. I. 420 ; 2 Juil. 1890, DP. 91. I. 196 — En ce sens : Chaveau sur Carré, IV, Q. 1971 bis — Garsonnet et Cézard-Bru, 3^e éd. N° 249. — Cependant Demolombe estime que le jugement de validité constitue le saisissant seulement *procurator in rem suam* (t. 27, N° 223 in fine et N° 165).

(2) V. notamment : Angers 6 fév. 1897. Rec. arrêts d'Angers 1897. p. 124. Garsonnet et Cézard-Bru, 3^e éd. N° 249.

(3) V. Chauveau sur Carré, Q. 1928 bis t. IV.

tement entre les mains du saisissant. « L'attribution faite au saisissant constitue un *paiement* avec tous ses effets juridiques, et, notamment, le débiteur saisi a le droit d'indiquer la dette sur laquelle il entend imputer la somme payée » (Civ. 15 Janv. 1925 DP. 1925 I. 183 S. 1923. I. 197. Gaz. Pal. 1923. I. 420).

En cas *d'opposition*, si le jugement n'a pas été déclaré exécutoire par provision, c'est à partir du jugement rendu sur l'opposition.

B. — Quant aux *saisies-arrêts postérieures à l'opposition ou à l'appel*, il est assez délicat de décider à quel moment le jugement de validité sera passé en force de chose jugée à leur égard. a) dans le cas *d'opposition* : Glasson (DP. 93. I. 25, note 1-2) (2) décide que ce jugement acquerra force de chose jugée à sa date, s'il est confirmé par le second jugement, comme pour l'appel. Mais presque tous les auteurs n'admettent pas cette opinion, car ils acceptent l'opinion de la Jurisprudence sur les effets de l'opposition (3) b) La situation est plus nette dans le cas *d'appel*, car la Jurisprudence décide aussi que le transport de la créance ne s'opère pas à dater du jugement, même si l'arrêt est confirmatif ; elle n'admet pas la rétroactivité ici (Rouen 10 Mars 1900. DP. 1902. II. 43. Civ. 15 Janv. 1923 précité). Aussi tous les auteurs s'élèvent contre ces décisions que rien ne justifie, puisque l'appel n'a pour effet que de suspendre la force du jugement (V. diss. Glasson, eod. loc. Chauveau. Q. 1972 ter — Rousseau et Laisney, N° 614 ; Cuche N° 145. Cass. 9 Mars 1908 (S. 1910. I. 33 note de M. Tissier).

(1) Chauveau, Q. 1972 ter.

(2) V. aussi Glasson et Tissier, 2^e éd. II. N° 1279.

(3) Nancy, 16 avril 1877 DP. 79. II. 205 — Paris 19 Déc. 1878. DP. 80. 2. 62 — Orléans, 7 nov. 1884 et 15 fév. 1885 (DP. 86. II. 70) Cass. 27 Juin 1892 (DP. 93. I. 25).

Par conséquent, les saisies-arêts pratiquées entre le jugement et l'arrêt ne seraient opposables au premier saisissant qu'au cas où le premier jugement serait infirmé ou rétracté, mais dans tous les cas (1) ; le tiers saisi ne pourrait vider ses mains dans les siennes, avant l'arrêt confirmatif ou le jugement sur l'opposition (2).

2°. — Il faut en second lieu, pour que le jugement puisse être exécuté contre le tiers-saisi, remplir les formalités qu'exige la loi pour un transport-cession (art. 1690 C. Civ. 1° il y doit être signifié au tiers saisi. (Dissert. Glasson. DP. 93. I. 25. note 1-2 — 1903. II. 385, note 1-3. Cass. 9 Mars 1908 — S. 1909. I. 22). A moins que le tiers saisi ne se soit reconnu débiteur dans un acte public, notamment s'il est mis en cause dans l'instance en validité (DP. 1888. II. 181, note 5-6 — Pau 21 fév. 1887 — même référence. — 2° Ce jugement ne peut pas préjudicier aux droits antérieurement acquis à des tiers (Req. 25 Juill. 1871. DP. 71. I. 302. Glasson, II, 2° éd., N° 1277).

Le jugement validant la saisie-arrêt sur soi-même produit, *mutatis mutandis*, les effets généraux que nous venons d'exposer (Cf. Pau 4 Juillet 1901. S. 1901. II. 248).

Section Deuxième

LES EFFETS PARTICULIERS DE LA SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME

§ 1. — ELLE PEUT PARALYSER L'EFFET D'UN TITRE EXÉCUTOIRE. — La saisie-arrêt sur soi-même répond à des néces-

(1) L'art. 577 du projet de réforme du titre de la saisie-arrêt déposé en février 1908 par le garde de sceaux décide expressément dans ce sens : (Lois nouvelles 1908, 2° partie, p. 9).

(2) Garsonnet et Cézard-Bru N° 249, 3° éd., note 12 et les auteurs précités. Contrà : Roger, n°s 621 ss).

sités pratiques nombreuses, dont nous avons d'ailleurs aperçu quelques unes au cours de ce travail. Notamment, elle est très employée chez les praticiens parisiens, parce qu'elle est un moyen simple et légal d'empêcher l'exécution d'un titre paré; quand cette exécution aurait pour inconvénient de préjudicier gravement aux intérêts de celui contre qui ce titre est exécutoire. Ainsi un créancier non liquide ou non exigible, mais certain, ne doit pas souffrir que sa situation et sa fortune soient exposées à un péril considérable, parce qu'il est aussi débiteur d'une créance liquide et exigible à peu près équivalente. Ni l'équité ni la loi ne le veulent ainsi, comme nous avons essayé de l'établir antérieurement (1). Afin d'illustrer et de rendre plus concrète cette proposition, voici quelques espèces glanées dans la pratique : Le fermier, à qui il était dû une indemnité — non encore liquidée — a pu faire saisie-arrêt entre ses propres mains sur le prix de ferme, quoique le bail fût constaté par acte authentique. C'est l'espèce même jugée par la Cour de Paris le 29 Avril 1817, précité.

Le créancier qui est lui-même débiteur de son débiteur, doit pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains pour avoir la faculté de concourir avec les autres créanciers munis d'un jugement validant leurs saisies-arrêts. S'il néglige d'agir ainsi, ce jugement lui sera opposable, et il verra son gage lui échapper (Pau du 4 Juillet 1901 précité).

Voici une dernière espèce qui s'est présentée récemment dans la pratique et qui nous semble assez caractéristique.

(1) V. Paris 29 Avril 1817 — S. 18. II. 50 — Lyon 25 Juin 1825 S. 25. II. 365 — Paris 12 fév. 1908 (DP. 1908. II. 289 et la note de M. Duparcq). — 21 fév. 1911 — S. 1912. 2. 38). — 18 Juin 1910 et la note anonyme au S. 1910. II. 248, Pau 4 Juillet 1901 (S. 1901. II. 248). — Cp Caen 5 Mars 1860 (en sous-note S. 1908. II. 313).

Une personne avait remis à un industriel un modèle, de son invention, afin qu'il lui exécutât un appareil de télégraphie sans fil conforme audit modèle. Les instructions du client sont suivies et l'appareil exécuté. Le prix n'en a pas encore payé. Le client s'aperçoit, à quelques jours de là, que l'industriel en question fabrique, pour son propre compte, et lance dans le commerce des Appareils de T. S. F. exécutés d'après le modèle dont il est l'inventeur, et sans autorisation de sa part. On plaide devant le Tribunal de Commerce, et l'industriel est condamné à des dommages-intérêts. Le client lève la grosse du jugement et fait commandement à son adversaire ; mais celui-ci fait saisie-arrêt sur lui-même pour avoir paiement du montant du prix d'exécution de l'appareil livré au client, et arrive ensuite au moyen d'une opposition à commandement à paralyser pendant un certain temps le jugement dûment en forme exécutoire du Tribunal de Commerce de la Seine.

§ 2. — ELLE EST, POUR AINSI DIRE, UN « SUCCÉDANÉ » DE LA COMPENSATION LÉGALE. — Nous disons que la saisie-arrêt sur soi-même est le succédané de la compensation légale, car elle la remplace assez avantageusement dans des cas nombreux que nous avons examinés déjà ; mais elle ne se confond pas avec elle. La loi exige, en effet, plusieurs conditions pour que soit réalisée la compensation : 1° les deux dettes doivent avoir, l'une et l'autre, pour objet, *soit une somme d'argent, soit une quantité de choses fongibles entre elles* (art. 1291, I al C. Civ.) — 2° Les deux dettes doivent être *liquides* (mêmes art. et al.). — 3° elles doivent être également *exigibles*. 4° les parties doivent être réciproquement *débitrices* et *créancières* personnelles et principales de l'obligation (1289 C. Civ.) 5° les deux dettes ne doivent pas être comprises dans les cas exceptés par la loi

elle-même (1293 C. Civ). — Quand l'une de ces conditions fait défaut, la compensation ne peut donc pas avoir lieu, mais il est aujourd'hui presque généralement admis que certains « succédanés » peuvent permettre d'arriver à peu près aux mêmes résultats, c'est-à-dire, d'éteindre les deux dettes jusqu'à concurrence de la plus faible : la compensation judiciaire et celle dite conventionnelle ou facultative (1) sont, à côté de la saisie-arrêt sur soi-même, des moyens précieux et nécessaires. Mais, comme la loi prohibe en termes impératifs la compensation dans certains cas (art. 1293 C. Civ.), dans ces cas-là ni l'une ni l'autre des deux compensations, que nous venons de mentionner, ne pourra jouer. C'est pourquoi il fallait absolument — d'autant plus qu'aucun texte de loi ne s'y oppose — permettre, quand les deux dettes n'étaient pas pareillement liquides, exigibles et de choses fongibles, et dans les cas de dépôt et de commodat, que le créancier débiteur pût pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains pour conserver l'espoir légitime d'être payé. MM. Colin et Capitaut (II, p. 199, op. cit.) disent fort justement que cette saisie-arrêt « devance les effets de la compensation légale ». Mais, c'est à notre avis, quelque peu insuffisant, puisque la Jurisprudence et certains auteurs admettent aujourd'hui, comme nous l'estimons nous-même, que la saisie-arrêt sur soi peut être légitimement pratiquée dans des cas où la compensation est prohibée. La saisie-arrêt sur soi peut être parfois un auxiliaire, mais elle n'est pas seulement qu'un auxiliaire de la compensation légale.

(1) Cette compensation est celle qu'accepte celui dans l'intérêt de qui la prohibition de compenser a été établie (déposant, ou prêteur à usage, etc... Req. 25 nov. 1891 — DP. 92. I. 296 — Toutes les dispositions de l'art. 1293 ne sont donc pas rigoureusement impératives.

Nous pensons l'avoir établi suffisamment par nos discussions antérieures et inutile d'insister davantage.

§ 3. — ELLE FACILITE ET COMPLÈTE LA COMPENSATION JUDICIAIRE (Reconvention). — La Compensation judiciaire a lieu au moyen des demandes reconventionnelles. « La demande reconventionnelle, disent MM. Aubry et Rau (IV, p. 372, ref. note 4), est une demande incidente par laquelle le défendeur provoque la reconnaissance ou la liquidation d'une créance qu'il prétend avoir contre le demandeur, afin de pouvoir la compenser avec la dette dont ce dernier réclame le paiement ». L'art. 337 C. pr. civ. nous indique dans quelles formes cette demande se fait.

Cette compensation judiciaire se produira, comme son nom l'indique, devant le juge, soit parce que le débiteur-créancier, — dont il manque à la créance une ou deux conditions pour réaliser la compensation légale, — assigné par son adversaire, forme, par acte de conclusions, une demande reconventionnelle tendant à compensation ; soit qu'il prenne les devants, en pratiquant entre ses mains une saisie-arrêt. Dans ce cas, la partie adverse, assignée en validité, se défendra ; mais il est rare qu'elle puisse empêcher cette compensation, surtout lorsque c'est une liquidité facile à obtenir qui faisait obstacle à la compensation légale (1).

D'ailleurs, la compensation judiciaire, à Rome, a précédé la compensation légale. Voici ce qu'en dit Lair (2) :

(1) Les auteurs signalent le cas suivant : « La saisie-arrêt sur soi-même est le seul moyen que le créancier-débiteur aurait pour empêcher une cession par son débiteur en cas de compensation judiciaire (Aubry et Rau, p. 396, note 3 bis — Colmet de Santerre t. 5 N° 251 bis — IX et X et III, 250 bis — Demolombe. — XXVIII, N° 693 — Laurent XVIII, N° 477.

(2) Op. cit. p. v. de la préface.

« C'est sous la forme judiciaire la plus conséquente à sa vraie nature, sous forme d'actions réciproques, que la compensation se produit d'abord, et c'est par là qu'elle se rattache à la reconvention... Mais... le défendeur peut faire, par voie reconventionnelle, ce qu'il ne pourrait par voie de compensation, recouvrer une créance supérieure à celle que le demandeur lui réclame.... »

La saisie arrêt sur soi-même complète la compensation judiciaire, en ce sens que son champ d'application est plus vaste que celui de cette compensation, et notamment, parce qu'on peut pratiquer une saisie-arrêt sur soi dans les cas où la loi défend de faire jouer le double paiement automatique, comme nous l'avons dit déjà.

§ 4. — ELLE ÉLARGIT LE CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE RÉTENTION ET SUPPLÉE A SON ABSENCE. — Le droit de rétention, dont le Code civil fait quelques applications, n'est pourtant pas réglementé par notre législation moderne (1). Mais son utilité s'est révélée telle que la Doctrine, suivie d'assez près par la Jurisprudence, a dû suppléer au silence de la loi dans un grand nombre de cas très pratiques (2). Certains auteurs estiment qu'il faudrait remplacer dans l'art 1293 C. Civ. 1^o et 2^o le mot *compensation* par celui de *rétention*, ou tout au moins les considérer comme équivalents (arg. de l'art. 1855 C.

(1) Cas où un texte accorde le droit de retenir : (art. 2082 et 2087-1612, 1613-545-1948 C. Civ. 306 C. comm. — 570-867-2280, 1749, C. civ.

(2) Le droit de rétention est accordé : au commandataire — au mandataire (Civ. 25 Janv. 1904 S. 1910. I. 141) — au chef d'orchestre sur une partition (Amiens 13 Juin 1901 — DP. 1901, II. 412 — à l'officier ministériel sur les pièces et les actes civ. 10 août 1870. DP. 71. I. 40 — Dijon 27 janv. 1887 (DP. 87. II. 166) ; au possesseur de bonne foi d'un immeuble revendiqué par le *verus dominus* pour ses impenses. (Besançon 17 Mars 1897 DP. 98. II. 211). V. sur cette matière : Colin et Capitant II, p. 776 ss ; Bobes thèse, Paris.

Civ.) (V. Colin et Capitan II, p. 783, note I). Quoiqu'il en soit, *le droit de rétention ressemble beaucoup à la saisie-arrêt sur soi-même* (Idem, p. 778). L'un et l'autre ont d'abord pour but de « retenir » entre les mains du créancier-débiteur une valeur appartenant à son créancier-débiteur, afin de se faire payer (1). Mais alors que le rétenteur ne sera pas payé, si le créancier néglige de réclamer sa chose, celui qui aura pratiqué une saisie-arrêt entre ses propres mains au contraire, pourra, lui, prendre l'offensive et se faire payer après avoir obtenu un jugement validant sa saisie-arrêt. A ce point de vue, le rétenteur — qui ne peut faire vendre — est en état d'infériorité, son droit est, en quelque sorte, passif, défensif plus exactement. Comme on le voit, s'il faut rapprocher ces deux institutions, il ne faut pas néanmoins les confondre.

Toutefois, nous estimons que toute cette Jurisprudence vraiment prétorienne en cette matière, n'aurait pas eu une raison d'être si considérable — devenant chaque jour de plus en plus compréhensive —, si la pratique avait fait un emploi plus large et plus judicieux de cette procédure qui peut s'exercer dans à peu près tous les cas où s'exerce le droit de rétention, et au delà aussi. Ainsi, le droit de rétention ne sera pas possible si le gage avait renoncé à se prévaloir de 2082.2 Al C. Civ. (V. Bobes, p. 85) ; mais il lui serait loisible ; comme à tous autres créanciers, de pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains, s'il venait à se raviser à temps. Il est un cas pourtant où le droit de rétention joue un rôle très important, grâce à son opposabilité aux tiers : c'est

(1) En Allemagne, où le droit de rétention est très développé et légalement réglementé, il paraît que la saisie-arrêt est presque inutile (V. Jean Apleton, op. cit.).

en cas de faillite du créancier sur la chose de qui le droit de rétention est exercé. Une saisie-arrêt pratiquée avant la faillite du créancier ne serait valable que si elle l'eût été avant la période suspecte ; et en tous cas, avant le jugement déclaratif de faillite, il faut qu'elle soit validée. Dans les mêmes conditions, le droit de rétention s'exercera, dans tous les cas, vis-à-vis de la masse des créanciers comme à l'égard du failli lui-même (Douai 17 déc. 1877 DP. 78. 5. 412) (1).

* * *

En résumé, la Saisie-Arrêt sur soi-même doit être rapprochée de ces trois institutions : Reconvention, Compensation et Rétention, par les effets les plus apparents, et par certains résultats identiques. Mais elle s'en distingue par des effets particuliers, originaux et plus larges. Elle montre plus d'énergie, de souplesse et d'utilité pratique, qu'aucune de ces trois institutions considérées séparément. On pourrait même dire, sans être taxé d'exagération, que la saisie-arrêt sur soi représente comme une synthèse de ces trois procédés qui, par des voies différentes, et en mettant en œuvre des moyens qui ne sont pas les mêmes, aboutissent à faire payer le créancier débiteur, ou tout au moins à lui garantir, autant que possible, son paiement.

En effet, à considérer attentivement cette procédure de saisie-arrêt sur soi, ne constitue-t-elle pas au début, une vraie rétention ? (2) Si les parties sont créancières et débitrices de sommes d'argent, l'instance en validité, n'est-ce pas la compensation judiciaire ? Et si celui qui

(1) V. en ce sens, Colin et Capitant, II., p. 778.

(2) En effet la saisie-arrêt sur soi-même, comme le droit de rétention, est surtout fondée sur l'équité.

est créancier d'une somme d'argent est débiteur d'effets mobiliers, après, le jugement de validité et la vente des dits effets, les deux parties n'aboutiront-elles pas à une compensation légale ? On peut donc dire qu'à côté de ces institutions, la saisie-arrêt sur soi-même, garde son utilité propre et son caractère original.

CHAPITRE IV

Etude de la Saisie-Arrêt sur soi-même au point de vue de la forme

Quelle est la procédure qui convient à cette forme originale de saisie-arrêt ? Depuis quelques temps cette question n'est guère plus discutée, car on a repris sans modification les errements de l'ancienne pratique du Châtelet de Paris. Cependant, écrivant aussitôt après la promulgation du Code de Procédure Civile, Pigeau avait préconisé l'emploi d'une procédure simplifiée que nous allons étudier plus longuement tout à l'heure. En outre, pour plusieurs des auteurs qui s'étaient montrés des adversaires acharnés de la saisie-arrêt sur soi-même le fait par elle d'emprunter ses formes à la saisie-arrêt ordinaire avait été une raison déterminante. Au surplus, il y a des Tribunaux qui ont admis que le créancier-débiteur peut faire seulement les actes strictement nécessaires pour porter la saisie à la connaissance du débiteur-créancier saisi. Et, plus récemment, M. Labbé a eu, lui aussi des scrupules, et s'est demandé si une forme nouvelle ne devait pas être créée.

Avant d'adopter l'opinion qui nous semble la plus raisonnable, et que nous essayerons de faire prévaloir, nous croyons à propos, pour la clarté de la discussion qui va suivre, d'esquisser rapidement la procédure de la saisie-exécution, et un peu plus amplement celle de la saisie-arrêt ordinaire qui nous intéresse davantage ici.

Section Première

QUELLE EST DES PROCÉDURES MOBILIÈRES
FIXÉES PAR LA LOI CELLE QUI DOIT ÊTRE
EMPLOYÉE ?

§ 1. — ESQUISSE DE LA PROCÉDURE DE LA SAISIE-EXÉCUTION. — La saisie-arrêt sur soi-même peut-elle emprunter les formes de la saisie-exécution ?

Si la saisie-exécution est, elle aussi, une saisie-mobilière ses conditions d'application sont autres que celles que requiert la saisie-arrêt. Et d'abord, il faut que les objets que l'on veut saisir-exécuter se trouvent entre les mains du débiteur lui-même ou dans celles de personnes qui ne sont pas des tiers vis-à-vis de lui (ses préposés, par exemple). Ensuite, il faut que le créancier soit armé d'un titre exécutoire contre son débiteur (1).

L'acte préliminaire de la procédure de la saisie-exécution est un *commandement*. — C'est un acte d'huissier — qui est signifié à la partie débitrice, lui enjoignant de payer dans un délai très court — vingt-quatre heures, le plus souvent — sous peine de voir saisir et vendre ses meubles (2).

Si le débiteur ne satisfait pas à cette mise en demeure dans le délai imparti, un huissier se présente en sa demeure, accompagné de deux recors (3) et dresse son pro-

(1) Nous reconnaissons que cette deuxième condition fera souvent défaut au créancier-débiteur ; mais ce n'est pas sans exemple dans la pratique, et c'est pourquoi nous en parlons.

(2) Il est généralement admis que ce commandement a effet pendant trente ans, contrairement à celui qui est fait en matière de saisie-immobilière.

(3) La loi du 13 Janvier 1923 qui modifie l'article 585 C. pr. civ. n'en exige plus qu'un seul.

procès-verbal de saisie, après avoir fait itératif commandement (c'est-à-dire renouvelé verbalement le commandement antérieur). Ce procès-verbal doit contenir une énumération détaillée de tous les objets saisissables que trouve l'huissier (art. 588-592). Ce procès-verbal étant signé par l'huissier et les témoins, copie en est laissée à la partie saisie ou à son représentant, si la saisie est faite à son domicile, (599-585) ; si cette saisie est pratiquée hors de son domicile, copie doit en être, dans le jour, signifiée à la partie saisie (602) (1). Un gardien est établi conformément aux articles 596 à 598. Il signe le procès-verbal et en garde copie, car il est, à partir de ce moment, responsable des objets saisis. Si l'huissier ne trouve rien à saisir, il dresse un procès-verbal de carence, qui a pour effet le plus souvent, dans la pratique, d'empêcher la péremption de six mois, si le jugement en vertu duquel on procède est par défaut, de l'art. 156. Le procès-verbal de saisie doit porter indication de la date de la vente (595), et il doit être signifié au moins huit jours avant la vente (613). Il y aura des placards et annonces par la voie des journaux (617 à 620). Avant la vente sera dressé un procès-verbal de récolement, destiné à constater les

(1) En effet, la saisie-exécution n'a pas seulement lieu, comme on serait tenté de le croire, sur les objets qui se trouvent en la demeure du saisi. Elle peut être pratiquée aussi sur des objets appartenant au débiteur, et qui se trouvent dans un endroit public (par exemple, un barque sur le littoral de la mer). On admet encore qu'elle pourrait l'être aussi dans la maison d'un tiers où ces objets se trouveraient, pourvu que le tiers ne s'y opposât pas, et que ces objets fussent facilement reconnaissables, leur propriété ne soulevant aucune discussion. C'est ce qu'on appelle dans la pratique la *saisie-exécution sur indication* (V. art. 602) sur ce dernier point : V. Leurquin N° 11 — Garsonnet et Cézard-Bru, IV, 3^e éd. N° 266 — Rodière sous Cass. 4 déc. 1867 (S. 68. I. 97). Dodo, N° 127, Roger, n° 12. Bruxelles, 28 Mars 1888 (Pas. 88. II. 383). Contrà : Chauveau sur Carré, IV, Q. 1928 bis.

objets manquants, s'il y en a (616). La vente aura lieu au plus prochain marché public, aux heures habituelles de marché, ou en un lieu plus avantageux avec l'agrément du Tribunal (617). Un procès-verbal en sera dressé par l'officier public qui y aura procédé. Le prix provenu de cette vente sera distribué, conformément aux règles du Code de Procédure relatives à la distribution par Contribution, entre tous les créanciers opposants, au marc le franc de leurs créances respectives, s'il n'existe pas de causes légitimes de préférence au profit de l'un d'eux.

* * *

Si nous supposons donc un individu, qui est à la fois créancier et débiteur d'un autre individu, en possession d'un titre exécutoire, et détenant des effets mobiliers qui appartiennent à son débiteur-créancier, — celui-ci ne détenant aucun gage et étant, au surplus, créancier non exigible, par exemple — nous voyons une grande analogie entre sa situation et celle du créancier qui possède un titre paré sans avoir entre ses mains des objets appartenant à son débiteur. Le créancier, dans le premier cas, ne pourra-t-il pas comme le créancier dans le second cas, pratiquer une saisie-exécution ? Il ne serait pas empêché de recourir à cette procédure par le seul fait qu'il saisirait des objets qui se trouvent entre ses propres mains, puisque la majorité des auteurs admet qu'on peut saisir-exécuter les objets qui se trouvent chez un tiers par rapport au saisi. (V. note 1 de la page précédente). Ainsi dans l'espèce que nous avons analysée (au § I in fine de la Sect. II du Ch. III), l'amateur de T. S. F. pouvait, — par hypothèse — nous semble-t-il, saisir-exécuter entre ses mains les sommes réclamées par l'in-

dustriel. Mais il est évident que cette façon de procéder serait dangereuse, car nous nous trouverions en présence d'un conflit redoutable entre le créancier qui fait saisie-exécution et celui qui, d'autre part, saisit-arrête entre ses propres mains. C'est pourquoi il est prudent de recourir aux formes de la saisie-arrêt ordinaire, bien qu'elles s'adaptent défectueusement à notre matière, comme nous l'établirons par la suite.

En effet, les auteurs enseignent que chaque fois qu'il y a doute sur la procédure à suivre, l'on doit employer celle de la saisie-arrêt, comme étant la plus douce pour le débiteur (1) (V. Carré et Chauveau, Q. 1928 bis — Boulet et Dubouloz, N° 12 — Garsonnet et Cézard-Bru, IV, 3^e éd., N° 265 — Roger, N° 15).

Au surplus, presque toujours, le créancier-saisissant sera dépourvu d'un titre exécutoire, et ne pourra pas par conséquent pratiquer une saisie-exécution.

§ 2. — FORMES DE LA SAISIE-ARRÊT ORDINAIRE. — La procédure de la saisie-arrêt ordinaire se divise en deux périodes distinctes, dont chacune correspond aux deux phases que présente le caractère de la saisie-arrêt : 1^o — Celle qui va de l'exploit initial jusqu'au jugement de validité, qui est purement *conservatoire* et a pour but

(1) Voici une autre espèce relevée dans la pratique, et où la saisie-exécution aurait pu être employée. — Deux commerçants sont en relations d'affaires. L'un d'eux qui est grossiste, envoie à l'autre, qui est détaillant, des marchandises qui ne sont pas conformes à la commande. On plaide. Le Tribunal de Commerce condamne le grossiste à payer des dommages-intérêts au détaillant. Mais celui-ci est débiteur du prix de la marchandise, qu'il détient comme gage. Il pouvait à notre avis saisir-exécuter, mais il a eu des hésitations et a préféré faire saisie-arrêt sur lui-même et se payer, après la vente des marchandises. Mais cette procédure de saisie-arrêt, longue et coûteuse, n'est-elle pas préjudiciable au débiteur ? Est-elle réellement plus douce ?

de mettre la créance du saisissant à l'abri de certaines éventualités, telles que, par exemple, la cession de cette créance à un tiers par le saisi, l'insolvabilité de celui-ci survenue après qu'il ait touché la créance, ou enfin la compensation que le tiers saisi pourrait opposer par la suite, etc... 2° — La période d'exécution qui ne commence effectivement qu'au jugement de validité et qui va jusqu'à la répartition des deniers saisis-arrêtés ou provenus de la vente des effets saisis-arrêtés.

Pour bien étudier cette procédure, il faut établir une division d'après les actes qu'elle nécessite pour être régulière et suivre le processus chronologique de ces actes. I — L'acte principal est l'*Exploit de saisie-arrêt*. Il doit se conformer aux règles communes à tous les exploits d'huissier. Il ne peut être signifié qu'à la personne ou au domicile du tiers débiteur (art. 560 C. pr. civ.) (1) ; mais d'après certains auteurs, ce dernier n'a pas qualité pour en apprécier la validité (Chauveau sur Carré, IV, Q. 1939 bis ; Garsonnet et Josserand, N° 125. *Contra* : Cuhe, N° 126. Toutefois il est généralement admis que s'il était démontré que le tiers saisi avait payé dans l'ignorance de cette opposition, il aurait valablement payé le saisi.

Faut-il donner copie au tiers-saisi du titre en vertu duquel cette saisie-arrêt est pratiquée ? La majorité des auteurs estiment prudent de faire cette signification (V. Leurquin, N° 156, et les auteurs cités par lui à la note 3) ; mais la Jurisprudence en général décide la négative.

(1) Cependant si le domicile ou la résidence actuelle du tiers débiteur sont inconnus, l'huissier affichera une copie à la porte du Tribunal compétent, et adressera au Procureur la République près ce tribunal une autre copie. Il fera d'ailleurs mention du tout sur son original.

tive. Cependant, quand la saisie-arrêt a été autorisée par le président du Tribunal, la Jurisprudence est d'accord avec les auteurs pour déclarer l'exploit nul, si copie de l'ordonnance n'est pas donnée (art. 559 C. pr. civ.) (V. Leurquin, N° 160 — Trib. civ. Seine 23 Décembre 1920 (Gaz. Trib. du 15 Fév. 1921). En pratique, il est aussi donné copie de la requête.

En tous cas, l'exploit de saisie-arrêt doit mentionner le titre en vertu duquel on agit et indiquer clairement le montant de la somme pour laquelle cette opposition est formée (559 1 al). L'exploit doit contenir également élection de domicile dans la commune où a lieu la saisie-arrêt, si le saisissant n'y habite pas lui-même (art. 559 in fine C. pr. civ.). Cette élection de domicile vaudra pour toutes les significations. — Cet exploit fait défense au tiers débiteur de vider ses mains entre celles de son créancier (le saisi), tant qu'il ne sera pas statué par justice.

II. — DÉNONCIATION ET ASSIGNATION DU SAISI EN VALIDITÉ DE CETTE SAISIE. — Dans la pratique, on réunit les deux actes en un seul, qui est également un exploit d'huissier conforme aux règles ordinaires. Elles doivent être faites dans la huitaine de la saisie-arrêt, outre le délai à raison des distances à peine de nullité (art. 563 et 565 C. pr. civ.). L'article 566 au même Code ajoute qu'il n'est pas nécessaire de faire précéder cette assignation d'une citation en conciliation.

Le Tribunal compétent *ratione personae vel loci* pour connaître de la demande en validité de cette saisie-arrêt est celui du domicile de la partie saisie (567 in principio). *Ratione materiae*, c'est le Tribunal de première instance qui doit en connaître, « ce principe est général et absolu, dit la Cour de Cassation, et ne comporte aucune distinc-

tion » (Civ. 7 Juillet 1925. D.H. 1925. 608 — Gaz. Trib. du 7 Août 1925) — (1). Le taux du dernier ressort est déterminé, non par le *quantum* de la somme saisie-arrêtée, mais par celui des causes de la saisie-arrêt. Si le titre en vertu duquel cette saisie-arrêt a été pratiquée est déjà exécutoire, on n'aura pas besoin de demander la condamnation du débiteur, ce serait inutile — mais seulement la validité de la saisie-arrêt. Et même, on admet communément que cette demande en validité contient implicitement, dans tous les cas, demande en paiement (V. notamment Paris, 3 Avril 1873. D. P. 73 II. 199). Le jugement sur la validité se poursuit comme celle d'une instance en matière sommaire, sauf si des contestations sérieuses surviennent ; dans ce cas, elle obéit aux règles tracées pour les affaires ordinaires.

III. — CONTRE DÉNONCIATION DE LA SAISIE AU TIERS SAISI. — L'art. 564 exige que, dans le délai de huit jours à partir de la demande en validité, une dénonciation de cette demande soit faite au tiers saisi. L'art. 565 in fine, — que nous avons étudié déjà — commine une sanction contre la dénonciation tardive, mais les auteurs enseignent que ce délai n'est pas prescrit à peine de forclusion ou de nullité.

Cette contre-dénonciation a pour effet d'affirmer, en quelque sorte, au tiers saisi, que la procédure a été régulièrement conduite et que l'opposition est sérieuse. En

(1) « Aucune disposition légale n'attribue compétence au Tribunal de Commerce pour connaître d'une saisie-arrêt autorisée par ordonnance de son président. Saisi d'une demande en validité ou en main-levée, il doit se déclarer incompétent » (Cass. 11 déc. 1923. Gaz. Pal. 1924. I. 269).

Cependant il faut excepter les saisies-arrests dont les lois actuelles attribuent la compétence aux Juges de Paix (L. 27 Juillet 1921 mod. celle du 12 Janvier 1895).

effet, le tiers-saisi à défaut de dénonciation dans le délai prescrit, pourrait se libérer entre les mains de son créancier (la partie saisie), c'est le sens de l'art. 565. On admet même que ce tiers-saisi pourrait, sans qu'il puisse exiger la mainlevée de la saisie, être contraint de payer à son créancier immédiatement (Trib. civ. Dijon du 27 Janv. 1923 — Rec. pér. Dijon de Juin 1923 — Cézar-Bru et Garsonnet, 3^e éd. N° 258 in fine. V. aussi Leurquin, N° 256 et la note 1 — Cuhe, p. 147, note 1 — Carré, IV, Q 1949 — Boulet et Dubouloz, n° 249 — En sens contraire : V. Chauveau, Q. 1949 bis — Roger, N° 486).

IV. — ASSIGNATION DU TIERS SAISI EN DÉCLARATION AFFIRMATIVE. — Une fois le jugement obtenu, il sera signifié au tiers saisi avec assignation en déclaration affirmative (1). Il n'y a pas de délai de rigueur pour faire cette déclaration (Chauveau sur Carré, IV, Q. 1956 Sexies) (2). Cette déclaration doit être faite au Greffe du Tribunal qui a connu — ou qui connaîtra — de la validité, par le tiers saisi lui-même ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale, même sous seing privé, et avec l'assistance d'un avoué (art. 572 et 571 C. pr. civ.). L'art 571 permet au tiers saisi de faire sa déclaration, s'il n'est pas présent sur les lieux, devant le Juge de Paix de son domicile qui la transmettra au Greffe du Tribunal de la vali-

(1) Le tiers saisi pourrait être assigné en déclaration affirmative par le même acte de contre-dénonciation, si le titre en vertu duquel la saisie a été pratiquée est authentique (art. 568). C'est pourquoi en ce cas, MM. Garsonnet et Cézar-Bru préconisent la réunion de tous les actes de la procédure de la saisie-arrêt en un seul, la dénonciation étant faite le même jour au saisi, si possible. (IV. 3^e éd. N° 211). Nous ne pouvons qu'approuver cette suggestion comme pouvant simplifier avantageusement cette procédure, s'il échet.

(2) Certains auteurs estiment que le tiers-saisi pourra faire sa déclaration, si le juge n'a pas imparti un délai, jusqu'au jugement qui le déclarera débiteur pur et simple.

dité. Les articles 573 et suivants expliquent ce que doit contenir cette déclaration et quelles pièces doivent y être jointes.

Faute par le tiers saisi de faire sa déclaration, il sera déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie-arrêt (art. 577). On explique que cet article procède d'une idée de peine civile, motivée par la résistance du tiers saisi ou sa désobéissance à la loi (V. Dijon 30 Mars 1911. DP. 1913 II. 97 et la note) (1).

Le tiers-saisi prend alors complètement la place du saisi, en ce sens qu'il est à ce moment là tenu personnellement vis à vis du saisissant ; mais, dès qu'il aura payé, il sera subrogé aux droits de celui-ci, et il pourra se faire rembourser par le saisi, qui ne peut pas s'enrichir à son détriment.

APPENDICE. — DEMANDE EN MAINLEVÉE DE LA SAISIE-ARRÊT. — Dans le langage consacré, cette demande s'appelle un *incident*, car elle tend à arrêter, à couper la marche normale de la procédure. C'est celui que l'on rencontre le plus fréquemment. Elle est formée par la partie saisie devant son propre tribunal — qui peut n'être pas celui qui connaîtra de la saisie —, car on ne peut l'obliger à se déplacer pour aller ailleurs plaider sur une mesure qu'il n'a pas suscitée et qui lui cause, injustement peut-être, des dommages graves. (V. Cass. 12 déc. 1894. S. 95. I. 167). Toutefois, comme ce n'est qu'une mesure de protection, le saisi pourrait y renoncer valablement ; il y a des décisions en ce sens (Rennes, 10 Juillet 1879 — DP. 79. II 159 — Roger, N° 508 — Chauveau sur Carré, Q. 1956 bis, etc.).

(1) Pour notre part, nous croyons, en effet, que la notion de peine civile et de châtiment intervient ici. Il nous semble même voir en germe, dans l'article 577, la théorie de l'astreinte.

Cette demande peut être principale ou incidente ; elle est presque toujours, dans la pratique, reconventionnelle à la demande en validité. — A part les saisies-arrêts qui sont, avec tous leurs incidents, de la compétence des Juges de Paix, toutes les saisies-arrêts relèvent, comme nous l'avons vu précédemment, du Tribunal Civil de Première Instance. Cependant, les auteurs enseignent que le Président du Tribunal qui accorde la permission de faire opposition, à la condition qu'il lui en sera référé, se réserve le droit de statuer sur sa mainlevée (1). La Jurisprudence est aussi en ce sens, mais elle dénie ce droit au Président dès le moment où le Tribunal est saisi du principal.

Nous avons vu que la mainlevée partielle est une condition de l'affectation spéciale. Cette mainlevée ne pourrait pas avoir lieu, si l'affectation spéciale n'était pas valablement faite, c'est-à-dire en argent ou en choses fongibles (2).

Si mainlevée a été donnée d'une saisie abusivement faite, le saisi pourra, sur le fondement de l'art. 1382 C. Civ. obtenir des dommages-intérêts. Les mêmes règles s'appliquent à une saisie-arrêt sur soi-même faite sans cause. Pigeau dit qu'il doit y avoir mainlevée provisoire (Commentaire, II, p. 80).

V. — JUGEMENT SUR LA DÉCLARATION AFFIRMATIVE. — Cette procédure s'introduit par acte d'avoué à avoué, et c'est vraiment à ce moment là que le tiers-saisi devient

(1) V. notamment Bioche, op. cit. n° 208.

(2) Ainsi il a été jugé récemment qu'on ne peut prononcer la mainlevée, lorsque le débiteur saisi offre de consigner des Bons du Trésor ou de la Défense Nationale, à l'échéance de six mois ; car ceux-ci ne sont ni escomptables ni négociables. (Rennes 11 Juin 1924. D.H. 1924-502).

partie au procès. S'il n'y a aucune contestation, la loi veut éviter l'augmentation de frais, déjà sans doute onéreux, et l'article 576 interdit tout acte de procédure. Mais s'il surgissait, au contraire, une contestation sérieuse, aux termes de l'art. 570, le tiers saisi pourrait demander son renvoi devant son juge naturel (Paris 22 Juin 1911 DP. 1914. II. 143) (1).

Ce jugement rendu, validant sa déclaration, si le tiers saisi est détenteur de sommes d'argent, il va vider ses mains dans celles du saisissant ; si ce sont des effets mobiliers qui ont été saisis-arrêtés, leur vente est ordonnée pour le prix à en provenir être payé au saisissant ; sauf dans les deux cas à ouvrir une distribution par contribution, s'il y a eu plusieurs créanciers opposants.

* * *

La procédure que nous venons d'exposer est celle qui s'applique, lorsque les meubles qu'on vient de saisir se trouvent entre les mains de personnes, qui sont des tiers par rapport au débiteur saisi. (2) Traditionnellement, ce sont ces formes qui sont appliquées à la saisie-arrêt sur soi-même, en vertu de cette fiction juridique qui consiste à traiter le créancier saisissant tout à fait comme deux personnes distinctes. Mais ces formes que tout le monde trouve déjà trop longues et trop compliquées, quand il s'agit de la saisie-arrêt ordinaire, ne risquent-elles pas de devenir vraiment inutiles, frustratoires et

(1) Les Tribunaux civils peuvent seuls connaître des contestations relatives aux déclarations des tiers saisis. (Trib. Comm. Marseille 28 Avril 1924. Gaz. Pal. Bull. Somm. p. 85. Juin 1926.

(2) « Le propre de cette saisie est de frapper les objets qui ne sont pas entre les mains du débiteur. » (Garsonnet et Cézard-Bru, IV, 3^e éd. N^o 167 et Bioche, V^o saisie-arrêt, n^o 4).

quelque peu ridicules en notre matière ? Tels ont été les reproches adressés à la saisie-arrêt sur soi-même empruntant les formes de la saisie-arrêt ordinaire. Pour notre part, nous nous y associons entièrement, et après avoir établi le bien fondé de ces critiques, nous allons passer, dans notre section II à l'examen de la procédure la plus simple et la plus raisonnable qui convient à notre matière.

Cette procédure appliquée à la saisie-arrêt sur soi-même comprend des actes inutiles et frustratoires. En effet, le créancier-saisi qui se signifie plusieurs actes, tels que exploit de saisie, contre dénonciation, dénonciation avec assignation en validité, fait, certes, des frais nombreux au préjudice de la partie saisie. En outre, ces actes sont parfaitement inutiles, car les actes de procédure ont pour but de porter un fait à la connaissance de celui à qui ils sont signifiés. Or, celui-ci ne peut pas les ignorer, lorsque c'est lui-même que les fait signifier. Qu'on ne nous objecte pas que l'avoué qui occupe dans une instance où plusieurs parties sont engagées, pour deux d'entre elles, est parfois, s'il représente à la fois le demandeur et un défendeur, tenu de se signifier le jugement à lui-même. La situation n'est pas la même ici, car les significations de jugement sont faites non seulement pour porter le jugement à la connaissance de celui contre qui il a été obtenu, mais surtout pour faire courir des délais. Au surplus, des dossiers distincts sont établis par l'avoué, et chacun d'eux doit se trouver complet. Au contraire, vouloir chercher une trop complète analogie risquerait de mal tourner pour ceux qui l'invoquent. Si un avoué peut représenter deux parties, ayant des intérêts distincts, quand le procès en comporte plusieurs, on comprend fort bien par contre que cet avoué ne puisse pas

représenter les deux parties, quand il n'y en a que deux (1). C'est en considérant ces petites anomalies que rien — à part la tradition — ne justifie, pas plus d'ailleurs que l'adoption d'une procédure simple et originale, que la saisie-arrêt sur soi-même a été taxée de puérilité et de ridicule. Et parce qu'ils la trouvaient ridicule, certains bons auteurs, dont la doctrine fut suivie par quelques Cours d'Appel, que nous avons citées déjà au cours du siècle dernier, refusèrent absolument d'en admettre la validité. (2) D'ailleurs même ceux qui à ce moment admirent la légitimité de la saisie-arrêt sur soi-même, furent choqués par une certaine bizarrerie dans l'application des formes de la saisie-arrêt ordinaire. (3)

* * *

Nous concluons donc, quoique nous ayons contre nous la tradition, la plupart des auteurs actuels et toute la Jurisprudence, que les formes de la saisie-arrêt sont inacceptables et qu'il faut une procédure propre et simplifiée pour rendre plus pratique la saisie-arrêt sur soi-même.

(1) On invoque aussi une analogie avec le tireur pour compte, qui lorsqu'il devient porteur, doit se faire signifier à soi-même la lettre de change. Ici aussi, l'analogie n'est qu'apparente : il ne s'agit que de sauvegarder les droits des autres signataires de la lettre de change.

(2) Carré, IV, Q 1925 in fine. Berriat St-Prix, p. 553, note 32. Voici un considérant caractéristique :... qu'il serait en effet trop bizarre que le saisissant se dénonçât la saisie-arrêt à lui-même, se fit donner à lui-même une déclaration que nul ne pourrait contester ; qu'on ne peut s'empêcher de douter d'un principe d'où découlent des conséquences si extraordinaires... (Bordeaux 22 déc. 1834 — S. 35. II. 136).

(3) V. Glasson, Cohnet, D'Age et Tissier, 2^e éd., N° 1243. II — Labbé, not. au S. 92. I. 225. Trib. civ. Louvain du 16 Nov. 1894 (DP. 96 II. 5 — (motifs) ; Pigeau, Proc. civ. Châtelet de Paris, I, p. 663, etc...)

Section Deuxième

PROCÉDURE SIMPLIFIÉE QUI CONVIENT A LA
SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME

Il nous semble naturel et logique que, le créancier débiteur qui désire saisir-arrêter entre ses propres mains, fasse signifier seulement les actes nécessaires pour porter à la connaissance de son débiteur, qu'il ne se dessaisira pas des objets ou sommes qu'il détient, lui appartenant.

Depuis plus d'un siècle, Pigeau — l'un des rédacteurs du Code de Procédure civile — a exposé et défendu, dans ses écrits, une procédure simplifiée qui donnerait satisfaction à tous, parce qu'elle est rapide, simple, entraîne peu de frais et n'encourt pas le reproche d'être ridicule. Le créancier-débiteur qui détient des sommes dont son débiteur est créancier ou des meubles lui appartenant, fait savoir à celui-ci qu'il arrête entre ses mains les dites sommes ou les dits effets, et qu'il se pourvoira en justice pour se faire payer. (1) Cette déclaration aurait lieu, bien entendu, par exploit d'huissier et constituerait à la fois l'exploit de saisie-arrêt — ou du moins une déclaration de saisie — dont on demanderait, par le même acte, la validité, au moyen d'une assignation. En outre, ce même acte contiendrait presque toujours l'énumération détaillée des objets saisis-arrêtés, de sorte que le jugement qui jugera la demande en validité statuera en même temps sur la déclaration affirmative.

(1) Pigeau, Traité de la procédure civile, II, p. 78 ss. § XIV, 5^e éd. Procédure civile du Châtelet de Paris, etc... I, p. 663. Commentaire II., p. 153.

Plus nous y réfléchissons, plus il nous semble que cette façon de procéder eût dû, depuis longtemps, se présenter le plus naturellement à l'esprit des Praticiens. Nous ne comprenons pas la résistance qu'elle a rencontrée dans la Doctrine moderne. Au surplus, nous pensons que si les Praticiens — qui n'ont hélas ! aucun intérêt à diminuer les frais, et cela explique beaucoup de choses ! — avaient franchement essayé d'introduire ces formes simples et peu coûteuses, la Jurisprudence n'aurait guère tardé à la consacrer. Une expérience significative est celle qui a été tentée devant le Tribunal Civil de Louvain, et qui a donné des résultats excellents. En effet, la procédure simplifiée préconisée par Pigeau, que nous reprenons pour notre compte, ayant été suivie devant ce Tribunal, celui-ci a, par jugement rendu le 16 Novembre 1894 (DP. 96. II. 5.) décidé : « qu'il faut cependant admettre que pareille procédure, érigée en dehors des textes de la loi, ne requiert que l'accomplissement des formes indispensables à sa légitimité et à la connaissance que doit en avoir le débiteur-saisi, telles : la requête, l'appointement, la signification, dans les délais, au débiteur-saisi, et à l'assignation en validité ; — qu'il serait *puéril* d'exiger qu'une partie fasse signifier, à sa propre requête, un exploit sans objet et qu'il suffit qu'elle fasse notifier par exploit à l'autre son intention de ne pas se dessaisir des deniers qu'elle lui doit sans obtenir satisfaction sur sa propre créance... » Nous trouvons, à la vérité, ce jugement très honnêtement rédigé, et il est visiblement inspiré de Pigeau, auquel il emprunte les termes mêmes qu'il emploie. Par contre, nous ne connaissons aucun jugement ou aucun arrêt qui ait condamné cette procédure. Aussi, nous avons le droit de dire que les Tribunaux, sans grande résistance, à notre avis, con-

sacreraient — comme ils ont consacré la saisie-arrest sur soi-même — cette procédure qui ne comporterait que les actes strictement nécessaires à l'existence et à la validité d'une saisie-arrest.

Nous sommes d'ailleurs fier de pouvoir invoquer, en faveur de l'opinion que nous défendons ici, l'opinion que M. Labbé a émise dans sa fameuse note publiée au recueil de Sirey (1892. I. 225) (1). Cet éminent juriste a eu, lui aussi, des scrupules, et s'il s'est demandé, après le retentissant arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 Juillet 1891 (même référence), s'il n'y avait pas lieu d'instituer des formes nouvelles. Voici les termes mêmes qu'il a employés : « ...Cette forme, il faudra l'inventer, car le Code de procédure est destiné à faciliter et non à entraver et paralyser l'exercice des droits... Si l'on croit devoir transporter dans l'hypothèse d'une saisie-arrest sur soi-même l'observation de l'article 564 C. pr. civ., on arrive à une *formalité ridicule* un exploit pour informer une personne d'un acte dont elle est l'auteur. L'assignation du tiers saisi en déclaration affirmative présente une autre difficulté : *nul ne s'assigne soi-même*... Il faudra créer une réglementation analogue [à celle de la procédure de saisie-arrest ordinaire]... » Ces lignes sont décourageantes à une *formalité ridicule*, un exploit pour informer les a écrites nous dispense d'insister davantage sur le ridicule et les inconvénients que présente l'application des formes de la saisie-arrest ordinaire à la procédure de saisie-arrest pratiquée sur soi-même.

Il convient toutefois d'examiner un grave reproche adressé tout récemment à cette procédure mais qui, au fond, ne repose sur aucun argument solide, et présente

(1) Nous pouvons également nous fortifier de l'opinion qu'enseigne M. Morel, notre excellent professeur et Président.

véritablement le caractère spécieux d'une querelle de mots. M. Bourré, dans sa thèse (p. 124) présentée sur le même sujet que nous, a repris à son compte le reproche dont nous parlons et qui est exprimé en ces termes (1) : « Si nous examinons dans le détail la procédure imaginée plus haut, il est facile de se rendre compte de son inconséquence. Comment une personne qui n'a pas signifié d'exploit de saisie-arrêt, peut-elle assigner le saisi en validité ? Mais en validité de quoi ? D'une saisie-arrêt mentale, d'un acte inexistant ? Ce qui est impossible, car une procédure ne se pratique que par des actes, et là où il n'y a pas d'actes, il n'y a pas de procédure. L'objet même de l'instance en validité n'existant pas, le jugement de validité n'existant pas, le jugement ne pourrait valider que le néant. L'absurdité de cette conséquence suffit à établir le mal fondé de la doctrine que nous venons de réfuter et la nécessité d'un exploit de saisie-arrêt. »

Ce reproche — cela saute tout de suite aux yeux — ne repose que sur un souci quasi superstitieux de maintenir la vieille tradition coûte que coûte, et de conserver un formalisme rigoureux qui répugne cependant au Droit Français Moderne. Où voit-on « un acte inexistant », une « saisie-arrêt mentale, » « le néant » même — de bien grands mots ! — dans le fait de signifier un seul acte d'huissier au débiteur saisi ? « Une procédure, dit-on, ne se pratique que par des actes », nous sommes d'accord là-dessus — comment faire autrement ? —, mais ces actes qui constituent une procédure doivent revêtir une

(1) Nous disons que M. Bourrée l'a repris à son compte, parcequ'il n'a fait que reproduire fidèlement et intégralement, sans en indiquer la source, un partie de la note anonyme sous Louvain 16 Nov. 1894 (DP. 96. II. 5).

utilité, obéir à une nécessité. Or, les actes nombreux, et compliqués de la saisie-arrêt ordinaire, se trouvent, en notre matière, pour la plupart frustatoires et dépourvus d'utilité. Si la déclaration de saisie, accompagnée d'une assignation en validité, et suivie d'un jugement de validité ne sont pas des actes suffisants pour constituer une procédure y a-t-il un nombre-limite d'actes en deça ou en delà duquel, il y a ou il n'y a pas de procédure ? Au surplus, M. Labbé n'a-t-il pas nettement fait constater à quelle véritable impossibilité juridique le système traditionnel conduit ? Par tous ces motifs, nous estimons que les auteurs qui ont formulé cette objection — conservateurs respectueux de la tradition — ont conclu trop vite. D'ailleurs, leurs prémisses étant franchement mauvaises, ils ne pouvaient aboutir à une conclusion logiquement acceptable. En conséquence, nous concluons, nous, qu'il ne serait pas plus *illégal* de procéder en suivant les formes simplifiées que nous avons exposées plus haut que d'observer les règles tracées par la loi pour la procédure de la saisie-arrêt ordinaire qui met en jeu trois personnages physiquement et juridiquement distincts.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre travail, il nous paraît non douteux que la saisie-arrêt sur soi-même est une institution parfaitement légitime et fort utile. Elle est légitimée d'abord, parce qu'elle repose sur l'équité absolue qui postule, dans les relations des parties, certaines précautions contre les machinations, la fraude ou l'abus du droit de l'une d'elles. C'est ainsi que l'équité ne veut pas que celui qui est à la fois créancier et débiteur d'un autre, soit à la merci de celui-ci, parce que la quotité de sa créance n'est pas actuellement connue, alors que sa dette est liquide. Il importe que le législateur ne méconnaisse pas les règles supérieures qu'elle édicte et qui restent au dessus de toutes les législations humaines comme une législation idéale, inaccessible, mais dont on doit se rapprocher le plus possible. Car ceux qui sont chargés d'interpréter la loi positive sont fatalement amenés à la tourner, à lui donner des entorses, si elle contrevient à ces prescriptions suprêmes.

La saisie-arrêt sur soi est légitime aussi, dans l'état actuel de notre législation, parce que celle-ci ne défend pas au créancier-débiteur de l'exercer toutes les fois que sa nécessité est justifiée et les conditions nécessaires réunies.

Depuis l'apparition du Code de Procédure civile, la majorité des auteurs et une grande partie de la Jurisprudence — tant en France qu'en Belgique — n'ont pas hésité à admettre la validité de la saisie-arrêt pratiquée par le créancier-débiteur. Leur opinion était la seule rai-

sonnable, car si la loi prescrit qu'une saisie-arrêt soit pratiquée entre les mains d'un tiers, c'est-à-dire une personne étrangère au saisi — ce qui va de soi —, elle n'a jamais exigé que le saisissant fût un tiers vis à vis de la personne entre les mains de qui il saisissait. C'est si vrai que, depuis une trentaine d'années, il ne s'est plus trouvé un seul auteur, ou même un tribunal, qui ait pu mettre en discussion la légitimité de cette procédure qui repose sur des principes juridiques très solides.

En outre, d'après les principes généraux du Droit Français, tout créancier qui ne peut actuellement se faire payer, pour une raison ou pour une autre, peut exercer des mesures conservatoires de ses droits. Qu'est-ce que la saisie-arrêt sur soi-même, sinon une mesure de garantie, de défense et de conservation de la partie de son gage que détient le créancier-débiteur ? La doctrine et la Jurisprudence sont parfaitement d'accord là-dessus !

Ce principe admis, les conditions d'application de cette procédure défensive vont normalement en découler. Le créancier-débiteur qu'il ait sa pleine capacité ou une capacité moindre, pourra mettre lui-même sa créance à l'abri d'éventualités fâcheuses. S'il est incapable, son représentant légal agira en ses lieu et place.

D'autre part, tous les biens du débiteur constituent le gage de tous ses créanciers, donc rien ne peut s'opposer à ce que le créancier, qui a entre ses mains une partie de son gage, refuse de s'en désaisir tant qu'il n'est pas payé. Ce principe ne fléchira que devant des considérations supérieures d'humanité et de décence. Mais un autre grand principe d'ordre public général interdit à ce créancier, même si sa créance est certaine, de retenir en ses propres mains ce qu'il doit restituer à son

créancier, si ce n'est en vertu d'un écrit émané de son adversaire ou de l'autorité légitime.

Dans la pratique, cette variété de la saisie-arrêt est d'une utilité indiscutable, soit pour paralyser, en vertu d'une juste cause, un titre paré dont l'exécution pourrait être désastreuse pour le débiteur, qui est lui-même créancier ; soit pour suppléer au double payement automatique légal, dont les conditions d'application sont si rigoureuses, qu'elles se trouvent assez rarement réunies ; soit encore pour faciliter la compensation en justice, et enfin pour compléter le droit de rétention dont la réglementation très insuffisante donne lieu à beaucoup d'hésitations et cause une gêne considérable.

On peut voir par ce bref résumé combien est grande l'importance pratique de la saisie-arrêt sur soi-même. Aussi il paraît étrange que des règles précises et particulières ne lui aient pas été consacrées par la loi écrite. Il convient de combler cette lacune au plus tôt. D'autant plus que la saisie-arrêt ordinaire dont elle emprunte traditionnellement les formes, est elle-même jugée par d'excellents auteurs, à juste titre, trop compliquée et trop onéreuse. (1) M. Leurquin nous propose en exemple la législation genevoise, qui est d'une simplicité admirable : elle réunit en un seul acte l'exploit de saisie, la dénonciation au saisi avec assignation en validité, et la contre dénonciation au tiers-saisi avec assignation en déclaration affirmative. Celle-ci ne se fait pas au Greffe, mais à l'audience même. Tout créancier peut intervenir, et s'il n'y a pas de contestations, le juge peut distribuer immédiatement la somme. Nous ne pouvons qu'approuver cette

(1) V. Leurquin, p. 31. § 10. Colin et Capitant, II p. 86 — Garsonnet et Cézar-Bru, 3^e éd. N^o 211. Thomine, N^o 613, cité par Leurquin.

opinion, qui est aussi celle des auteurs cités en note, car nous estimons que le progrès dans la science du Droit doit tendre sans cesse à une simplification heureuse.

Puisque la procédure de la saisie-arrêt ordinaire est jugée trop lente et trop compliquée, on ne peut que s'étonner qu'un traditionnalisme farouche tient encore captive dans ses liens la saisie-arrêt sur soi-même, à laquelle ne convient que des formes fort simples et peu coûteuses. On a fait parfois un rapprochement entre cette procédure et celle de la saisie-gagerie, ou de la saisie-foraine. En cas de saisie-gagerie, la situation est assez sensiblement la même : le bailleur fait saisir-gager les meubles de son locataire qui se trouvent dans l'immeuble dont il est le propriétaire, c'est-à-dire sous sa main. (819 C. pr. civ.), après avoir obtenu la permission du juge. (1) L'art. 823 du même Code permet au créancier d'exercer une saisie sur les choses qui sont entre ses mains et qui appartiennent à un débiteur forain, également en vertu d'une ordonnance du juge. Ce rapprochement est concluant, car il en résulte à suffire que le législateur lui-même dans ces cas très pratiques et très simples ne veut pas encombrer la procédure d'actes nombreux, coûteux et parfois inutiles. En conséquence, nous estimons d'abord que la saisie-arrêt sur soi-même mérite d'être consacrée législativement ; ensuite que sa procédure doit être expurgée des actes frustratoires et compliqués qui la rendent coûteuse et ridicule. C'est pourquoi, — puisque le projet de réformer le titre de la saisie-arrêt est toujours à l'ordre du jour — nous demandons à la Société d'Etudes législatives, composée de juristes éminents, d'ajouter au pro-

(1) La loi lui permet de faire un commandement, mais celui-ci, donnerait l'éveil au locataire qui pourrait déménager subrepticement, de sorte qu'il est très peu employé dans la pratique.

jet qu'elle ne manquera pas de présenter sur la saisie-arrêt dans un avenir prochain, nous l'espérons, un article spécialement consacré à la saisie-arrêt sur soi-même, à ses cas douteux d'application, et surtout à ses formes. Il serait, par exemple conçu à peu près ainsi : « Celui qui est à la fois créancier et débiteur d'une autre personne, peut saisir-arrêter entre ses propres mains, si la compensation ne peut avoir lieu, en déclarant à cette personne par exploit d'huissier, qu'il entend retenir et ne pas se désaisir des objets ou sommes qu'il lui doit ou qu'il a lui appartenant, tant qu'il n'aura pas lui-même reçu satisfaction. Toutefois on ne pourra jamais saisir-arrêter les aliments déclarés insaisissables, ou la chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé. L'exploit contiendra assignation en validité de cette saisie et l'énumération détaillée des objets saisis ou le montant des sommes saisies-arrêtées. Pour le surplus, les règles de la saisie-arrêt non incompatibles avec le présent article seront suivies. »

Ainsi perfectionné, nous croyons que cet excellent instrument que constitue la saisie-arrêt sur soi-même, pourra rendre des services encore plus éclatants à la Pratique qui déjà l'apprécie beaucoup, malgré ses imperfections.

A un siècle de distance, nous demandons une consécration et une réforme que n'obtint pas Pigeau, ce grand maître de la Procédure Civile, qui n'avait pu, malgré son autorité considérable, vaincre la routine et « la basoche. » Nous souhaitons d'être plus heureux que lui !

APPENDICE

Formule de la Saisie-Arrêt sus soi-même

L'an mil neuf cent et le

A la requête de M. Primus (*nom, profession et domicile*) ayant pour avoué M^e X..., dont l'étude est sise à
..... rue N^o, qui se constitue pour occuper sur la présente et ses suites ;

L'Huissier soussigné déclare à M. Secundus (*prénom, profession et domicile*), en son domicile, parlant à

Que le requérant entend ne pas se dessaisir des sommes, valeurs ou effets mobiliers qu'il lui doit, ou qu'il a lui appartenant, notamment, tant qu'il n'aura pas lui-même reçu satisfaction ;

Et à mêmes requêtes et constitution d'avoué que dessus, le dit huissier donne au dit Secundus, assignation à comparaître dans les délais de la loi (*huitaine ou quinzaine*) outre ceux à raison des distances, devant le Tribunal Civil de, pour : attendu que la saisie-arrêt pratiquée par le requérant entre ses propres mains est régulière en la forme ; attendu qu'elle est fondée sur (tel titre ou permission) dont copie est donnée ; la voir valider, et se voir condamner à lui payer la somme de (ou voir ordonner la vente des meubles saisis dans la forme légale pour le requérant être payé sur le prix provenu de cette vente) ; voir statuer sur les dépens, etc...

Le présent acte a été remis par, huissier
près le Tribunal civil de, demeurant en la
même ville, rue N° et son coût est
de :

Vu : *Le Président,*
R. MOREL.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Paul LAPTE.

